

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME FISCAL DES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

(AUTRES QUE LES FONDS D'ÉTATS)

Le régime actuel et le projet Caillaux

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 17 Mars 1910, à 4 h. 1/2.

PAR

HENRI MOREY

RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT DES DOMAINES ET DU TIMBRE

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

*Suffragants : } MM. JACQUELIN, professeur.
TRUCHY, professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME FISCAL DES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

(AUTRES QUE LES FONDS D'ÉTATS)

Le régime actuel et le projet Caillaux

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 17 Mars 1910, à 4 h. 1/2.

PAR

HENRI MOREY

RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT DES DOMAINES ET DU TIMBRE



Président : M. FERNAND FAURE, *professeur*.

Suffragants : { MM. JACQUELIN, *professeur*.
TRUCHY, *professeur*.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1910

A LA MÉMOIRE DE MON AMI

FRÉDÉRIC COUDROT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547120_0060

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'étude et la critique du régime fiscal des valeurs mobilières étrangères, il importe d'apprécier le rôle que jouent ces valeurs sur le marché français et de rechercher s'il convient, par des mesures fiscales restrictives, de les empêcher de pénétrer librement sur notre territoire, ou s'il convient, au contraire, de favoriser leur accès et de faciliter leur circulation en France. — C'est poser une question de protectionnisme et, pour la résoudre, pour savoir si l'impôt sur les valeurs étrangères doit revêtir le caractère protectionniste, il convient de rechercher quelle peut être l'utilité de ces valeurs, c'est-à-dire des placements à l'étranger.

Il semble superflu, à l'heure actuelle, de démontrer par de longs développements, l'utilité de la présence, dans le portefeuille français, des valeurs mobilières étrangères : Les avantages des placements à l'étranger sont presque unanimement reconnus. Aussi, nous bornerons-nous à les énumérer succinctement.

Dans notre pays, les placements à l'étranger constituent un débouché pour l'épargne, qui ne trouverait pas

sur notre territoire un emploi suffisamment rémunérateur. — Sans ce débouché, l'abondance des capitaux provenant de l'épargne amènerait, par le jeu simple de la loi de l'offre et de la demande, un abaissement extraordinaire du loyer de l'argent : A ce point de vue donc, les placements à l'étranger constituent un véritable *régulateur du taux de l'intérêt*.

D'autre part, les valeurs étrangères sont une créance contre l'étranger, et, par suite, un accroissement de la fortune publique française. D'après une évaluation officielle remontant à plusieurs années, le total en capital des créances de la France sur l'Etranger s'élevait à trente milliards environ, et le revenu annuel serait, d'après la même évaluation, de 1.134 millions de francs (1). M. Neymarek, dans son rapport sur les valeurs mobilières présenté à l'Institut international de statistique, évalue à 90 milliards le capital des valeurs mobilières placées dans le portefeuille français et il estime que ces 90 milliards sont représentés, à concurrence de $\frac{2}{3}$, soit 60 milliards, par des valeurs françaises et de $\frac{1}{3}$ soit 30 milliards, par les valeurs étrangères (2).

Cette évaluation à 30 milliards, datant de cinq ans environ, doit être sensiblement majorée aujourd'hui. Les revenus de ce capital énorme permettent à la France : de parer aux exportations de métal précieux faites par

1. Ch. Gide, *Principes d'Economie Politique*, 1906, page 289.

2. Simon Zadoks, *De l'urgence des réformes dans le régime fiscal des valeurs mobilières*. — Préface de M. Levasseur, page VII (*Publications scientifiques et économiques*. Paris, 1905).

les ouvriers étrangers travaillant en France et ne dépensant pas sur notre territoire l'intégralité de leurs salaires ; de supporter les dépenses faites par les Français résidant ou voyageant à l'étranger, ces dépenses pouvant être assimilées, au point de vue économique, à de véritables importations d'objets de consommation ; ces réserves permettent encore à la France de payer aux porteurs ou titulaires étrangers, les dividendes, arrérages ou intérêts de valeurs françaises, de maintenir ou d'augmenter l'encaisse métallique de notre banque nationale, et enfin, de combler, chaque année, le déficit de la balance du commerce.

On sait, en effet, l'erreur qui est commise bien souvent dans le public et qui consiste à envisager uniquement la *balance du commerce* pour savoir si les relations commerciales d'un pays avec les pays étrangers sont en déficit ou en équilibre. En matière de commerce extérieur, ce qu'il faut considérer, c'est, non seulement la balance des exportations et importations, mais encore et surtout la balance des créances et des dettes, c'est-à-dire la *balance des comptes*. Or, la balance des comptes rectifie la balance du commerce, qui ne donne pas une idée exacte de la situation, au point de vue du commerce international. Les exportations constituent bien évidemment une créance sur l'étranger, la créance principale, même ; mais, il y a d'autres exportations, que l'on pourrait qualifier d'*exportations invisibles*. La plus importante de ces exportations est, pour nous, l'envoi de capitaux à l'étranger, et les revenus de ces capitaux influencent heureusement, chaque année, la

balance des comptes (1). La France est donc dans la situation d'une personne qui, ayant quelques rentes, ne se trouve pas obligée de se procurer au jour le jour et par son travail, ce qui lui est nécessaire, mais qui, au contraire, peut faire appel au travail d'autrui pour l'aider à subvenir à ses besoins. En résumé, un peuple qui exporte travaille pour les autres ; un peuple qui peut importer sans s'appauvrir et qui paye les importations avec les rentes provenant de ses capitaux placés à l'étranger, est un peuple riche, pour lequel les autres pays ont travaillé.

1. A côté des placements à l'étranger il convient de mentionner : 1° Les frais de transport des marchandises exportées, c'est-à-dire le frêt et l'assurance (au cas où le pays exportateur se charge du transport de ses marchandises). En douane, dans la valeur de la marchandise exportée ne figure pas la valeur du transport, qui est cependant, à l'arrivée à destination, comprise dans la créance du pays exportateur-transporteur. — 2° Les dépenses faites par les étrangers résidant en France : ce sont de véritables exportations. — Ces diverses causes de créances, relevées dans la balance des comptes, corrigent les résultats de la balance du commerce, qui se présentent généralement pour notre pays sous un jour défavorable.

En effet, d'après les chiffres cités par M. Ch. Gide, *op. cit.* (pages 286-287), le commerce spécial de la France, pour les années 1900-1904 s'élève, pour les importations, à 4.698 millions, et pour les exportations à 4.109 millions ; donc, en cinq ans, la balance du commerce de la France a présenté un déficit de 1.687 millions, ce qui représente un déficit annuel d'environ 337 millions. Cependant, la France n'est pas obligée d'envoyer à l'étranger 337 millions de monnaie annuellement, ce qui est facile à constater, la quantité de numéraire étant loin d'avoir diminué dans notre pays.

Voilà, croyons-nous, démontrés, les avantages des placements à l'étranger, c'est-à-dire des valeurs mobilières étrangères. Ajoutons que ces valeurs ont été, après les désastres de la guerre franco-allemande, l'instrument merveilleux de notre libération en 1871, puisque, d'après le rapport de M. Léon Say, c'est l'expropriation des titres étrangers qui se trouvaient dans le portefeuille français, qui a fourni la presque totalité des 3 milliards de l'indemnité de guerre.

Si tels sont les avantages résultant de la possession de valeurs mobilières étrangères, le législateur doit s'abstenir rigoureusement de prendre aucune mesure qui puisse provoquer leur fuite sur des marchés voisins et diminuer le nombre des titres qui appartiennent à des Français. L'accès de notre marché doit être largement ouvert aux titres étrangers.

Mais, d'autre part, il est de toute nécessité que ces titres, qui viennent concurrencer les valeurs françaises sur notre marché, y supportent les mêmes taxes qui pèsent sur ces dernières. S'il est juste (1) que, dans un pays, la richesse mobilière ne soit pas favorisée au détriment de la richesse immobilière, le même sentiment de justice exige, à plus forte raison, que les valeurs mobilières étrangères, c'est-à-dire les entreprises étrangères, ne soient pas favorisées au détriment des valeurs mobilières françaises : si la France a besoin d'un débouché à l'étranger, pour placer une forte partie de ses capitaux,

1. M. Fernand Faure, *Note sur les charges fiscales des valeurs mobilières*. Rapport présenté au Congrès International de 1900.

le commerce et l'industrie français ont besoin de retenir une autre partie de ces mêmes capitaux, dont l'exode à l'étranger causerait leur ruine.

Nous aboutissons donc nécessairement à cette conclusion : Les valeurs mobilières étrangères ne doivent pas être assujetties à des taxes supérieures à celles qui frappent les valeurs françaises ; mais elles doivent, dans un but de protection de l'industrie nationale, être soumises à des *taxes équivalentes*. C'est ce principe d'équivalence que le législateur s'est appliqué à réaliser ; mais il faut reconnaître que ce n'est pas chose facile : En effet, tandis que les titres des sociétés françaises sont assujettis à l'impôt, par là même qu'ils existent, ceux des sociétés étrangères ne peuvent l'être qu'à raison de leur circulation en France ; le fisc français n'a aucun moyen d'atteindre à l'étranger, directement, une société étrangère, et il doit se contenter de rattacher l'exigibilité des taxes aux manifestations extérieures de *circulation* sur notre territoire : c'est l'application du principe de la *territorialité de l'impôt*.

En considération des difficultés spéciales de perception de l'impôt sur les valeurs mobilières étrangères et pour parvenir à une péréquation aussi exacte que possible, le législateur a organisé un système spécial forfaitaire, désigné sous le nom de *système de l'abonnement*. Nous aurons à exposer et à critiquer ce système : ce sera la première partie de notre travail. Puis, dans une seconde partie, nous étudierons la réforme proposée du régime des valeurs mobilières étrangères, telle qu'elle résulte du projet de loi, dit *projet Caillaux*, « portant suppression

des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus, et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu », Le projet Caillaux, voté le 9 mars 1909, par la Chambre des Députés, est actuellement soumis à l'examen du Sénat.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE SOMMAIRE DE LA LÉGISLATION FISCALE DES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

Jusqu'en 1857, les valeurs mobilières étrangères ont joui, en France, d'une immunité presque complète : seul, le droit de timbre était acquitté par elles, par application des articles 13 et 15 de la loi du 13 brumaire an VII, c'est-à-dire au cas où il était fait usage de ces valeurs en France.

La loi du 5 juin 1850 ne renferme aucune disposition à l'égard des sociétés étrangères.

La loi du 23 juin 1857 est la première qui se soit préoccupée d'assimiler, au point de vue fiscal, les valeurs

étrangères aux valeurs françaises ; son article 9 dispose :
« Les actions et obligations émises par les sociétés,
« compagnies ou entreprises étrangères sont soumises,
« en France, à des droits équivalents à ceux qui sont
« établis par la présente loi et par celle du 5 juin 1850
« sur les valeurs françaises ; elles ne pourront être
« cotées et négociées en France qu'en se soumettant à
« l'acquittement de ces droits.

« Un règlement d'administration publique fixera le
« mode d'établissement et de perception de ces droits,
« dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déter-
« minée du capital social. »

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 9 ci-dessus fut rendu le 17 juillet 1857 : ses articles 10, 11, 12 fixent le mode de perception des droits exigibles des sociétés étrangères dont les titres ont été admis à la cote, soit de la Bourse de Paris, soit d'une bourse départementale ; l'article 10 oblige lesdites sociétés à proposer à l'agrément du Ministre des Finances un *représentant responsable* en France.

En outre, en vertu du § 3 du même article, les sociétés étrangères doivent remettre au Ministre une déclaration indiquant le nombre de leurs titres passibles de l'impôt. Le nombre de ces titres est fixé définitivement par le Ministre des Finances.

Le § 4 dispose que les Sociétés étrangères paieront, pour leurs titres soumis à l'impôt, une taxe annuelle de transmission de 0 fr. 12 0/0, conformément au § 2 de l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les titres nominatifs et les titres au porteur.

Cette taxe annuelle de transmission se calcule en prenant pour base la valeur du capital des titres, évaluée d'après le cours moyen pendant l'année précédente (Loi du 23 juin 1857, article 6 § 2). Et, d'après l'article 7 du décret du 17 juillet 1857, ce cours moyen est établi en divisant la somme des cours moyens de chacun des jours de l'année par le nombre de ces cours.

Le décret du 11 janvier 1862 (article 1^{er}) modifiait le système établi par l'article 10, § 3 du décret du 17 juillet 1857, relativement à la fixation de la quotité imposable, qui cessait d'être faite par le Ministre ; le droit de transmission était perçu de la manière suivante : « Pour
« les sociétés, compagnies et entreprises dont les titres
« sont cotés et circulent simultanément dans les places
« de commerce de l'Etranger et à la Bourse de Paris ou
« dans les Bourses départementales, la moitié du capital
« représenté par leurs actions et obligations est soumise
« à l'impôt ; pour les sociétés, compagnies et entre-
« prises dont il est notoire que les titres circulent parti-
« culièrement en France, l'impôt est perçu sur le mon-
« tant total de leurs actions et obligations. » (Décret du 11 janvier 1862, article 1.)

D'après le décret du 11 décembre 1864, article 1^{er}, le droit de transmission dû sur les titres des sociétés étrangères devait être perçu sur la moitié du capital représenté par les actions et sur la totalité des obligations.

Les dispositions de ces deux décrets, qui avaient pour objet d'écarter l'arbitraire ministériel, ont été abrogées par le décret du 24 mai 1872, aux termes duquel (article 1^{er}) le nombre des titres, qui doit servir de base

à la perception des droits de timbre et de transmission, est fixé, par le ministre des Finances, sur l'avis préalable d'une commission, dont nous étudierons plus loin la composition et le fonctionnement.

Le décret du 28 mars 1868 (article 1^{er}) étend aux sociétés étrangères le bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850, lequel exonère des droits les sociétés françaises mises en liquidation ou se trouvant improductives depuis deux ans. Les sociétés étrangères qui veulent bénéficier de cette disposition doivent produire à l'Administration de l'Enregistrement les procès-verbaux et délibérations des assemblées générales, les inventaires, balances et tous autres documents de comptabilité vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français.

La loi du 23 août 1871 ajoute (article 2) deux décimes au principal des droits de Timbre de toute nature. Et cette même loi a, par son article 22, soumis les sociétés et compagnies aux vérifications des agents de l'Enregistrement, afin que ceux-ci s'assurent de l'exécution des lois sur le Timbre (1).

1. L'amende de 100 francs à 1.000 francs édictée par le § 2 de l'art. 22 sus-mentionné, en cas de refus de communication, était tout à fait insuffisante, et les sociétés avaient souvent avantage à refuser la communication et à acquitter cette pénalité, plutôt que de représenter aux agents de l'Administration leurs livres, registres, titres, pièces de recettes et de dépenses en contravention aux lois sur le Timbre. — Aussi, la loi du 17 avril 1906 (art. 5) édicte-t-elle une pénalité de 1.000 à 10.000 francs en principal. — En outre, le § 2 du même article décide que, indépendamment de cette amende, les sociétés françaises et étrangères devront, en cas d'instance,

La loi du 16 septembre 1871 (article 11) porta à 0 fr. 50 0/0 le droit de transmission de 0 fr. 20 0/0 édicté par l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, et à 0 fr. 25 0/0 la taxe annuelle de transmission de 0 fr. 12 0/0 établie par le § 2 de l'article 6 sus-énoncé.

Ensuite, l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872 fixe à 0 fr. 25 0/0 la taxe de transmission de 0 fr. 15 0/0 due sur les titres au porteur ; le § 2 de l'article 1^{er} dispose que cette taxe de 0 fr. 25 0/0, ainsi que le droit de transmission de 0 fr. 50 0/0 établi par l'article 11 de la loi du 16 septembre 1871, seront perçus sur la valeur négociée, déduction faite des versements restant à faire sur les titres non entièrement libérés.

Le § 4 du même article soumet les titres émis par les villes, provinces et corporations étrangères et par tout autre établissement public étranger, aux droits de Timbre et de transmission. Ces titres ne peuvent être cotés ou négociés en France qu'en payant ces droits.

L'article 2 de cette loi du 30 mars 1872 défend de négocier, exposer en vente ou énoncer dans un acte quelconque (à l'exception des inventaires) des titres étrangers qui n'auraient pas été admis à la cote et qui n'auraient pas été dûment timbrés au droit de 1 0/0 du capital nominal.

Tout acte dans lequel sera énoncée une valeur étrangère quelconque, non cotée aux Bourses françaises, doit,

être condamnées à présenter les pièces et documents non communiqués, sous une astreinte de 100 francs au minimum pour chaque jour de retard.

aux termes du § 2, contenir l'indication de la date et du numéro du visa pour timbre apposé sur ce titre, ainsi que le montant du droit payé.

Les dispositions ci-dessus sont sanctionnées par une amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres négociés, exposés en vente ou énoncés dans des actes (minimum de l'amende fixé à 50 francs).

Les parties sont déclarées solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

L'officier public ou ministériel qui viole les dispositions précédentes s'expose personnellement à une amende de 50 francs, aux termes du dernier paragraphe de l'article 2.

Le décret du 24 mai 1872 pose les règles fondamentales pour la fixation de la quotité imposable des titres des sociétés, villes, provinces, corporations étrangères. Il est encore en vigueur et nous aurons à l'étudier en détail.

L'article 1^{er} de ce décret laisse au Ministre des Finances le soin de fixer la quotité imposable et détermine la composition de la Commission (dite des valeurs mobilières) qu'il doit consulter avant de prendre sa décision.

L'article 2 fixe une quotité minima : 1/10 du capital pour les actions et 2/10 pour les obligations.

L'article 3 autorise la révision tous les trois ans, de la quotité imposable.

Les titres des sociétés qui n'acquitteraient pas les droits de Timbre et de transmission sont, aux termes de l'article 3, § 4, rayés de la cote ; et le représentant responsable doit néanmoins payer les taxes exigibles jusqu'à la date de la radiation.

La loi du 29 juin 1872 « relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières » établit une taxe annuelle et obligatoire de 3 0/0 sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies, entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création (art. 1^{er} n° 1) et sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises de toutes natures.

L'article 4 décide que « les actions, obligations, titres « d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout « établissement public étranger, sont soumis à une taxe « équivalente à celle qui est établie par la présente loi « sur le revenu des valeurs françaises. »

« Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France, qu'en se « soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que « des droits de Timbre et de transmission. »

L'article 5 dispose : « chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution, « sera punie, conformément à l'article 10 de la loi du « 23 juin 1857 » (Amende de 100 à 5.000 francs).

« Le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi « et les instances seront introduites et jugées comme en « matière d'Enregistrement. »

Enfin, la même loi du 29 juin 1872 (article 3) réduit à 0,20 0/0 la taxe annuelle de transmission sur les titres au porteur qui avait été fixée à 0,25 0/0 par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872 (1).

Cette taxe de 0,20 0/0, ainsi que le droit de 0,50 0/0 pour la transmission ou la conversion des titres nominatifs sont déclarés non soumis aux décimes.

Le décret du 6 décembre 1872, rendu en exécution de la loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu, contient diverses prescriptions concernant la liquidation et le paiement de la nouvelle taxe de 3 0/0 (Nous aurons à étudier plus loin les dispositions de ce décret).

Aux termes de l'article 3, § 2 de ce décret, la taxe sur le revenu est assise sur la même base que les droits de Timbre et de transmission.

Le § 3 de l'article 3, qui a été modifié par le décret du 10 août 1896, soumet à la taxe sur le revenu les sociétés étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens, meubles ou immeubles, situés en France. La taxe est due alors d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des Finances, sur l'avis de la Commission des valeurs mobilières. Ces sociétés étrangères sont tenues de faire agréer un représentant français personnellement responsable des droits et amendes. L'agrément peut être donné par le Directeur général de l'Enregistrement, en vertu d'une délégation du ministre.

1. La taxe de transmission a été portée de nouveau à 0 fr. 25 0/0 sans décimes par l'article 6 de la loi du 26 décembre 1908.

L'article 4 (également modifié par le décret du 10 août 1896) est ainsi conçu : « Aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un représentant responsable a été agréé. »

« Dans le mois qui suit la clôture de l'émission ou de la souscription, le Ministre des Finances détermine le nombre de titres qui doivent servir de base à la perception des droits de Timbre et de transmission, ainsi que l'assiette de la taxe sur le revenu. Ce nombre est fixé conformément aux dispositions des Règlements d'administration publique des 17 juillet 1857 et 24 mai 1872. »

La loi du 21 juin 1875 (art. 5) assujettit à la taxe de 3 0/0 établie par la loi du 29 juin 1872 les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunts (1).

Pour la perception de cette taxe, la valeur est déterminée : 1° pour les lots, par le montant même du lot en monnaie française ; 2° pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts.

Sont applicables à cette taxe de 3 0/0 les dispositions des articles 3, 4, 5 de la loi du 29 juin 1872.

L'article 7 de la même loi est relatif au droit de communication qui peut être exercé « tant au siège social

1. Tarif porté de 3 à 4 0/0, L. 26 décembre 1890, art. 4 ; puis à 8 0/0 en ce qui concerne les lots (Loi du 25 février 1901, art. 20). — Le tarif est resté à 4 0/0 pour les primes de remboursement.

« que dans les succursales et agences » afin d'assurer l'exécution des lois sur le Timbre et l'Enregistrement.

Tout refus de communication est sanctionné ainsi qu'il est dit ci-dessus (page 4, note).

La loi du 1^{er} décembre 1875, art. 1^{er}, déclare que les parts d'intérêts dans les sociétés commerciales en nom collectif ne sont pas soumises à la taxe sur le revenu ; la taxe n'est due, dans les sociétés en commandite, dont le capital n'est pas divisé en actions, que par les commanditaires.

Le décret du 15 décembre 1875, relatif à la perception de la taxe de 3 0/0 établie par la loi du 21 juin 1875 sur les lots et primes de remboursement, détermine, dans ses articles 1, 2 et 3, le mode de liquidation et de paiement de cette taxe de 3 0/0.

L'article 5 déclare les dispositions des premiers articles applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes et provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers assujettis à la taxe de 3 0/0 sur le revenu.

La taxe sur les lots et primes de remboursement est assise, comme la taxe de 3 0/0 établie par la loi du 29 juin 1872, sur la même base que les droits de Timbre et de transmission, d'après le nombre de titres, déterminé en la forme prévue par le décret du 24 mai 1872 (art. 5 § 2).

Les représentants responsables devront produire les documents dont le dépôt est prescrit par l'article 3 (1)

1. Les documents dont il est parlé ci-dessus sont les sui-

vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français, conformément à l'article 1^{er} du décret du 28 mars 1868.

L'article^a 4 du décret du 15 décembre 187^e étend le droit de communication de l'Administration, en vue de l'exécution des dispositions analysées ci-dessus.

Le décret du 11 août 1881 (art. 1, n^o 2) crée un type destiné à timbrer à l'extraordinaire les titres émis par les sociétés, villes, provinces, corporations étrangères et tout établissement public étranger et portant l'indication de la quotité établie par l'article 2 de la loi du 30 mars 1872.

La loi de Finances du 28 décembre 1890 (art. 4) a élevé à 4 0/0 la taxe de 3 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières.

La loi du 26 juillet 1893 (art. 21) fixe à cinq ans le délai de prescription de l'action en recouvrement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes. L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes induement perçues, se prescrit aussi par cinq ans à compter de la date de l'indue perception.

Le décret du 1^{er} décembre 1893 a modifié l'article 4 du décret du 6 février 1880 : Dès lors, les actions admises à la cote ne peuvent être de moins de 25 francs, quand le capital des Entreprises n'excède pas 200.000 francs, ni

vants : Une copie certifiée du procès-verbal de tirage au sort, et un état indiquant, pour chaque tirage : 1^o le nombre des titres amortis ; 2^o le taux d'émission de ces titres ; 3^o le montant des lots et des primes échus aux titres sortis ; 4^o la somme sur laquelle la taxe est exigible.

de moins de 100 francs, si le capital est supérieur à 200.000 francs. Elles doivent être libérées de 25 francs lorsqu'elles sont inférieures à 100 francs, et au moins jusqu'à concurrence du quart, lorsqu'elles sont supérieures à 100 francs.

La loi du 28 décembre 1895 (art. 3) fixe à 2 0/0 à partir du 1^{er} janvier 1896, le droit de Timbre au comptant des actions et obligations des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, ainsi que des titres émis par les villes, provinces, corporations étrangères et tout autre établissement public étranger.

Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il est perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure et sur un minimum de 100 francs.

L'article 4 de la loi du 28 décembre 1895 étend aux titres émis par les sociétés et compagnies étrangères, ainsi que par les villes, provinces, corporations et établissements publics étrangers, les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 25 mai 1872.

Dès lors, aucune émission ou souscription de valeurs mobilières étrangères ne peut être annoncée, publiée ou effectuée en France, sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance, au bureau de l'Enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou annonce.

Les titres, ou les certificats provisoires de titres souscrits ou émis en France ne pourront être remis aux souscripteurs sans avoir au préalable acquitté les droits de Timbre.

Si le droit a été payé sur le certificat provisoire, le titre

définitif sera timbré sans frais sur la représentation du titre provisoire.

Toute contravention est punie d'une amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres annoncés ou émis (avec un minimum de 50 francs).

L'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 modifie l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 : Il est fait défense de négocier, exposer en vente ou énoncer dans un acte ou écrit quelconque, public ou sous-seing privé (autre qu'un inventaire) lorsqu'ils n'ont pas été préalablement timbrés au droit spécifié dans l'article 3 (analysé ci-dessus), des titres d'actions ou d'obligations émis par des sociétés, compagnies, entreprises étrangères, villes, provinces et corporations étrangères qui n'acquitteraient pas la taxe d'abonnement prévue par l'article 10 du décret du 17 juillet 1857 et l'article 4 du décret du 24 mai 1872.

Tout écrit qui énoncera l'un des titres ci-dessus devra indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre, ainsi que le montant du droit de timbre payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen, soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé.

Chaque contravention à ces dispositions sera punie d'une amende de 5 0/0 en principal, de la valeur nominale des titres (minimum de l'amende fixé à 100 francs en principal).

L'article 12 de la loi du 13 avril 1898 a eu pour objet de combler certaines lacunes que la pratique avait révélées, dans l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 et dans l'article 4 du décret du 6 décembre 1872. En effet, ces

deux textes ne visaient que le fait même des sociétés ou autres collectivités étrangères ; de sorte que les pénalités sanctionnant leurs prohibitions ne pouvaient atteindre les tiers.

Ainsi, l'article 4, § 2 de la loi du 29 juin 1872 s'exprime ainsi : « Les titres étrangers ne pourront être
« cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France
« qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe
« (impôt sur le revenu) ainsi que des droits de Timbre et
« de transmission. »

L'article 12 de la loi du 13 avril 1898 s'exprime avec plus de précision :

« L'amende prévue par l'article 3 de la loi du 25 mai
« 1872, 5 0/0 de la valeur nominale des titres énoncés
« ou émis, est applicable à toute personne qui effectue
« en France l'émission, la mise en souscription, l'expo-
« sition en vente ou l'introduction sur le marché, des
« titres étrangers, qui annonce ou publie les opérations
« ci-dessus, et à toute personne qui fait le service finan-
« cier de ces mêmes titres, soit en opérant leur rem-
« boursement ou leur transfert, soit en faisant le paie-
« ment des coupons, tant qu'un représentant responsable
« des droits de timbre, de transmission, de l'impôt sur
« le revenu dont ces titres sont redevables, n'aura pas
« été agréé. Cette amende ne pourra être inférieure à
« 50 francs. »

Il convient de remarquer que ce dernier texte énumère un certain nombre d'opérations qui rendent nécessaire l'agrément d'un représentant responsable, et que la loi du 29 juin 1872 (article 4) n'avait pas mentionnées.

Il y a là un effort du législateur dans le but de réaliser le principe d'équivalence, qui est la base du régime fiscal des valeurs étrangères.

Aux termes du § 5 du même article 12, les sociétés, compagnies et entreprises étrangères sont tenues, avant de manifester pour la première fois leur existence en France, de déposer au Bureau de l'Enregistrement dans le ressort duquel elles vont faire des opérations, un exemplaire certifié de leur acte d'association, sous peine d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal.

L'article 12 de la loi de 1898 permet enfin de substituer la réalisation d'un cautionnement à la présentation d'un représentant responsable.

Un décret du 22 juin 1898, portant règlement d'administration publique, pour l'application de l'article 12 ci-dessus, règle les conditions dans lesquelles un cautionnement pourra être réalisé.

Nous étudierons plus loin les règles qui régissent le cautionnement.

Le décret du 23 janvier 1899 (article 1^{er}) étend le bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850 aux sociétés étrangères dont les titres, bien que non cotés aux Bourses françaises, sont passibles du droit de Timbre par abonnement ; elles sont exonérées des droits en établissant leur improductivité pendant deux ans. Les pièces à produire par elles sont celles mentionnées en l'article 1^{er} du décret du 28 mars 1868.

Remarquons que ce dernier décret n'admettait à jouir de l'exonération des droits que les sociétés étrangères dont les titres étaient cotés aux Bourses françaises,

La loi de finances du 30 janvier 1907 (art. 3) dispose (§ 8) que : toute société étrangère qui procède en France à une émission publique, à une exposition, à une mise en vente ou à une introduction d'actions, d'obligations ou de titres, de quelque nature qu'ils soient, sera tenue de publier intégralement ses statuts en langue française, au *Bulletin annexe du Journal officiel*, et avant tout placement de titres.

En outre, — qu'il s'agisse de valeurs françaises ou étrangères, — préalablement à toute mesure de publicité, les émetteurs, exposants, metteurs en vente et introduceurs devront faire insérer, au même *Bulletin annexe*, une notice contenant les énonciations suivantes :

1° La dénomination de la société ou la raison sociale ;

2° L'indication de la législation (française ou étrangère) sous le régime de laquelle fonctionne la société ;

3° Le siège social ;

4° L'objet de l'entreprise ;

5° La durée de la société ;

6° Le montant du capital social, le taux de chaque catégorie d'actions et le capital non libéré ;

7° Le dernier bilan, certifié pour copie conforme, ou la mention qu'il n'en a pas été dressé encore.

« Devront être également indiqués le montant des
« obligations qui auraient déjà été émises par la société,
« avec énumération des garanties qui y sont attachées,
« et, s'il s'agit d'une nouvelle émission d'obligations, le
« nombre ainsi que la valeur des titres à émettre, l'in-
« térêt à payer pour chacun d'eux, l'époque et les con-

« ditions de remboursement et les garanties sur lesquelles repose la nouvelle émission. »

« Il devra, en outre, être fait mention des avantages stipulés au profit des fondateurs et des administrateurs, du gérant et de toute autre personne, des apports en nature et de leur mode de rémunération, des modalités de convocation aux assemblées générales et de leur lieu de réunion. »

« Les émetteurs, exposants, metteurs en vente et introducteurs devront être domiciliés en France ; ils seront tenus de revêtir la notice ci-dessus de leur signature et de leur adresse. »

« Les affiches, prospectus et circulaires devront reproduire les énonciations de la notice et contenir mention de l'insertion de ladite notice au *Bulletin annexe du Journal officiel*, avec référence au numéro dans lequel elle aura été publiée. »

« Les annonces dans les journaux devront reproduire les mêmes énonciations, ou tout au moins un extrait de ces énonciations, avec référence à ladite notice et indication du *Bulletin annexe du Journal officiel* dans lequel elle aura été publiée. »

Les agents de l'Enregistrement ont mission de constater les infractions à ces dispositions, qui sont punies d'une amende de 10.000 à 20.000 francs.

Enfin, la loi du 31 décembre 1907, article 7, dispose « que l'énonciation, dans tout inventaire, de l'un des titres visés en l'article 5 de la loi du 28 décembre 1893 (V. *suprà*) donnera ouverture au droit de Timbre de ce titre, s'il n'a déjà été perçu. »

Le § 2 de ce même article fixe les délais de paiement de ce droit : Une amende de 5 0/0 en principal, de la valeur nominale des titres (avec minimum de 100 francs en principal) est prononcée par le § 3 pour défaut de paiement dans les délais.

« Si l'inventaire est fait au vu du titre lui-même, il
« indiquera l'absence du Timbre, ou, si le titre est tim-
« bré, le lieu, la date, le numéro du visa pour Timbre,
« ainsi que le montant du droit de timbre payé ; ou
« encore, au cas où la formalité a été donnée au moyen,
« soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile,
« les mentions contenues dans l'empreinte du timbre
« apposé, le tout à peine de 100 francs d'amende contre
« le notaire contrevenant. »

« Dans tous les cas où l'acquit du droit de timbre ne
« résultera pas des énonciations de l'inventaire, les
« ayant droit devront justifier de cet acquit dans les
« délais ci-dessus fixés, soit par la représentation des
« titres ou de la quittance du Trésor constatant l'ac-
« quit sur déclaration, soit par la production d'un acte
« notarié antérieur ou postérieur à l'inventaire et rela-
« tant les mentions de timbre indiquées au paragraphe
« précédent. »

CHAPITRE II

NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS ET DES TITRES

Nous avons vu, dans l'historique qui précède, que la loi du 23 juin 1857 (art. 9) est la première qui se soit préoccupée de soumettre les titres émis par les sociétés étrangères à des droits équivalents à ceux qui frappent les valeurs françaises.

Dans les lois postérieures, le législateur s'est efforcé d'assurer l'application, aussi exacte que possible, du principe d'équivalence.

Malheureusement, cette application présente de grosses difficultés pratiques, déjà notées dans l'*introduction* : alors que les sociétés françaises sont passibles des taxes par le seul fait de leur existence, les titres des sociétés étrangères ne peuvent être frappés d'impôts en France qu'à raison de certaines manifestations extérieures, appelées « faits générateurs », et que nous aurons à préciser plus loin.

A cause de ces différences de traitement, imposées par la nature des choses, il eut été naturel que le législateur indiquât un critérium permettant de distinguer une société étrangère. Aucun texte légal ne contient d'indication à cet égard.

La nationalité d'une société ne se détermine certainement pas par la nationalité de ses membres, ni par la nationalité de la majorité de ceux-ci, ni par le pays où a été dressé l'acte constitutif de société, ni par le lieu où ont été faites les souscriptions.

Pour se prononcer sur la nationalité, on examinera où est établi le siège social ou le centre d'exploitation.

Il n'y aura aucune difficulté, quand le siège social et le centre d'exploitation se trouveront dans le même pays : La société prendra alors la nationalité de ce pays.

Mais, si ces deux éléments se trouvent situés sur des territoires différents, que faudra-t-il décider ?

Certains auteurs se prononcent en faveur du pays où est situé le centre d'exploitation, sous prétexte qu'il est naturel que ce pays prétende appliquer sa législation à la société qui opère sur son territoire. Mais il faut reconnaître à une société française, par exemple, le droit d'exploiter des mines à l'étranger sans perdre pour cela sa nationalité. Le domicile de la société, son siège social est en France, et, dès lors, on doit la considérer comme française. Au surplus, une société peut, — et cela ne saurait atteindre sa nationalité, — étendre indéfiniment le champ de ses opérations ; elle peut opérer dans plusieurs pays à la fois, et, dès lors, il devient impossible de fixer sa nationalité en se basant sur son exploitation.

Cherchera-t-on à déterminer l'*exploitation principale* ? Mais, si elle est aujourd'hui en Russie, elle sera peut-être demain en Amérique, et alors il faudrait admettre que la nationalité de la société peut changer suivant les fluctuations que subira l'entreprise : cela est inadmissible.

D'autres auteurs pensent que la nationalité se détermine en considération du siège social, à condition qu'il soit réel et non fictif. Il faut, en effet, reconnaître aux fondateurs de la société le droit de la soumettre à la législation du pays où est fixé son domicile réel, son siège administratif, à condition, toutefois, qu'il n'y ait pas fraude et que cette liberté ne serve pas, par exemple, à échapper à l'application de la loi fiscale française.

C'est en ce sens que se prononça un arrêt de la Cour de cassation (Req.) du 22 décembre 1896 (D. 97. 1. 159) :

« Attendu que, si la nationalité d'une société dépend
« du lieu de son siège social et de son principal établis-
« sement, en quelque pays que se poursuivent les opé-
« rations dont s'alimente sa spéculation, c'est à la con-
« dition que ce siège social, effectif et sérieux, n'ait pas
« été transporté à l'étranger d'une manière purement
« fictive, dans le dessein d'échapper aux règles d'ordre
« public édictées par la loi française pour la création et
« le fonctionnement des sociétés. »

CHAPITRE III

FAITS JURIDIQUES QUI RENDENT LES TAXES EXIGIBLES

L'article 9 de la loi du 23 juin 1857, que nous avons reproduit dans notre historique (*suprà*) décide que les actions et obligations des sociétés étrangères « ne
« pourront être cotées et négociées en France qu'en se
« soumettant à l'acquittement des droits » équivalents à ceux qui sont supportés par les valeurs mobilières françaises.

Du rapprochement des mots « cotées » et « négociées », on a conclu que la loi n'entendait viser que les *négociations officielles*, faites par le ministère d'agents de change. De sorte que le paiement des droits devint la condition indispensable de l'admission à la cote officielle, et, comme corollaire, l'inscription à la cote apparut comme le premier *fait générateur* de l'exigibilité des taxes.

Cette interprétation des mots « cotées » et « négoc-

ciées » peut sembler trop étroite : ces mots paraissent viser deux faits générateurs distincts : d'une part, l'admission à la cote ; et, d'autre part, la négociation en France, officielle ou non, des titres étrangers.

La jurisprudence s'était prononcée dans le sens de l'interprétation étroite, et les négociations de titres non cotés, — les négociations non officielles, — échappaient à l'application de l'article 9 de la loi du 21 juin 1857.

La loi du 30 mars 1872, art. 2, défend aux tiers de négociier, exposer en vente ou énoncer dans un acte des titres étrangers non timbrés au droit de 1 0/0 ou qui n'auraient pas été admis à la cote (Or, nous venons de voir qu'en vertu de l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, l'admission à la cote entraîne comme conséquence le paiement des taxes).

Le principe d'équivalence n'était pas pour cela entièrement réalisé.

La loi du 29 juin 1872, art. 4, § 2, est plus complète et indique quatre causes génératrices d'exigibilité des taxes : « Les titres étrangers ne pourront être cotés, « négociés, exposés en vente, ou émis en France qu'en « se soumettant à l'acquittement de cette taxe (sur le « revenu) ainsi que des droits de timbre et de trans-
« mission. »

Les faits générateurs sont donc :

- 1^o L'admission à la cote officielle ;
- 2^o La négociation ;
- 3^o L'exposition en vente ;
- 4^o L'émission en France.

Dès lors, toute négociation, — et non plus seulement

la négociation officielle, — entraîne l'exigibilité des trois taxes, ce qui est l'abandon du système consacré par la jurisprudence, sous l'empire de la loi du 23 juin 1857.

Enfin, la loi du 13 avril 1898, article 12, déclare que l'amende prévue par l'article 3 de la loi du 15 mai 1872 (5 0/0 de la valeur nominale, avec minimum de 50 francs) est applicable à *toute personne* (1) qui effectue en France « l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché, des titres étrangers..., qui annonce ou publie les opérations ci-dessus, et à *toute personne* qui fait le service financier de ces mêmes titres..., tant qu'un représentant responsable des droits de Timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu dont ces titres sont redevables, n'aura pas été agréé. »

Quels vont être désormais les faits générateurs de l'impôt? Pour les dégager, il nous faut combiner les deux lois du 29 juin 1872 et du 13 avril 1898. Ce sont :

- 1° L'admission à la cote (l. 29 juin 1872) ;
- 2° L'émission en France (l. l. 29 juin 1872, 13 avril 1898) ;
- 3° La mise en souscription et l'exposition en vente (l. l. 29 juin 1872 et 13 avril 1898) ;

1. Nous avons déjà remarqué (*suprà*) que la loi du 29 juin 1872, art. 4, ne visait que le fait même des sociétés étrangères, en laissant aux *intermédiaires* la possibilité de se soustraire aux prescriptions de la loi fiscale.

La loi du 13 avril 1898, en menaçant ceux-ci d'une amende, s'assure leur collaboration pour réaliser le principe d'équivalence.

4° L'introduction sur le marché (l. 13 avril 1898).

La *négociation* inscrite dans la loi du 29 juin 1872, n'est pas mentionnée dans l'énumération de la loi du 13 avril 1898. Nous devons en conclure que la simple négociation, — celle qui ne constitue pas une introduction sur le marché, — n'est pas un fait générateur d'impôt. Si le titre qui en fait l'objet n'a pas été régulièrement timbré, le *droit de Timbre au comptant* est seul exigible (l. 1. 30 mars 1872, art. 2 ; 28 décembre 1893, art. 5 ; instruction n° 2953).

Après les avoir dégagés de la combinaison des deux lois du 29 juin 1872 et du 13 avril 1898, il convient de définir avec soin les quatre faits juridiques qui déterminent l'exigibilité des taxes. C'est l'objet des quatre sections suivantes :

SECTION I

Inscription à la cote officielle.

L'inscription à la cote officielle est le plus ancien des faits générateurs de l'impôt qui frappe les valeurs étrangères (l. du 23 juin 1857, art. 9).

Il n'y a pas lieu de distinguer entre l'inscription à la cote d'une Bourse départementale et l'inscription à la cote de la Bourse de Paris.

L'admission à la cote des valeurs mobilières étrangères a été réglée par le décret du 6 février 1880.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret, les chambres syndicales des agents de change à Paris ou dans les départements, accordent, refusent ou interdisent la négociation à leurs Bourses respectives, des titres étrangers.

Les pièces à fournir aux chambres syndicales par les sociétés étrangères qui sollicitent l'inscription à la cote sont, aux termes de l'article 3 du décret du 10 août 1896 :

1^o Les actes, statuts, cahiers des charges en vertu desquels les valeurs ont été créées dans leur lieu d'origine ;

2^o La certification, par l'autorité consulaire établie en France, que ces actes sont conformes aux lois et usages de leur pays d'origine, et que la valeur est officiellement cotée dans ledit pays, à moins qu'il n'y existe pas de Bourse officielle, auquel cas le fait serait constaté par le certificat ;

3^o La justification de l'agrément par le Ministre des Finances (ou le Directeur général de l'Enregistrement) d'un représentant responsable du paiement des droits.

L'article 3 du décret du 6 février 1880 laisse aux chambres syndicales le droit de demander toutes justifications qu'elles jugeront nécessaires.

Le décret du 1^{er} décembre 1893, modifiant l'article 4 du décret du 6 février 1880, dispose que les actions admises à la cote ne peuvent être de moins de 25 francs quand le capital des entreprises n'excède pas 200.000 francs, ni de moins de 100 francs, si le capital est supérieur à 200.000 francs. Elles doivent être libérées de 25 francs lorsqu'elles sont inférieures à 100 francs, et au moins jus-

qu'à concurrence du quart, lorsqu'elles sont supérieures à 100 francs.

L'article 5 du décret de 1880 reconnaît au Ministre des Finances le droit d'interdire, en tout état de cause, la négociation en France d'une valeur étrangère.

De ce que l'admission à la cote est, par elle-même, un fait générateur de l'impôt, il résulte que les taxes sont dues, alors même que les titres inscrits ne feraient l'objet d'aucune négociation (Cassation, 10 juin 1874. Instruction 2495, § 1^{er}).

L'obligation pour la société étrangère de payer les taxes persiste tant que la *radiation* de la cote officielle n'a pas été opérée avec l'*autorisation* du *Ministre* : L'inscription à la cote a, en effet, le caractère d'un contrat synallagmatique et forfaitaire, intervenu entre le fisc et la société étrangère, et il est, dès lors, naturel que la société ne puisse, par sa seule volonté, se soustraire au paiement des droits en retirant ses valeurs du marché officiel.

Indépendamment de la radiation demandée par la société et autorisée par le Ministre, il peut y avoir *radiation d'office*, par application du § 4 de l'art. 3 du décret du 24 mai 1872, qui décide que les titres des sociétés étrangères qui ne paieront pas les droits seront rayés de la cote et que le représentant responsable devra acquitter les droits jusqu'à l'époque à laquelle les titres auront cessé d'être cotés.

Que décider, si les titres d'une société font l'objet de négociations en France, après la radiation, autorisée ou prononcée d'office par le Ministre ?

Sous l'empire de la loi de 1857, qui ne visait que l'ins-

cription à la cote comme fait générateur, on reconnaissait que les taxes cessaient d'être exigibles par le fait de la radiation, alors même que les titres feraient l'objet de négociations en Banque.

Il y avait là une injustice flagrante à l'égard des valeurs françaises qui, elles, sont passibles des taxes par le fait seul de leur existence.

La loi du 29 juin 1872 et la loi du 13 avril 1898 ont réalisé un progrès considérable en déterminant de nouveaux faits générateurs des taxes : Par là, elles ont fait un pas, dans le sens de la justice, vers la réalisation du principe d'équivalence. Désormais, la radiation de la cote, opérée avec l'assentiment du Ministre des Finances, ou d'office, ne suffit pas pour exonérer les valeurs étrangères du paiement des taxes annuelles : Ces taxes continuent à être exigibles, tant que des faits de circulation se produisent en France.

Pour que l'impôt cesse d'être dû, il faut, en résumé, que la radiation de la cote officielle soit accompagnée de retrait effectif de notre marché, de tous les titres ayant fait l'objet de la radiation.

SECTION II

Emission en France.

Ce fait générateur des taxes annuelles est mentionné dans la loi du 29 juin 1872 et dans celle du 10 avril 1898 (*V. supra*).

On entend par *émission* tout placement sur notre marché de titres étrangers *qui viennent d'être créés*, — que ce placement soit fait par la société elle-même ou par son mandataire (Inst. 2750, § 5).

Par le fait même de l'émission, la société étrangère devient redevable des droits de Timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu, sans qu'il y ait lieu de s'occuper de la nationalité des souscripteurs : Ce que la loi entend taxer, en effet, c'est la circulation des titres étrangers en France. Si l'on tenait compte de l'extranéité des souscripteurs, on méconnaîtrait le principe d'équivalence, qui est la base de notre système fiscal des valeurs étrangères, car les valeurs françaises supportent la triple taxe, quelle que soit la nationalité des souscripteurs ou des porteurs.

L'exigibilité des taxes cesse en même temps que le fait de circulation. Il y a donc lieu de décider qu'une société étrangère doit payer les taxes tant qu'une partie des titres émis en France, si petite soit-elle, continuera à circuler sur notre marché.

C'est en ce sens que s'exprime une décision du Ministre des Finances du 17 juillet 1879 : « Il suffit qu'un « petit nombre de titres soient demeurés en France pour « que l'impôt demeure exigible, en principe, sur la « quotité minima du capital des titres émis, conformément à l'article 2 du décret du 24 mai 1872. »

(Quotité minima : actions, 1/10 ; obligations, 2/10 de ce capital).

SECTION III

Mise en souscription et exposition en vente.

La mise en souscription n'est qu'une tentative d'émission faite par une société, — ou son mandataire, — en vue d'une création de titres.

Quant à l'exposition en vente, qui suppose des titres déjà créés depuis un certain temps, elle n'est qu'une des formes de l'introduction sur notre marché.

Du reste, les deux expressions sont considérées comme synonymes et employées souvent l'une pour l'autre, dans la pratique.

Qu'il y ait tentative d'émission ou tentative d'introduction, les auteurs de la loi du 29 juin 1872 et ceux de la loi du 13 avril 1898 ont voulu frapper les titres étrangers, dès leur première manifestation d'existence en France, des mêmes taxes qui pèsent sur nos propres valeurs.

Peu importe, d'ailleurs, le résultat de la mise en souscription et de l'exposition en vente : Le *fait générateur* se trouve ici dans la simple *tentative*, qui rend les taxes exigibles et qui nécessite l'engagement d'un représentant responsable, ou le versement d'un cautionnement.

SECTION IV

Introduction sur le marché.

L'introduction est le fait, non d'une société qui veut écouler ses titres sur le marché français (car il y aurait alors, ou émission, ou mise en souscription, ou exposition en vente, suivant que les titres seraient nouveaux ou ne le seraient pas) mais d'un intermédiaire, — société de crédit, ou maison de Banque, — qui se propose d'établir un courant de négociation sur ces titres.

L'introduction a été visée pour la première fois, comme fait générateur, par la loi du 13 avril 1898.

Mais, pour constituer un fait générateur, l'opération doit porter sur une certaine quantité de valeurs. La difficulté consiste à décider si la quantité de titres introduits est suffisante pour rendre les taxes exigibles. C'est une question de fait qui doit être appréciée pour chaque cas particulier.

SECTION V

Dispositions légales visant le fait des intermédiaires.

Nous avons déjà remarqué *suprà*, que l'article 12 de la loi du 13 avril 1898 a comblé une grave lacune dans le système de la loi du 29 juin 1872 et du

décret du 6 décembre de la même année : Ces deux derniers textes ne visaient que le fait des sociétés étrangères, et, par suite, les intermédiaires agissant pour le compte de ces sociétés, avaient la possibilité d'introduire impunément en France des valeurs étrangères pour lesquelles les formalités légales n'avaient pas été remplies.

Il convient de remarquer, en outre, que le Trésor était dépourvu de tout moyen d'action, sous l'empire de la loi de 1872, en présence des sociétés étrangères agissant ainsi en France au moyen d'intermédiaires, sans avoir fait agréer de représentant responsable, ou sans avoir versé de cautionnement, car ces sociétés n'avaient, la plupart du temps, aucun bien saisissable en France.

L'Administration, après avoir eu gain de cause devant les Tribunaux, n'aurait donc presque jamais pu obtenir l'exécution forcée contre ces débiteurs insolvable.

C'est la loi du 13 avril 1898 qui remédie à ces inconvénients de la législation de 1872 : son article 12, § 1^{er}, menace de l'amende prévue par l'article 3 de la loi du 25 mai 1872 (amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres) **toute personne** *qui effectue en France l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction* sur le marché, des titres des sociétés étrangères, *qui annonce ou publie* les opérations ci-dessus, et à **toute personne** *qui fait le service financier* de ces mêmes titres, soit en opérant leur remboursement ou leur transfert, soit en faisant le paiement des coupons, tant qu'un représentant responsable n'a pas été agréé ou un cautionnement versé.

Avec cette disposition, le Trésor aura rarement à souffrir de l'insolvabilité ou de l'insaisissabilité des sociétés étrangères : Cette menace d'amende rendra plus difficile le recrutement des intermédiaires disposés à éluder les obligations fiscales ; et, avant d'agir, les intermédiaires, dans la crainte d'encourir l'amende, examineront soigneusement, au *Journal officiel*, si la société étrangère est en règle avec le fisc, auquel ils fourniront ainsi une collaboration efficace.

CHAPITRE IV

DE LA QUOTITÉ IMPOSABLE

On entend par « quotité imposable » la fraction du capital social qui, sous forme de valeurs négociables, a été introduite sur le marché français et qui, par suite, doit supporter les taxes annuelles.

Cette quotité imposable est la base de toute réclamation et de toute poursuite de la part de l'Administration ; tous actes de poursuites exercés contre une société étrangère, sans qu'une quotité imposable ait été fixée au préalable, devraient, en conséquence, être considérés comme nuls (c'est en ce sens que s'est prononcé un jugement du Tribunal de Grasse, du 13 février 1898).

C'est la loi du 23 juin 1857 (article 9, § 2) qui a posé le principe de la quotité imposable, en décidant que l'« assiette (des taxes) pourra reposer sur une quotité « déterminée du capital social ».

Aux termes de l'article 10, § 3, du décret du 17 juil-

let 1857, les sociétés devaient remettre au Ministre des Finances une déclaration indiquant le nombre de leurs actions et obligations circulant en France ; la quotité imposable étant fixée par le Ministre d'après la déclaration de la société, qui n'avait, du reste, que la valeur d'un simple renseignement, le Ministre prenait sa décision en toute liberté, la loi n'ayant pas déterminé de quotité minima.

Le décret du 1^{er} janvier 1862, article 1^{er}, modifiait ce système et la quotité imposable était fixée d'office à la moitié du capital actions et obligations pour les sociétés dont les titres circulaient simultanément en France et à l'étranger.

Et, pour les sociétés dont il était notoire que les titres circulaient particulièrement en France, l'impôt était perçu sur le montant du capital actions et obligations.

Il n'y avait donc plus qu'à apprécier si le marché principal était en France.

C'était substituer l'arbitraire ministériel à l'arbitraire légal.

Le décret du 11 décembre 1864, article 1^{er}, fixait la quotité imposable à la moitié du capital actions et à la totalité du capital obligations.

Ce système n'était pas plus satisfaisant que celui du décret de 1862.

Enfin, le décret du 24 mai 1872, qui régit actuellement la matière, confie à nouveau au Ministre des Finances le soin de fixer la quotité imposable, après avoir pris l'avis de la commission des valeurs mobilières (article 1^{er}).

Lorsqu'une société étrangère est dans l'intention de

faire circuler ses titres en France, c'est-à-dire d'accomplir un des faits générateurs de l'impôt, elle doit, tout d'abord, ainsi que nous l'avons vu *supra*, faire agréer un représentant responsable, ou verser un cautionnement.

Il appartient ensuite à l'Administration de l'Enregistrement de faire une enquête, dans le but d'éclairer la commission des valeurs mobilières et le ministre. Ce travail préliminaire de l'Administration a d'autant plus d'importance que ses résultats sont, le plus souvent, adoptés par la commission des valeurs mobilières et passent sans modification dans la décision du Ministre.

L'Administration, grâce à l'exercice du droit de communication dans les sociétés de crédit, peut connaître approximativement le nombre de coupons payés. D'autre part, la société étrangère intéressée est appelée également à fournir des renseignements à l'appui desquels elle peut produire certaines pièces, par exemple, des feuilles de présence aux assemblées générales des actionnaires et les listes de souscription.

L'enquête de l'Administration ne doit pas être précipitée. Si elle était achevée trop vite, on pourrait aboutir à des conséquences préjudiciables, soit pour le Trésor, soit pour les sociétés : Ainsi, le Trésor subirait un préjudice si la valeur étrangère, après avoir été, au début, d'un placement difficile, venait à faire, par la suite, l'objet de nombreuses négociations ; la quotité imposable serait alors insuffisante.

A l'inverse, une fixation hâtive de la quotité imposable serait préjudiciable pour la société, si, après un

placement facile, les titres étaient, dans la suite, écoulés par les souscripteurs dans un pays étranger.

Dans la pratique, l'Administration attend, pour formuler ses propositions, que les opérations de placement soient suffisamment avancées. Cela évite des erreurs, dont les effets se feraient sentir pendant trois ans, puisque, — ainsi que nous le verrons plus loin, — la révision de la quotité imposable ne peut être faite que tous les trois ans.

Les propositions de l'Administration sont transmises à la commission des valeurs mobilières, dont le Ministre est tenu de prendre l'avis. Cette commission est composée : 1^o du Président de la Section des Finances au Conseil d'Etat, Président ; 2^o du Directeur Général de l'Enregistrement ; 3^o du Directeur du Mouvement général des fonds ; 4^o du Régent de la Banque de France ; 5^o du Syndic des Agents de change de Paris.

Elle doit se réunir aussi fréquemment que les besoins l'exigent ; mais elle tient généralement cinq à six séances par an.

Pour s'éclairer, la commission des valeurs mobilières peut puiser des renseignements partout où elle le juge convenable, et l'avis qu'elle formule ne peut être attaqué devant la juridiction administrative.

Cet avis est transmis au Ministre, qui se borne généralement à l'approuver, bien qu'il puisse fixer en toute liberté la quotité imposable.

Sa décision est inattaquable et les sociétés étrangères qui ne voudraient pas s'y conformer ne pourraient, par conséquent, qu'abandonner leur projet d'introduction

de leurs titres en France (Déc. Min. Fin. 18 mai 1883).

L'article 2 du décret du 24 mai 1872 fixe un minimum au-dessous duquel le Ministre ne peut pas descendre. Ce minimum est : pour les actions, $1/10$, et pour les obligations $2/10$ du capital, alors même que des justifications fournies il résulterait que le nombre des titres circulant en France est inférieur à ce minimum légal.

L'article 3 du décret du 24 mai 1872 dispose : « Le « nombre de titres fixé par le Ministre des Finances... « peut être révisé tous les trois ans...

« S'il n'y a pas lieu à révision, la fixation précédente « sert de base pour une nouvelle période de trois ans.

« S'il y a lieu à révision, elle est effectuée dans le trimestre qui précède l'échéance de la troisième année, et « sert de base pour une nouvelle période de trois ans. »

Il résulte de ces dispositions que la quotité imposable, une fois fixée, doit servir de base à l'impôt, sans pouvoir faire l'objet d'une révision, pendant une période de trois ans. C'est un forfait qui peut être avantageux, suivant les cas, soit pour le Trésor, soit pour les sociétés, mais que la pratique impose, en raison des inconvénients que présenteraient des révisions plus fréquentes.

La révision de la quotité imposable peut, à la fin d'une période triennale, être faite, soit d'office, soit à la demande de la société intéressée.

Pour la révision, on suit la même procédure que pour la fixation initiale.

Les sociétés étrangères doivent, autant que possible et par extension du principe contenu dans le décret du 28 mars 1868, faire vérifier et certifier par les agents

diplomatiques ou consulaires français, les pièces et documents émanant du siège social, qu'elles produisent à l'appui de leur demande en réduction de quotité.

Ajoutons pour terminer l'étude de cette question, que les termes précis du décret du 24 mai 1872 (art. 3, § 3) ne permettraient pas d'accueillir une demande en révision après l'expiration du délai.

CHAPITRE V

LIQUIDATION ET PAIEMENT DES TAXES

Nous avons déjà parlé du « principe d'équivalence » qui est la base de tout le système fiscal des valeurs étrangères. Nous n'y reviendrons pas. Rappelons seulement que, par application de ce principe, les sociétés étrangères sont assimilées aux sociétés françaises aux divers points de vue des tarifs, des règles de perception, des délais et des pénalités édictées en cas de contravention.

L'assimilation est consacrée par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, qui soumet les valeurs étrangères à des « droits équivalents » à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises (Timbre et transmission); — l'article 10, § 3 du décret du 17 juillet 1857 rend applicables aux valeurs étrangères les dispositions des articles 3 et 7 du même règlement « relatives aux époques de paiement « et à la fixation du cours moyen » (taxe de transmis-

sion) ; l'article 12 du même décret dispose (§ 3) que les mêmes pénalités s'appliqueront aux sociétés étrangères (et à leurs représentants) et aux sociétés françaises « en « cas d'infraction aux dispositions du présent règlement « ou de retard, soit dans le paiement des droits, soit « dans le dépôt des états, relevés et déclarations pres- « crits... »

L'article 11 du même décret du 17 juillet 1857 dispose que le droit de Timbre sera acquitté par les sociétés étrangères comme par les sociétés françaises, et, qu'en outre, ce droit sera payé suivant le mode (prescrit par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850) applicable aux valeurs françaises.

L'assimilation résulte, pour la taxe sur le revenu, de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, qui soumet les titres étrangers à « une taxe équivalente à celle qui est établie « par la présente loi sur le revenu des valeurs fran- « çaises. »

Le décret du 6 décembre 1872 dispose (article 3) que toutes les dispositions de ses articles 1 et 2 (qui régissent les valeurs françaises relativement à la liquidation et au paiement de la taxe sur le revenu) s'appliquent également aux valeurs étrangères.

En principe donc, les règles concernant la liquidation et le paiement des taxes sont communes aux valeurs françaises et étrangères. Cependant, nous allons constater, en étudiant en détail les trois taxes, qu'en raison de leur extranéité les valeurs étrangères sont soumises à certaines dispositions particulières.

SECTION I

Droit de Timbre.

L'article 11 du décret du 11 juillet 1857 dispose, *in fine*, que le droit de Timbre sera acquitté par les sociétés étrangères suivant le mode prescrit par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850 ; et qu'un avis, inséré au *Moniteur (Journal officiel)*, loi du 22 juin 1898, art. 8) équivaldra à l'opposition du Timbre.

Or, les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850 accordent aux sociétés françaises et aux départements, communes et établissements publics la *faculté* de s'affranchir du paiement des droits de Timbre au comptant, en prenant vis-à-vis de l'Etat l'engagement de payer ces droits par *abonnement*.

Mais, ce qui est pour les sociétés françaises une *faculté*, est, en vertu de l'article 11 du décret de 1857, une *obligation* pour les sociétés étrangères, et leurs titres sont soumis d'office à la taxe d'abonnement.

Cette taxe est, aux termes des articles 22 et 31 de la loi de 1850, de 0,05 0/0 du capital nominal de chaque titre émis ; à défaut de capital nominal, la taxe est de 0,05 0/0 du capital réel, dont la valeur est déterminée (aux termes du § 2 de l'article 14 de la même loi) d'après les règles établies par les lois sur l'Enregistrement, c'est-

à-dire au moyen d'une *déclaration estimative* des parties (L. du 22 frimaire an VII, art. 16).

La loi du 23 août 1871 (art. 2) a ajouté deux décimes au principal des droits de Timbre de toute nature, ce qui élève la taxe de 0,05 à 0,06 0/0 (1).

Le dernier paragraphe de l'article 14 de la loi du 5 juin 1850 prescrit d'arrondir les sommes de 20 francs en 20 francs pour la perception du droit de *Timbre au comptant*.

Cette disposition ne s'applique pas à la taxe d'abonnement, qui se calcule sans compléter la fraction de 20 francs, ni sur chaque titre, considéré isolément, ni sur le total des titres (solutions de l'Administration, 20 janvier 1857, 4 août 1857, 12 janvier 1858).

Point de départ de l'exigibilité de la taxe. — La taxe d'abonnement commence à être exigible à partir du jour où le premier « fait générateur » a été constaté.

Nous devons remarquer, toutefois, que la perception des taxes est soumise à la condition de la *création matérielle des titres*, cette taxe n'étant que la représentation d'un *impôt de consommation*.

Durée de l'abonnement. — L'article 22, § 1^{er} de la loi du 5 juin 1850 dispose que les sociétés et compagnies françaises peuvent s'affranchir du paiement des

1. Le droit de timbre (au comptant ou par abonnement) est une dette personnelle de la société : le droit de timbre fait partie des frais du contrat constitutif de société, en ce qui concerne les actions, — ou du contrat de prêt, en ce qui concerne les obligations (les frais étant légalement à la charge de l'emprunteur (art. 1248 C. civ. — L. 22 frim. an VII, art. 31).

droits de Timbre au comptant, sur leurs *actions*, en contractant avec l'Etat un *abonnement pour toute la durée de la société*.

L'article 31, § 1^{er} de la même loi consacre pour les départements, communes, établissements publics et compagnies françaises, la faculté de contracter un abonnement pour le paiement des droits de Timbre exigibles sur leurs *obligations* : Cet *abonnement* est contracté « *pour toute la durée des titres* ».

Ces articles 22 et 31 règlent, aux termes de l'article 11 du décret du 17 juillet 1857, le mode de paiement des droits de Timbre exigibles sur les actions et obligations étrangères.

En conséquence, les droits sont dûs sur les actions, pendant toute la durée de la société, et, sur les obligations, pendant toute la durée des titres.

Irrévocabilité et invariabilité de l'abonnement. — L'abonnement est donc, pour les sociétés, un *engagement définitif, invariable*, indépendant des modifications ultérieures du capital social ; les obligations fiscales de la société sont ainsi fixées *dès le début et pour toute sa durée*.

Du reste, l'abonnement n'est qu'une *facilité de libération*, et la taxe n'est que la *représentation exacte du droit au comptant* (Seine, 26 mars 1886).

L'irrévocabilité et l'invariabilité de l'abonnement se trouvent ainsi proclamées en ces termes dans un arrêt de Cassation du 2 mai 1865 (V. Instruction Générale n° 2326, § 1).

« ... que leur engagement (des sociétés) est définitif et

« invariable... et qu'on ne saurait en méconnaître le
« caractère de fixité sans introduire une *injuste inéga-*
« *lité*, en matière d'impôt, *au préjudice de ceux qui l'au-*
« *raient payé au comptant.* »

La taxe est invariable en ce sens qu'elle est basée sur le capital nominal, qui est fixe, ou, à défaut de capital nominal, sur la valeur réelle des titres, déterminée par une évaluation fournie à l'origine ; pour les titres dont le capital est indiqué en monnaie étrangère, la taxe est établie d'après le cours du change du jour à partir duquel cette taxe commence à être exigible, sans qu'il y ait à tenir compte, par la suite, des fluctuations de ce cours.

Quant au principe de l'irrévocabilité, qui est d'une application exacte au regard des sociétés françaises, il se heurte, lorsqu'il s'agit de sociétés étrangères, au principe de la territorialité de l'impôt. En effet, l'obligation imposée aux sociétés étrangères par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, de payer les droits sur leurs titres, ne peut subsister que tant que dure la circulation de ces titres sur le marché français.

Réduction du capital social. — A notre avis, on ne devrait pas tenir compte des réductions du capital social, pour la perception de la taxe par abonnement, car cette taxe est un *impôt de consommation transformé*, qui atteint les titres, dès leur émission, et, par suite, *d'après leur valeur au jour de l'émission*. C'est en ce sens qu'a été rendu un jugement du Tribunal de la Seine, le 25 novembre 1907, contre la Société de la Régie co-intéressée des Tabacs de l'Empire ottoman. Cette solution est, du reste, une application exacte du principe d'équi-

valence, car une réduction du capital social ne saurait motiver la restitution du droit perçu *au comptant* sur des titres français.

Amortissement d'actions remplacées par des actions de jouissance. — Par application du principe de l'irrévocabilité de l'abonnement et des dispositions de l'article 22 de la loi du 5 juin 1850, qui dispose que, pour les actions, l'abonnement est contracté pour *toute la durée de la société*, on devrait décider qu'une société qui amortit son capital et remplace ses actions ordinaires par des actions de jouissance, continue néanmoins à être redevable de la taxe de 0,06 0/0.

Emission d'actions nouvelles, survenant après réduction du capital social. — Nous avons vu, *suprà*, qu'il n'y avait pas à tenir compte des réductions du capital social pour la liquidation et le paiement de la taxe d'abonnement : cette taxe continue à être exigible, sans diminution, le timbre étant un impôt de consommation et la taxe d'abonnement n'étant qu'un mode de paiement de cet impôt. Quant aux titres nouveaux, ils ne sauraient être considérés comme représentant la partie du capital anéantie par l'effet de la réduction : ils doivent être considérés comme une *augmentation du capital* et sont passibles, dès lors, de la taxe de 0,06 0/0.

Droit de timbre perçu par double emploi. — La règle *non bis in idem* s'oppose à la perception de la taxe d'abonnement sur des titres qui auraient déjà été timbrés au comptant, avant l'agrément d'un représentant responsable ou le versement d'un cautionnement. Le droit de Timbre au comptant n'est pas restituable, mais

les titres pour lesquels cette formalité aurait été remplie devraient être déduits de la quotité imposable (En ce sens, Décision ministérielle du 18 août 1888) (1).

Au contraire, le droit au comptant serait restituable s'il avait été perçu postérieurement à l'abonnement.

Titres d'actions délivrés par suite de transfert ou de renouvellement. — L'article 17 de la loi du 5 juin 1850 dispose que « le titre du certificat d'action, délivré « par suite de transfert ou de renouvellement, sera tim-
« bré à l'extraordinaire ou visé pour Timbre *gratis*, si le
« titre ou certificat primitif a été timbré ».

Aucun texte ne reproduit cette disposition en faveur des titres étrangers.

Toute exception (2) étant de *droit étroit*, on doit décider que cette disposition ne doit pas être étendue aux titres d'actions des sociétés étrangères, délivrés par suite du transfert ou du renouvellement, quand même les titres nouveaux seraient la représentation exacte des anciens, auxquels ils seraient entièrement substitués.

Obligations remboursées. — En présence des dispositions de l'article 31 de la loi du 5 juin 1850, on doit décider que la taxe d'abonnement sur les obligations doit baisser proportionnellement aux remboursements

1. M. Jobit, *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères*. Congrès de 1900.

2. Il y a, dans la disposition de l'article 17 de la loi de 1850, une exception aux principes : le droit de Timbre étant un *impôt de consommation*, on aurait dû conclure, en l'absence d'une semblable disposition, qu'un nouveau droit était exigible sur le *nouveau titre ou certificat*.

opérés, cette taxe n'étant due que « pendant la durée des titres ».

Exonération de la taxe d'abonnement. — Liquidation et improductivité. — L'article 24 de la loi du 5 juin 1850 dispense du paiement de la taxe les sociétés qui, depuis leur abonnement, se seront mises ou auront été mises en liquidation, et celles qui n'auront, dans les deux dernières années, payé ni dividendes ni intérêts ; pour ces dernières, l'exemption dure tant qu'il n'y a ni répartition de dividendes, ni paiement d'intérêts.

Le décret du 28 mars 1868 admet les sociétés étrangères *dont les titres sont cotés aux Bourses françaises*, à jouir du bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850, à charge par elles de produire à l'Administration de l'Enregistrement les procès-verbaux et délibérations des Assemblées générales d'actionnaires, les inventaires, balances et autres documents de comptabilité, vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français.

Le décret du 25 janvier 1899 étend le bénéfice de l'exonération à toutes les sociétés étrangères dont les titres, *bien que non cotés en France*, supportent le droit de Timbre par abonnement. L'exemption est accordée sous les mêmes justifications que ci-dessus.

Il importe de remarquer, tout d'abord, que l'exemption des taxes ne s'applique qu'aux *actions* et ne saurait être étendue aux obligations. En effet, les deux décrets susmentionnés renvoient purement et simplement à l'article 24 de la loi de 1850 : Or, cet article 24 se trouve placé dans le chapitre I^{er} (du titre II) qui concerne les

actions, et, d'autre part, aucun article, dans le chapitre II, consacré aux obligations, ne reproduit cette disposition de faveur. Toute exception devant être interprétée restrictivement, il en résulte que la taxe d'abonnement est due pendant toute la durée des obligations, malgré l'improductivité constatée de la société ou de sa mise en liquidation.

*
* *

Les deux décrets de 1868 et de 1899 ne visent que la seconde cause d'exonération prévue par l'article 24 de la loi du 5 juin 1850, à savoir *l'improductivité*; mais l'improductivité pendant deux ans suspendant le paiement de la taxe due sur les actions des sociétés étrangères, il était naturel d'étendre, à *fortiori*, le bénéfice de l'exemption aux sociétés étrangères en faillite ou en liquidation. C'est ce qu'a reconnu l'Administration, dans son instruction n° 2373. Du reste, ainsi que nous l'avons vu (*supra* page 53), la taxe d'abonnement est due sur les *actions*, pendant toute la durée de la société. Or, la mise en liquidation étant la conséquence de la *dissolution* de la société, la taxe cesse d'être due, par application de l'article 22 de la loi de 1850.

Les sociétés étrangères peuvent donc invoquer les mêmes causes d'exonération que les sociétés françaises.

Il y a cependant une différence à signaler entre la dispense accordée, pour improductivité, d'une part aux sociétés françaises et, d'autre part, aux sociétés étrangères.

Pour les premières, en effet, il résulte de l'article 24,

§ 2 de la loi de 1850 que, sont affranchies de la taxe d'abonnement *celles qui n'auront payé ni dividendes ni intérêts dans les deux dernières années.*

Pour les sociétés étrangères qui voudraient être exonérées de la taxe, il ne suffirait pas de justifier qu'elles n'ont payé ni dividendes, ni intérêts pendant deux ans : Elles doivent établir que, pendant ce laps de temps, *elles n'ont pu payer ni dividendes, ni intérêts.* Cette différence résulte des termes employés dans les décrets des 28 mars 1868 et 25 janvier 1899.

En résumé, les sociétés françaises sont dispensées du paiement de la taxe quand elles n'ont *distribué* ni intérêts, ni dividendes ; les sociétés étrangères, pour jouir de la même dispense, doivent justifier qu'elles n'ont *réalisé aucun bénéfice* pendant les deux dernières années.

Point de départ et durée de l'exonération. — Les sociétés françaises et étrangères jouissent de la dispense quand leur improductivité a duré pendant deux années, dites d'« épreuve ». — En conséquence, elles cessent de payer la taxe à partir de la troisième année, sans pouvoir réclamer la restitution des droits perçus pendant les années d'épreuve.

La dispense dure, pour les sociétés étrangères, tant qu'elles ne réalisent pas de bénéfices ; tandis que, pour les sociétés françaises, elle subsiste tant qu'il n'y a pas de répartition de dividendes ou de paiement d'intérêts.

Justifications à fournir par les sociétés étrangères. — Ces sociétés doivent, pour être admises au bénéfice de l'exonération, établir leur improductivité en communiquant à l'Administration de l'Enregistrement les

procès-verbaux et délibérations des Assemblées générales, les inventaires, balances et autres documents de comptabilité vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires, français, établis au siège administratif de la société (Décrets du 28 mars 1868 et 25 janvier 1899).

Ces documents doivent être timbrés avant leur communication à l'Administration.

Une décision particulière est rendue pour chaque affaire (Instruction de l'Administration, n° 2.373).

Epoques de paiement et liquidation de la taxe d'abonnement. — Le paiement doit être effectué, à la fin de chaque trimestre, *sans avis préalable* (L. du 5 juin 1850, art. 22 et 31 — Décret du 17 juillet 1857, art. 11). En cas de contravention, c'est-à-dire au cas où la taxe ne serait pas acquittée à l'échéance (le premier jour du trimestre précédent) l'article 10 de la loi du 23 juin 1837 édicte une pénalité de 100 à 5.000 francs, en principal (Décret du 17 juin 1857, art. 12).

Dans la pratique, l'Administration n'exige pas le paiement de l'amende quand le paiement de la taxe du timbre est effectué dans les vingt premiers jours du trimestre, délai dans lequel les droits de transmission doivent être payés.

Liquidation. — Les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850 disposent que le droit de Timbre de 0,05 0/0 est annuel ; il faut entendre par là que la taxe d'abonnement est de 0,05 0/0 *par an*. Mais, cette disposition ne signifie pas que la *taxe annuelle* ne puisse être perçue pour moins d'une année : La taxe du Timbre s'acquiert

jour par jour, comme les fruits civils, et doit être calculée par 360^e quand l'abonnement ne s'applique qu'à une fraction d'année (Sol. 23 septembre 1854 ; 20 avril 1858 ; 19 juillet 1873).

Prescription des droits et amendes de Timbre. — La loi fondamentale du 13 brumaire an VII n'a pas déterminé la prescription applicable aux droits de timbre ; aucune loi postérieure n'a comblé cette lacune. — On doit donc s'en référer au droit commun (Art. 2262 du C. civ.), et décider que les droits de Timbre se prescrivent par trente ans, sauf dans les cas très rares où le législateur fixe une prescription particulière.

Il n'y a pas, d'ailleurs, à distinguer les droits de timbre perçus par abonnement de ceux qui sont payés au comptant, l'abonnement n'étant qu'un mode de paiement qui ne change en rien la nature du droit de Timbre.

C'est en ce sens que s'est prononcé un Arrêt de cassation du 28 juillet 1875, rendu au sujet des taxes annuelles de timbre dus par une Compagnie d'Assurances (dans le même sens, Cassation, 17 juillet 1895 ; — Seine, 15 avril 1905, *Revue de l'Enregistrement*, n° 3, 943).

En ce qui concerne les *amendes* pour contravention aux lois sur le Timbre, la loi du 16 juin 1824, article 14, décide qu'elles se prescrivent par deux ans (prescription de l'article 61 de la loi du 22 frimaire, an VII). Le délai de deux ans court du jour où les préposés de l'Administration ont été mis à la portée de constater les contraventions.

SECTION II

Droit de transmission.

Taxe annuelle obligatoire. — La loi du 23 juin 1857, qui a créé le droit de transmission, établit (art. 6) deux modes de paiement de ce droit : § 1^{er}, *au comptant*, lors de chaque transmission, pour les titres nominatifs ; § 2, au moyen d'une *taxe annuelle*, « pour les titres au porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société ».

L'article 9 de la même loi soumet les titres des sociétés étrangères au droit de transmission ; et c'est le décret du 17 juillet 1857 qui fixe le mode d'établissement et de perception de cet impôt. Ce décret (art. 10, § 4) décide que les sociétés étrangères paieront pour leurs titres soumis à l'impôt, une *taxe annuelle et obligatoire* de 0,12 0/0 (conformément au § 2 de l'article 6 de la loi du 23 juillet 1857) *sans faire aucune distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur*.

Donc, les valeurs étrangères sont considérées d'office, par la loi fiscale, comme étant toutes au porteur, et sont, dès lors, passibles de la taxe annuelle de transmission. Cette taxe est due, invariable, sur la quotité de titres imposables, indépendamment du nombre plus ou moins grand de transmissions opérées. Ce forfait s'explique par l'impossibilité où se trouverait l'Administration de con-

naître le nombre de transmissions dont les valeurs étrangères auraient fait l'objet, et, par suite, d'assurer le recouvrement du droit au comptant.

Point de départ de l'exigibilité de la taxe. — La taxe de transmission est due dès qu'un *fait générateur* de l'impôt a été constaté.

Mais, il peut arriver, en cas de mise en souscription en France, par exemple, que la création matérielle des titres, ou leur délivrance aux souscripteurs, soit postérieure au fait générateur des taxes.

L'Administration fait alors rétroagir l'exigibilité de la taxe de transmission au jour où le fait générateur de l'impôt a été constaté, bien que les souscripteurs n'aient pas été mis en possession de leurs titres (Inst. de l'Administration, n° 2358, § 5). Cette doctrine de l'Administration est basée sur un arrêt de Cassation du 24 avril 1867, aux termes duquel « la taxe court du jour où la société est « constituée ». En matière de sociétés étrangères, il faut lire : « du jour où un fait générateur s'est produit en France ».

Mais, à notre avis, la taxe de transmission n'est due que du jour où il y a réellement *circulation* en France, c'est-à-dire à partir de la délivrance effective des titres, et non à partir de l'accomplissement du fait générateur : En effet, notre loi fiscale considère les valeurs étrangères comme étant toutes *au porteur*, et comme étant, dès lors, *transmissibles par la tradition du titre*, aux termes de l'article 35 du Code de commerce. La logique exigerait, semble-t-il, qu'on s'abstînt de réclamer la taxe de transmission sur des titres qui, *étant au porteur*, sont cessi-

bles par la tradition, alors que la tradition est rendue impossible par l'absence du titre matériel (1).

Les sociétés étrangères devraient donc, semble-t-il,

1. M. Primot (*op cit.*, n° 317) estime que la taxe est due sur les actions, dès que la société est définitivement constituée, et sur les obligations, dès qu'il y a eu souscription, répartition aux souscripteurs, indépendamment de toute délivrance matérielle de titres aux intéressés. Il est vrai, en effet, qu'un titre au porteur pourrait être cédé avant sa création matérielle, par acte sous-seing privé par exemple (Sol. 29 décembre 1884, *J. Enregistrement*, n° 22433). Mais il faut reconnaître que c'est là un mode de transmission tout à fait exceptionnel, sur lequel on ne saurait baser l'exigibilité de la taxe.

Il est vrai encore que l'article 6 de la loi du 28 juin 1857 vise « toute cession de titres ou *promesses d'actions et d'obligations* » ; mais il ne faut pas se tromper sur le sens de ces mots : avant la loi du 24 juillet 1867, les sociétés qui n'avaient pas encore obtenu l'*autorisation du Gouvernement* délivraient aux souscripteurs de leurs titres des *promesses*. Mais, depuis cette loi, qui a supprimé l'autorisation, les mots « *promesses d'actions, d'obligations* », n'ont plus de raison d'être.

Au surplus, il ressort clairement du § 2 du même art. 6, que le législateur a entendu frapper la *circulation* du titre au porteur, qui se réalise par la tradition de la main à la main.

A l'appui de notre opinion, nous pouvons invoquer un jugement du Tribunal de Rouen, du 7 décembre 1886, qui décide que la taxe n'est due qu'à partir de la *création des titres*, du moment où ils peuvent circuler, et non à partir de la constitution définitive de la société (du *fait générateur* pour la société étrangère), « Attendu, dit ce jugement, « *qu'il est impossible de comprendre l'existence d'actions au porteur avant la création des titres*, puisqu'il est de la nature de ces actions « de se transmettre par tradition ; qu'en conséquence, la taxe « annuelle... n'est pas exigible. »

Le Tribunal de la Seine s'est prononcé dans le même sens le 10 mars 1893.

être admises à établir que les titres n'ont pas été créés et délivrés, au moyen d'une attestation, vérifiée et certifiée par les agents diplomatiques et consulaires français établis au siège social.

La taxe de transmission est due, pour les actions, pendant toute la durée de la société, et, pour les obligations, pendant toute la durée du titre. La taxe cesse d'être exigible quand tous les titres ont été retirés de notre marché.

Alors que la taxe est due par les sociétés françaises, aux termes de l'article 5 du décret du 17 juillet 1857, sur les actions et obligations au porteur existant au dernier jour de chacun des trimestres de janvier, avril, juillet et octobre, d'après un état fourni par les sociétés au receveur de l'Enregistrement, elle est due par les sociétés étrangères sur la quotité imposable fixée par le Ministre des Finances.

Si des remboursements ou amortissements ont lieu au cours d'un trimestre, la taxe de transmission devra être calculée sur le nombre de titres restant à la fin du trimestre.

En ce qui concerne les Compagnies créées après l'ouverture d'un trimestre, le droit n'est liquidé, pour la première fois, que proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis leur constitution (Décret, 17 juillet 1857, art. 5, *in fine*).

Le taux du droit de transmission est le même pour les valeurs étrangères et pour les titres français au porteur : primitivement fixé à 0,12 0/0 par la loi du 23 juin 1857 (art. 6, § 2) il a été porté à 0,15 0/0 par la loi du

16 septembre 1871 (art. 11) puis à 0,25 0/0 (Loi 30 mars 1872, art. 1) ; ensuite la loi du 29 juin 1872 (art. 3) l'a fixé à 0,20 0/0, *sans addition de décimes* ; enfin, la loi du 26 décembre 1908, article 6, l'a porté à 0,25 0/0 sans décimes.

Liquidation de la taxe. — La taxe de transmission se calcule de la même manière et sur les mêmes bases, pour les titres français et étrangers : elle est perçue (L. 23 juin 1857, art. 6) sur le capital des titres « évalué par leur *cours moyen* pendant l'année précédente, « et, à défaut de cours dans cette année, conformément « aux règles établies par les lois sur l'Enregistrement » (c'est-à-dire par une *déclaration estimative*, Loi du 21 frimaire an VII, art. 16).

Aux termes de l'article 6, § 2, du décret du 16 juillet 1857, il ne devait être fait, pour la perception des droits, aucune déduction des sommes restant à verser sur les actions et obligations non libérées. La loi du 30 mars 1872 (Art. 1^{er}, § 2) décide, au contraire, que le droit de transmission sera perçu sur la valeur négociée « déduction « faite des versements restant à faire sur les titres non « entièrement libérés. »

Le cours moyen est établi en divisant la somme des cours moyens de chacun des jours de l'année par le nombre de ces cours.

A l'égard des valeurs cotées dans les Bourses des départements et à la Bourse de Paris, il est tenu compte exclusivement des cotes de cette dernière Bourse pour la formation du cours moyen (Déc. du 17 juillet 1857, art. 7).

Nous venons de voir qu'à défaut de cours moyen pendant l'année précédente, c'est une *évaluation* des parties qui sert de base à la taxe ; il en est de même pour les sociétés nouvelles, c'est-à-dire qui n'ont pas encore une année d'exercice : Dans le courant de la première année de leur constitution, on aura recours à une déclaration estimative (Déc. du 17 juillet 1857, art. 7).

Dans les cas où la taxe devra être perçue d'après une évaluation des parties, une difficulté apparaît : L'administration pourra constater des *insuffisances d'évaluation* commises par les sociétés, dans le but d'échapper partiellement au droit de transmission. En pareil cas, l'administration n'est pas désarmée et peut établir l'insuffisance par tous les moyens à sa disposition, notamment par des preuves ou des présomptions déduites d'actes opposables aux parties, ou de faits parvenus légalement à sa connaissance, — preuves déduites, par exemple, de ventes ou d'évaluations des titres dont il s'agit, — de la situation financière de la société, de sa comptabilité, de la plus-value de l'actif social, etc...

L'*insuffisance d'évaluation* constatée est punie (aux termes de l'article 10 de la loi du 23 juin 1857) des peines portées par l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire d'un droit en sus.

Epoques de paiement (1). — La taxe de transmission doit être payée dans les vingt jours qui suivent l'expira-

1. La taxe de transmission est *avancée* par les sociétés, sauf leur recours contre les porteurs des titres qui doivent la supporter en définitive (L. 23 juin 1857, article 7, § 2).

tion de chaque trimestre, sans avis préalable, sous peine d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal (loi du 23 juin 1857, art. 10). Quand le dernier jour du délai est férié, cette taxe doit être payée la veille (sol. 25 mars 1885) ; elle est perçue pour le trimestre entier et avancée par les sociétés qui en sont redevables envers le Trésor, sauf leur recours contre les porteurs de titres.

Société en liquidation ou en faillite. — A la différérence de ce qui a lieu pour le paiement de la taxe d'abonnement au Timbre, la taxe de transmission continue à être exigible, malgré la liquidation ou la faillite de la société. L'improductivité n'est pas non plus une cause d'exonération, en ce qui concerne l'impôt de transmission. Il n'existe, en effet, aucune disposition législative à cet égard. Du reste, les actions continuent à exister après la faillite ou la mise en liquidation, et donnent droit à l'actionnaire à une part des bénéfices (si la liquidation est volontaire) ou tout au moins du fonds social.

Les obligations subsistent également tant qu'elles n'ont pas été remboursées intégralement ou au marc-le-franc.

Ces titres peuvent donc faire l'objet de négociations et il n'y a pas de raison pour les exonérer de la taxe de transmission.

Prescription applicable. — Le droit de transmission est un droit d'enregistrement (1). Il se prescrit donc

1. Cette taxe est dite « taxe représentative du droit de transmission ». C'est un impôt basé sur la présomption de circulation des titres : Il en résulte, par application de la règle *non bis in idem*, que le droit de transmission au comptant ne sau-

par deux ans, conformément à l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII.

Cependant, la prescription applicable est celle de trente ans, au cas où l'Administration, ayant découvert des faits générateurs, réclamerait des droits exigibles, depuis sa première opération en France, à une société étrangère qui ne se serait pas conformée aux prescriptions de la loi fiscale française et qui, notamment, n'aurait pas fourni les déclarations trimestrielles (voir ci-dessus) ou n'aurait pas fait connaître son existence à l'Administration (Brioude, 10 avril 1878 ; Auxerre, 20 mai 1884 ; Charleville, 29 juillet 1880).

Par application de l'article 60 de la loi de frimaire an VII, la taxe de transmission régulièrement perçue n'est pas restituable, quels que soient les événements ultérieurs. Dans la pratique, l'Administration n'applique pas rigoureusement ce principe et opère parfois des restitutions (taxe perçue d'après la déclaration de la société sur des titres amortis ou non émis).

SECTION III

Impôt sur le Revenu.

Indépendamment des droits de Timbre et de transmission, que nous venons d'étudier, la loi du 29 juin 1872 a établi une taxe annuelle et obligatoire :

rait être perçu sur les actes contenant cession à titre onéreux de valeurs étrangères soumises à la taxe annuelle de 0,20 0/0.

1° Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés financières, industrielles, commerciales ou civiles ;

2° Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des sociétés.

Les valeurs étrangères sont assujetties, aux termes de l'article 4 de cette loi, au paiement de la taxe sur le revenu. En ce qui concerne cet impôt, les mêmes règles sont applicables aux valeurs françaises et étrangères ; la seule différence à signaler est la suivante : alors que les sociétés françaises payent la taxe sur la totalité des dividendes ou intérêts qu'elles distribuent, les sociétés étrangères ne l'acquittent que sur la *quotité imposable* de leurs titres (Décret, 6 décembre 1872, art. 3, § 2).

L'article 5 de la loi du 21 juin 1875 soumet à la même taxe les *lots et primes de remboursement* (1) payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunts (disposition applicable aux sociétés étrangères).

Quotité de la taxe (2). — La quotité de la taxe, primitivement fixée à 3 0/0, par la loi du 29 juin 1872 (art. 3), a été portée à 4 0/0 par la loi du 26 décembre 1890 (art. 4).

1. Les lots et primes de remboursement représentent, en effet, des bénéfices sociaux qui, au lieu d'être distribués à titre d'intérêts ou de dividendes, sont réservés, comme appât, pour être attribués, sous forme de capital, par voie de tirage au sort.

2. La taxe n'est pas soumise aux décimes. — Les décimes s'ajoutent au principal des amendes encourues en matière d'impôt sur le revenu.

Le tarif a été élevé à 8 0/0, en ce qui concerne les lots, par la loi du 25 février 1901 (art. 20). Il n'a pas été innové en ce qui concerne le droit applicable aux primes de remboursement, qui est resté fixé à 4 0/0.

§ 1^{er}

Exigibilité de l'Impôt sur le revenu.

Double condition de la perception de cet impôt. — Par la généralité de leurs termes, les articles 1 et 2 de la loi du 29 juin 1872 assujettissent à la taxe sur le revenu tous les produits et bénéfices réalisés par les sociétés, ne subordonnant l'exigibilité de l'impôt qu'à la double condition de l'*existence de bénéfices* et de leur *distribution* aux actionnaires, qui acquièrent ainsi sur eux un droit privatif (Cassation, 15 novembre 1899).

Nécessité de l'existence de bénéfices (1). — Les sommes distribuées à titre de dividendes doivent être prélevées sur les bénéfices et non sur le capital de la société : La taxe de 4 0/0 ne serait pas due sur les sommes payées frauduleusement sur le capital social, en

1. « Il y a bénéfice quand, en comparant l'actif au jour de la formation de la société avec l'ensemble des valeurs sociales lors de la dissolution, on trouve un excédent » (Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, II, 55). Le bénéfice est, en d'autres termes, la plus-value réalisée par la société en sus des apports originaires ou supplémentaires représentant le capital social.

l'absence de revenus. L'impôt manquerait de base, en pareil cas. C'est ce qu'a reconnu l'Administration par une solution du 22 octobre 1884.

Toutefois, l'impôt serait exigible sur les intérêts payés chaque année aux actionnaires en vertu d'une clause des statuts portant que « cet intérêt sera servi, même en l'absence de bénéfices, au besoin sur le capital social ». Un paiement d'intérêts effectué par une société à ses actionnaires, en vertu d'une pareille clause et au moyen d'un prélèvement opéré sur l'actif social, ne peut être assimilé à un dividende fictif et frauduleux : c'est un produit des actions passible de la taxe (Seine, 1^{er} juillet 1892. Cassation Req. 2 juillet 1894, — cet arrêt rendu sur le pourvoi formé par une société étrangère).

Nécessité d'une distribution des bénéfices. — Il ne suffit pas qu'un bénéfice soit réalisé pour que l'impôt devienne exigible : Il faut, en outre, que ce bénéfice passe de la caisse sociale dans le patrimoine des actionnaires et obligataires, au moyen d'une *distribution*, ce principe a été formellement reconnu par un arrêt de Cassation du 28 mai 1884 : « la perception », est-il dit dans cet arrêt « a pour *cause déterminante la répartition* « qui fait passer du patrimoine social dans l'avoir personnel des associés ou actionnaires, les intérêts, dividendes, revenus, et tous autres produits des actions « de toute nature des sociétés financières, industrielles, « commerciales et civiles » (Instruction de l'Administration n° 2700, § 7).

Les dispositions de cet arrêt du 28 mai 1884 sont, d'ailleurs, parfaitement conformes à l'esprit de la loi du

29 juin 1872, qui dispose (art. 2) que le revenu est déterminé, pour les actions, par le *dividende fixé* (c'est-à-dire qui sera *payé* aux actionnaires) et, pour les obligations, par l'intérêt ou le *revenu distribué*.

Le décret du 6 décembre 1872 s'exprime en termes aussi précis, en disposant (art. 1^{er} *in fine*) que si, de la liquidation définitive de la taxe pour l'exercice entier il résulte qu'un excédent de taxe a été versé, cet excédent doit être imputé sur l'exercice courant ou remboursé, si la société est arrivée à son terme, ou *si elle cesse de donner des revenus* (le décret ne dit pas : si elle cesse de réaliser des revenus).

Une décision ministérielle du 12 juin 1885 (*Recueil périodique Dalloz*, 85. 5. 511) contient une exacte interprétation des mots : « si la société cesse de donner des revenus », en décidant que la *restitution est obligatoire*, lors même que les comptes de l'exercice se sont soldés par un bénéfice, apparent ou réel, *si ce bénéfice n'a pas été distribué*.

La Cour de cassation (11 janvier 1899) et le Tribunal civil de Lyon (29 juin 1894) ont, de même, décidé que les bénéfices qui restent dans la caisse sociale, sous forme de réserve, sont affranchis de la taxe de 4 0/0, les produits distribués étant seuls passibles de l'impôt.

En effet, tant qu'une part des bénéfices n'est pas passée du patrimoine social dans celui d'un associé, tant que l'Actionnaire n'a pas acquis un *droit exclusif* sur une portion des produits sociaux, ces produits ne sont pour lui qu'une espérance et ils courent le risque d'être anéantis, si la société vient à subir de grosses pertes au cours

d'une période de crise : Il n'y aura pas alors de *répartition*.

Or, ce que le législateur a voulu frapper, c'est le *revenu, le profit personnel du capitaliste* et ce profit personnel ne peut être déterminé qu'au moment et au moyen de la distribution des bénéfices.

C'est donc cette distribution qui est le *fait générateur* de l'impôt.

Applications. — Du principe en vertu duquel les bénéfices deviennent passibles de l'impôt de 4 0/0 par le fait de leur *distribution*, c'est-à-dire de leur *passage de la Caisse sociale dans l'avoir particulier* des actionnaires, il résulte les conséquences suivantes :

La taxe est exigible non seulement sur les produits ou dividendes périodiquement et directement touchés, mais encore sur ceux qui, grâce à une combinaison quelconque, passent indirectement du patrimoine de la société dans celui d'un membre de cette société.

Ainsi sont passibles de la taxe les bénéfices employés au paiement des dettes des actionnaires envers les tiers, envers la Société ou envers l'Etat (Instruction 2643, § 3) ainsi que les bénéfices portés au compte particulier de chaque actionnaire.

De même, lorsqu'une société étrangère paye pour des actionnaires, et *sans recours contre eux*, l'impôt de 4 0/0 et le droit de transmission dus au Trésor français, la taxe sur le revenu est exigible sur les sommes ainsi payées par la Société en l'acquit de ses actionnaires (Cassation Req., 4 décembre 1899. — Instruction de l'Administration n° 3011, 4).

Les sommes prélevées sur les *bénéfices* d'une société pour être affectées à l' *augmentation du fonds social* ont le caractère de produits distribués et sont passibles de l'impôt de 4 0/0 dès que l'affectation est réalisée et que des titres nouveaux sont remis à des actionnaires soit en échange de leurs anciens titres qui sont annulés, soit en représentation seulement de l'accroissement du capital social et dans la proportion du nombre d'actions que possédait chacun d'eux au moment de la distribution. La taxe est due, alors, sur la somme ajoutée au fonds de la Société et non sur la valeur des actions nouvelles (Cassation, 7 juin 1880).

La taxe sur le revenu est due sur l'intérêt payé aux actionnaires d'une société, bien que ce paiement n'ait pu être effectué que grâce à un *don* fait à la société par un tiers, d'une somme qui, entrée dans la Caisse sociale, a dû figurer dans les comptes comme un *bénéfice* (Cassation, 18 mars 1879).

La remise par une société à ses actionnaires, en représentation des intérêts échus de leurs actions, de *bons différés* , négociables, productifs d'intérêt et remboursables dans un délai déterminé par voie de tirage au sort constitue une *distribution d'intérêts* , passible de l'impôt de 4 0/0. La délivrance de bons aux actionnaires, et non pas seulement leur amortissement, rend la taxe exigible, parce que ces valeurs sont la représentation des intérêts et que négociables et productifs eux-mêmes, ils constituent, dès leur délivrance, une propriété personnelle, susceptible d'être réalisée immédiatement par eux. C'est sur la *valeur nominale* , correspondant à celle des intérêts

statutaires échus et pour laquelle ils ont été attribués aux actionnaires, que la taxe doit être liquidée (Cassation, 24 juillet 1899).

L'impôt sur le revenu est encore dû sur toutes les distributions aux associés de sommes ou de valeurs représentant un excédent du fonds social sur le capital social, *à quelque époque qu'elles aient lieu*, soit au cours de la société par la création et la distribution de nouveaux titres, soit après la dissolution de la société, au moment du partage. C'est ainsi qu'un arrêt de Cassation du 26 octobre 1892 a décidé qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les bénéfices distribués à la fin de l'exercice pendant lequel ils ont été réalisés et ceux qui proviennent de réserves accumulées au cours de la société (Instruction n° 2834, § 5).

§ 2

Epoques de paiement.

Aux termes du décret du 6 décembre 1872 (art. 1^{er} et 2) le paiement de l'impôt sur le revenu est effectué, en quatre termes égaux, dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année.

L'Administration ne saurait donc être obligée de recevoir, en une seule fois, le paiement anticipé de la taxe pour l'année entière. Toutefois, elle peut admettre ce mode de paiement, en raison de circonstances tout à fait

exceptionnelles (1) (solution de l'Administration du 12 septembre 1884).

Lorsque le délai établi pour l'acquittement de la taxe expire un dimanche ou un jour férié, le versement doit être effectué la veille (2) sans avertissement préalable, sous peine d'une amende de 100 à 5.000 fr. (L. L. 29 juin 1872, art. 3 ; 23 juin 1857, art. 10).

Lots à primes de remboursement. — La taxe est acquittée par les sociétés dans les vingt jours qui suivent le jour fixé pour le paiement des lots et primes de remboursement (Décret 15 décembre 1875, art. 3) sous peine de l'amende de 100 à 5.000 francs.

Des débiteurs de la taxe sur le revenu et de ceux qui doivent la supporter, en définitive. — L'article 3 § 2 de la loi du 29 juin 1872 est ainsi conçu : « le mon-
« tant en est avancé, sauf leur recours, par les sociétés,
« compagnies, entreprises, etc... »

Les sociétés sont donc tenues de verser elles-mêmes l'impôt entre les mains des agents du Trésor, qui ont une action directe contre elles pour les y contraindre. Cependant, cette dette étant simplement *avancée* par les sociétés, à la décharge des actionnaires ou obligataires, qui sont les véritables débiteurs, les sociétés retiennent sur les intérêts et dividendes le montant de l'impôt payé.

1. Besson. Impôt sur le revenu n° 227.

2. Solution de l'Administration 11 août 1880. Besson, *op. cit.*, n° 219.

§ 3

Liquidation de la taxe sur le revenu.

Assiette de la taxe. — La valeur passible de la taxe est déterminée :

1° Pour les actions, par le dividende fixé, d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, des comptes rendus ou tous autres documents analogues (L. 29 juin 1872, art. 2) ;

2° Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année (L. 29 juin 1872, art. 2) ;

3° Pour les lots, par le montant même du lot, en monnaie française (1) (L. 21 juin 1875, art. 5) ;

4° Pour les primes de remboursement, par la différence entre les sommes remboursées et le taux d'émission des emprunts (L. 21 juin 1875, art. 5).

Liquidation. — La valeur passible de la taxe est facile à déterminer en ce qui concerne les obligations : L'intérêt ou revenu distribué est connu sans difficulté, son taux étant fixé par l'acte d'emprunt ou le titre d'obligation. Aussi, le décret du 6 décembre 1872, article 1^{er}, se borne à disposer que la taxe est perçue sur les obliga-

1. Si cependant le lot comprend le remboursement de la somme versée par le souscripteur, la taxe doit être liquidée sur la différence entre le montant du lot et le prix de la souscription (solution de l'Administration du 20 novembre 1875).

tions, emprunts et autres valeurs dont le *revenu* est fixé et *déterminé à l'avance* d'après les produits annuels afférents à ces valeurs.

Mais, il n'en est pas de même pour les actions ; leur revenu (c'est à-dire la matière imposable) est essentiellement variable ; il ne peut être déterminé à l'avance et on ne peut le connaître qu'après la clôture de chaque exercice spécial.

Pour ces dernières valeurs, ainsi que l'exprime très judicieusement l'Instruction de l'Administration n° 2457, « le décret du 6 décembre 1872 a été conduit, par la « nature même des choses, à modifier la base de la « liquidation. En effet, au moment où cette liquidation « a lieu, le revenu n'est pas connu ; il dépend d'événements ultérieurs qui peuvent l'accroître ou l'affaiblir ».

Liquidation provisoire. — Le décret sus-visé (art. 1^{er}, n° 2) dispose donc que, sur les *actions* et emprunts à *revenu variable*, la taxe est perçue *en quatre termes égaux, déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice réglé*, et calculée sur les quatre cinquièmes du revenu, s'il en a été distribué. En ce qui concerne les sociétés nouvellement créées, elles doivent payer l'impôt trimestriellement sur le produit évalué à 5 0/0 du capital appelé.

Pour le premier trimestre, l'impôt provisoire n'est dû qu'au prorata du nombre de jours écoulés, comme pour le droit de transmission (Instruction n° 2457).

Liquidation définitive. — « Chaque année, après la « clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé « à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exer-

« cice entier. Si, de cette liquidation, il résulte un com-
« plément de taxe au profit du Trésor, il est immédiate-
« ment acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé
« est imputé sur l'exercice courant, ou remboursé, si la
« société est arrivée à son terme, ou si elle cesse de don-
« ner des revenus. » (Décret du 6 décembre 1872, art. 1^{er},
§ dernier.)

« La liquidation définitive a lieu au moment du dépôt
« prescrit par la loi du 29 juin 1872 (1) des comptes ren-
« dus extraits des délibérations des assemblées généra-
« les d'actionnaires ou des conseils d'Administration, ou
« de tous autres documents analogues fixant le dividende
« distribué. »

« Cette liquidation doit être établie dans les vingt pre-
« miers jours du mois de mai, pour les sociétés auxquel-
« les leurs statuts n'imposent pas l'obligation de pren-
« dre des délibérations sur cet objet. Dans ce cas, la
« liquidation définitive est opérée à raison de 5 0/0 du
« prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties
« pendant l'année précédente et dûment enregistrées,
« et, à défaut de cessions, d'après l'évaluation à 5 0/0 du
« montant du capital social ou de la commandite. »
(Décret du 6 décembre 1872, art. 2, §§ 2 et 3).

Paiement du complément de taxe, après liquidation définitive. Délai. Amendes. — Nous avons reproduit,

1. « Les comptes-rendus et les extraits des délibérations des Conseils d'Administrations ou des actionnaires seront déposés *dans les vingt jours de leur date*, au bureau de l'Enregistrement du siège social » (L. 29 juin 1872, art. 2 *in fine*).

suprà, le dernier paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 6 décembre 1872, qui dispose que le *complément de taxe* restant exigible après la liquidation définitive *doit être acquitté immédiatement*. Mais, une société s'expose-t-elle à une amende, si le paiement n'a pas lieu dans le délai, c'est-à-dire dans les vingt jours à partir de la date du dépôt des documents devant servir de base à l'impôt, ou dans les vingt premiers jours du mois de mai (selon qu'il y a lieu d'appliquer le § 2 ou le § 3 de l'article 2 du décret du 6 décembre 1872).

Pour la solution de cette question, nous allons envisager les divers cas qui peuvent se présenter :

S'il s'agit d'un complément devant être acquitté conformément au § 2 ci-dessus, *au moment du dépôt des documents* qui servent précisément à liquider ce complément de taxe, l'amende encourue par défaut de paiement se confond avec celle qui est édictée pour retard dans le dépôt des documents (Amende de 100 à 5.000 francs. Loi du 29 juin 1872, art, 5) :

Si le complément doit être perçu conformément au § 3 ci-dessus, dans les vingt premiers jours du mois de mai, d'après une liquidation définitive opérée à raison de 5 0/0 du prix moyen des cessions consenties pendant la précédente année, ou à raison de 5 0/0 du capital social, et, si la société ne fait pas les déclarations nécessaires et ne met pas le Receveur à même de liquider et de percevoir l'impôt, l'amende est certainement exigible.

Par contre, l'amende pour *défaut de paiement* ne serait pas encourue par la société qui aurait, dans le délai, opéré le dépôt de documents prescrit, ou qui aurait

fait au receveur de l'Enregistrement la déclaration nécessaire au calcul de la taxe, si le receveur s'était abstenu d'exiger le paiement de cette taxe. Le dépôt de document (ou la déclaration) constitue, en effet, pour le receveur, l'obligation de percevoir l'impôt, et, s'il accepte le dépôt (ou reçoit la déclaration) sans exiger le paiement, il commet une faute qui ne saurait qu'engager sa responsabilité.

C'est en ce sens que l'Administration a réglé ces questions, par une solution du 9 mars 1882.

Société en avance et cessant de donner des revenus, ou arrivée à son terme. Restitution de l'excédent versé. — Voir *suprà*.

Nature de l'impôt sur le revenu. — Cet impôt ne rentre ni dans la catégorie ni des droits de Timbre, ni dans celle des droits d'enregistrement. Son seul point de contact avec l'impôt de l'enregistrement est son mode de recouvrement, l'article 5, § 2 de la loi du 29 juin 1872 disposant que « le recouvrement de la taxe sur le revenu « sera suivi, et les instances introduites et jugées « comme en matière d'enregistrement ».

La Cour de cassation a reconnu (1) que, malgré les renvois de la loi de 1872 aux lois sur l'Enregistrement, l'impôt sur le revenu a un *caractère propre*, et, en conséquence, les prescriptions spéciales aux droits d'enregistrement et de timbre ne lui sont pas applicables (2).

1. Cassation, 3 avril 1878, 29 août 1881, 18 avril 1883.

2. Notamment, il n'y a pas lieu, pour la liquidation de l'impôt sur le revenu, d'arrondir les sommes de 20 francs en

C'est une « sorte d'impôt direct », auquel, d'ailleurs, ne s'appliquent pas non plus les règles de perception qui gouvernent les impôts directs.

Prescription. — La loi du 29 juin 1872 n'ayant pas fixé de prescription spéciale en cette matière, l'action en recouvrement de l'impôt sur le revenu était soumise à la prescription trentenaire, conformément à l'article 2262 du Code civil (Cassation, 29 août 1881. Instruction de l'Administration n° 2664, § 5. Req., 18 avril 1883. Instruction n° 2682, § 6. Req., 8 novembre 1887. Instruction n° 2750, § 2).

La prescription trentenaire n'est plus applicable depuis la loi du 26 juillet 1893, dont l'article 21 dispose : « L'action du Trésor en recouvrement de la taxe établie sur le revenu des valeurs mobilières est soumise à la *prescription de cinq ans*. »

« Le délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes. »

Il résulte du rapprochement des mots « droits et amendes » que les pénalités encourues pour contraventions à la loi du 29 juin 1872 sont prescriptibles, comme la taxe elle-même, par cinq ans.

Nous devons remarquer que chaque échéance trimestrielle fait naître, au profit du Trésor, une créance distincte qui commence à se prescrire à partir de son exigibilité. A cet égard, il convient de noter que les sociétés

20 francs, comme cela se fait pour la perception du droit proportionnel d'enregistrement (Sol. 30 déc. 1874, Pas-de-Calais).

n'étant tenues de payer l'impôt que dans les vingt premiers jours de chaque trimestre (aux termes de l'article 2 du décret du 6 décembre 1872) la prescription ne peut commencer à courir que le vingt-unième jour (Primot, *op. cit.*, n° 1027).

Pour les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par les publications légales, ainsi que pour toutes les sociétés non soumises au droit de communication des agents de l'Enregistrement, la prescription ne court contre l'Administration que du jour où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt, au vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au moyen de documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de l'impôt.

En outre, dans les sociétés soumises au droit de communication, la prescription est suspendue par un procès-verbal dressé pour constater le refus de communication et suivi de poursuites dans le délai d'une année, à moins que l'Administration ne succombe définitivement dans cette poursuite exercée en vertu de ce procès-verbal. Elle ne recommence à courir, en pareil cas, que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société, que l'Administration a repris le libre exercice de son droit de vérification.

L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes induement perçues, se prescrit également par cinq ans, à compter de la date de l'indue perception (Loi du 26 juillet 1893, art. 21).

CHAPITRE VI

GARANTIES DU TRÉSOR. DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE ET DU CAUTIONNEMENT

Nécessité de ces garanties. — Les sociétés étrangères dont les titres circulent en France et doivent acquitter les droits de Timbre, de transmission, et l'impôt sur le revenu, ne possèdent généralement pas de biens sur notre territoire, ou, si elles en possèdent, ces biens n'ont, dans la plupart des cas, qu'une valeur bien inférieure aux taxes dont elles sont redevables envers le fisc français.

Il était donc indispensable de prémunir le Trésor par certaines garanties contre l'insolvabilité ou l'insaisissabilité des sociétés étrangères. Ces garanties, que nous allons maintenant étudier, sont au nombre de deux : la nomination d'un représentant responsable et le versement d'un cautionnement.

SECTION I

Du représentant responsable.

Les sociétés étrangères qui veulent faire coter leurs titres en France, les y émettre, exposer en vente ou mettre en souscription, ou les introduire sur notre marché, doivent, au préalable, présenter à l'agrément du Ministre des Finances (ou du Directeur Général de l'Enregistrement, sur la délégation du Ministre, Décret du 10 août 1896) un représentant responsable des droits auxquels donnent ouverture les faits ci-dessus, appelés faits générateurs de l'impôt (Décret du 17 juillet 1857, art. 10 ; 24 mai 1872, art. 4 ; 6 décembre 1872, art. 4 ; 10 août 1896).

Nous avons vu *suprà*, que la loi du 13 avril 1898, art. 12, fait même défense à toute personne, sous peine d'amende, d'effectuer en France l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché, des valeurs étrangères, d'annoncer ou de publier ces opérations, ou de faire le service financier de ces titres, tant qu'un représentant responsable des droits n'aura pas été agréé.

La première obligation d'une société étrangère qui veut introduire ses titres en France est donc de faire agréer un représentant responsable.

Pour remplir le but proposé, c'est-à-dire pour garan-

tir efficacement le Trésor contre l'insaisissabilité ou l'insolvabilité de la société débitrice des taxes, le représentant responsable doit non seulement être français, ainsi que l'exige le décret du 6 décembre 1872 (art. 3, § 3, modifié par le décret du 10 août 1896) mais, en outre, il doit être d'une solvabilité et d'une honorabilité notoires.

Les capitalistes français sont, en général, peu désireux de se faire nommer représentants responsables pour des sociétés étrangères, même florissantes. D'autre part, la situation de fortune d'un particulier est difficile à déterminer, même approximativement, surtout quand son patrimoine ne comprend pas d'immeubles, de sorte que, souvent, la valeur de son engagement ne peut pas être appréciée avec toutes les certitudes désirables.

En présence de ces difficultés, on a dû agréer, comme représentants, des sociétés et établissements de crédit français, dont la situation est notoirement prospère.

Pour être agréées, les sociétés françaises doivent fournir, sur papier libre, un exemplaire de leurs statuts et une copie de leur dernier bilan.

Présentation et engagement du représentant responsable. — Justification à fournir. — La présentation à l'agrément du Ministre, d'un représentant responsable par une société étrangère accompagne ordinairement l'engagement pris personnellement par cette société, de payer les droits pendant la durée des titres, pour les obligations. Cette formalité correspond à la déclaration d'existence qui est exigée des sociétés françaises.

La pièce contenant l'engagement de la société étrangère et la désignation de son représentant responsable

doit être revêtue de la signature (dûment légalisée par nos agents diplomatiques ou consulaires établis au siège social) des personnes ayant, aux termes des statuts, le pouvoir d'engager la société.

En même temps, doit être fourni un exemplaire des statuts, traduit en langue française, ou, tout au moins, un extrait de ces statuts, en ce qui concerne l'administration de la société, afin que les agents du Trésor puissent vérifier la validité de l'engagement pris au nom de cette société.

Le représentant responsable présenté par la société doit fournir à l'agent de l'Administration des renseignements précis relativement à sa nationalité, à son honorabilité et à sa solvabilité. L'Administration ne se contente pas, du reste, de vérifier la solvabilité une seule fois avant l'agrément ; elle en fait l'objet de vérifications périodiques (Instruction de l'administration n° 2804).

Etendue et durée de l'engagement du représentant responsable. — L'étendue de l'engagement du représentant responsable est déterminée par les obligations mêmes de la société vis-à-vis du Trésor : En principe, il est tenu personnellement au paiement des droits et amendes, dans la même mesure (1) et pendant le même temps que la société étrangère (2) si, toutefois,

1. Le représentant responsable doit donc indiquer dans son engagement le nombre et les numéros des titres pour lesquels l'abonnement est contracté.

2. Le représentant responsable peut être tenu, même après la clôture de la liquidation de la société, du paiement des droits restant dus au Trésor. Il ne pourrait repousser la récla-

aucun terme n'a été stipulé relativement à la durée de son engagement.

Dans la pratique, les sociétés étrangères seraient souvent dans l'impossibilité de trouver une caution disposée à souscrire un engagement indéfini quant à sa durée. Aussi, a-t-on été obligé d'admettre que les représentants responsables pourraient faire cesser les effets de leur engagement, à la fin de chaque période triennale, en prévenant le service de l'Enregistrement six mois d'avance. Mais c'est une tolérance et le ministre des Finances pourrait exiger un engagement pur et simple, pour toute la durée de l'exigibilité des taxes (1).

Le représentant pourrait néanmoins être déchargé de sa responsabilité par suite de l'agrément d'un autre représentant; en cas de remplacement opéré en cours d'une période triennale, le représentant remplacé (ou sa succession, s'il est décédé) se trouve dégagé pour l'avenir, à partir de l'agrément de son successeur (solution de l'Administration du 24 décembre 1895).

Faillite de la société étrangère. — Son effet sur l'engagement du représentant responsable. — L'Administration a admis, par une solution du 26 septembre 1866, que le représentant est déchargé de sa res-

mation de ces droits sous prétexte qu'elle a lieu tardivement (Seine, 6 décembre 1902).

1. L'engagement des représentants responsables ne doit contenir ni conditions ni réserves (Solutions, 26 mai 1887, 18 février 1893) à l'exception, toutefois, des limitations quant à la durée, qui sont admises en pratique, ainsi que nous venons de le voir.

ponsabilité par la mise en faillite de la société étrangère qu'il cautionnait. Mais il n'est déchargé que pour l'avenir et reste redevable des taxes exigibles, *jusqu'au jour de la déclaration de faillite.*

Une autre solution, du 4 août 1885, a confirmé la précédente, en décidant que la *déclaration* de faillite mettrait fin à la garantie du représentant responsable, *bien que les taxes soient dues jusqu'à la clôture des opérations de la faillite.*

Cette dérogation au principe en vertu duquel la caution n'est pas libérée par la faillite du débiteur principal nous paraît équitable, car l'application stricte du principe conduirait à exiger du représentant l'avance des taxes dues jusqu'à la clôture de la faillite, alors qu'il aurait la certitude de n'être remboursé qu'au marc le franc.

Cette rigueur aurait, en outre, l'inconvénient de rendre bien difficile le recrutement des représentants responsables.

La garantie du représentant responsable commence à avoir effet, non du jour où a été souscrit son engagement, mais de celui où s'est produit le fait générateur des taxes. C'est de ce jour, par exemple, que commencera à courir la période de trois ans à laquelle il peut avoir limité la durée de sa garantie.

Pour dénoncer son engagement, il suffit au représentant responsable de faire connaître son intention au Directeur de l'Enregistrement du département, par simple lettre, sur papier timbré. Il lui en est accusé réception.

Effets de l'agrément du représentant responsable.

— A partir de la décision ministérielle agréant le représentant responsable, les titres de la société étrangère peuvent circuler librement en France, bien que la quotité imposable n'ait pas encore été déterminée par le ministre des Finances.

Les titres ne portent aucune estampille ; ils sont simplement mentionnés au relevé des sociétés étrangères abonnées, publié périodiquement par l'Administration de l'Enregistrement.

La décision agréant un représentant responsable est notifiée à celui-ci, ainsi qu'à la société étrangère ; notification de cette décision est faite, en outre, au syndic des agents de change, si l'admission à la cote officielle est demandée.

SECTION II

Du cautionnement.

L'article 12, § 4 de la loi du 13 avril 1898, autorise la substitution d'un cautionnement à la désignation d'un représentant responsable : « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la réalisation d'un cautionnement pourra être substituée à la désignation d'un représentant responsable... »

Ce règlement fut rendu le 22 juin 1898. Aux termes de son article 1^{er}, les sociétés étrangères peuvent s'affran-

chir de l'obligation de faire agréer un représentant responsable des droits et amendes dont elles pourront être redevables envers le Trésor, en déposant à la *Caisse des Dépôts et consignations un cautionnement en numéraire* dont le montant est déterminé par le Ministre des Finances, ou, en vertu d'une délégation, par le Directeur général de l'Enregistrement.

L'article 2 de ce règlement dispose que ce cautionnement ne peut être inférieur à la somme représentant approximativement le total des taxes annuelles exigibles pour une période triennale, et calculées à raison des cinq dixièmes des titres pour lesquels l'abonnement a été demandé. Le montant du cautionnement ainsi fixé peut, d'ailleurs, être réduit après la fixation de la quotité imposable par le ministre des Finances.

Le versement du cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations doit être accompagné :

1° D'une copie de la décision du Ministre ou du Directeur Général de l'Enregistrement, fixant le montant du cautionnement ;

2° D'une déclaration préalablement visée par l'Administration de l'Enregistrement, indiquant l'affectation spéciale de la somme déposée et contenant, au profit de ladite Administration, autorisation de prélever sur ce cautionnement le montant des taxes annuelles, ainsi que des amendes, frais et accessoires, qui pourraient être dus au Trésor.

La Caisse des dépôts délivre un récépissé de versement constatant l'affectation spéciale à la garantie du Trésor.

C'est seulement après la remise à l'Administration de

l'Enregistrement du récépissé de la Caisse des dépôts que les faits générateurs des taxes peuvent être accomplis sans contravention et que les intermédiaires ont le droit de faire les annonces ou publications relatives à la société et d'effectuer le service financier de ses titres (art. 3).

Le capital du cautionnement est seul affecté spécialement à la garantie des sommes dues au Trésor. Mais l'Administration pourrait exercer, en cas de besoin, une action de droit commun sur les intérêts produits par le capital déposé.

Chaque année, à défaut d'opposition, les intérêts au taux de 2 0/0 sont payés pour l'année précédente, par la Caisse des dépôts aux sociétés étrangères.

L'article 5 accorde aux sociétés étrangères la faculté de substituer un cautionnement au représentant responsable qu'elles auraient fait agréer, — ou de retirer leur cautionnement en numéraire, à charge de désigner un représentant à l'agrément du Ministre ou du Directeur Général de l'Enregistrement.

C'est le Directeur Général de l'Enregistrement qui autorise le remboursement du cautionnement.

L'Administration peut faire verser dans ses caisses tout ou partie du cautionnement, en produisant à la Caisse des dépôts une déclaration du Directeur Général indiquant le montant des taxes annuelles et des amendes, frais et accessoires dus au Trésor par la société déposante. La Caisse n'a, pour sa libération, aucune autre justification à demander (art. 7).

Le *Journal officiel* publie, aux termes de l'article 8, le

15 janvier et le 15 juillet de chaque année la liste des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable a été agréé ou un cautionnement versé et qui acquittent les taxes annuelles.

CHAPITRE VII

RÈGLES SPÉCIALES AUX SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES AYANT DES BIENS EN FRANCE

Le décret du 6 décembre 1872 (art. 3, § 3, modifié par le décret du 10 août 1896) dispose que « les sociétés, « compagnies et entreprises étrangères dont les titres « ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens, « meubles ou immeubles, situés en France *doivent la* « *taxe sur le revenu*, à raison des valeurs françaises qui « en dépendent, et acquittent cette taxe *d'après une* « *quotité du capital social* fixée par le Ministre des « Finances, sur l'avis préalable de la Commission insti- « tuée par le règlement ci-dessus indiqué (24 mai 1872). « Elles doivent, à cet effet, faire agréer par le Ministre « des Finances... avant toute opération en France, un « représentant français personnellement responsable des « droits et amendes. L'agrément sera donné par le « Ministre des Finances ou, en vertu d'une délégation

« du Ministre, par le Directeur Général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ».

La légalité de ces dispositions réglementaires a été contestée et le Tribunal de la Seine s'était prononcé, par un jugement du 5 juin 1885, dans le sens de l'illégalité du décret, en ce qui concerne la société ayant des biens en France, considérant que, de ce chef, le pouvoir exécutif était sorti de son rôle et avait dépassé les limites de la délégation à lui faite par la loi du 29 juin 1872.

Quoi qu'il en soit, la question paraît définitivement tranchée aujourd'hui, la Cour de cassation ayant reconnu plusieurs fois la légalité des dispositions du décret du 6 décembre 1872 et ayant notamment déclaré, par un arrêt du 29 août 1881, que les sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France sont assujetties à la taxe sur le revenu par la loi du 29 juin 1872 (De même, Cassation, 2 août 1886, 4 mai 1887. Tribunal Versailles, 2 février 1889. Instruction 2804. Cassation, 19 février 1894, 15 novembre 1899, 10 février 1903, 11 novembre 1903, 14 décembre 1904).

Exigibilité de la taxe. — En disposant que les sociétés étrangères « *qui ont pour objet des biens, meubles ou immeubles situés en France* » sont passibles de la taxe sur le revenu, le décret du 6 décembre 1872 n'a pas entendu soumettre à la taxe exclusivement celles qui ont pour *unique but* d'exploiter des biens en France : le fait de posséder des biens sur notre territoire rend l'impôt exigible, à condition toutefois que ceux-ci, meubles ou immeubles, servent à l'exploitation de la société. La taxe sur le revenu ne serait pas due, par exemple, à

raison d'immeubles acquis en France par une société étrangère dans le but d'employer des capitaux et de faire un placement (solution de l'Administration du 16 juillet 1893. *Revue de l'Enregistrement*, n° 583).

L'Administration a reconnu, par une solution du 19 février 1896 (*Rev. de l'Enreg.*, n° 1144), que la taxe n'est pas due par une société étrangère qui fait des opérations commerciales en France mais sans y posséder des agences ou succursales, sans y avoir de droits à un bail et sans y être assujettie à la patente.

Quotité imposable. — La taxe doit, en principe, être assise sur les revenus représentant le produit des biens exploités en France. Mais il est pratiquement impossible de déterminer le produit des biens français d'une société étrangère ; aussi, au lieu de rechercher la quotité du revenu imposable, on se contente de fixer la fraction du capital social qui se trouve représenté par des biens français ; la quotité imposable est alors indiquée par la proportion entre la valeur des biens français et l'ensemble de l'actif social, car il est vraisemblable que cette proportion correspond sensiblement au rapport qui existe entre le montant des revenus réalisés en France et le total des produits sociaux.

Remarquons que le Ministre des Finances peut fixer la quotité imposable à un chiffre inférieur au minimum établi par le décret du 24 mai 1872, aucune restriction n'ayant limité son pouvoir à cet égard.

L'actif total de la société est connu grâce aux inventaires et bilans, et, dès lors, le dénominateur de la fraction représentant la quotité imposable est facile à déter-

miner. Quant au numérateur, qui représente la valeur des biens possédés en France par la société étrangère, il peut être très difficile à établir suivant la nature de ces biens, s'ils consistent, par exemple, en valeurs mobilières incorporelles.

S'il s'agissait d'une société étrangère faisant des opérations de banque et ayant en France une agence, sans qu'une portion déterminée du capital social ait été affectée aux opérations françaises, l'impôt sur le revenu devrait être perçu sur une quotité déterminée, d'après le rapport entre le chiffre d'affaires effectuées en France et l'ensemble des affaires opérées par la société.

Mais on voit qu'il n'y aurait pas à rechercher l'importance des bénéfices réalisés par l'agence française, la taxe de 4 0/0 devant être perçue sur une quotité fixée à titre de *forfait* ; d'autre part, on trouverait bien rarement dans la comptabilité d'une société étrangère la distinction de provenance des bénéfices, permettant de reconnaître le produit des biens situés sur notre territoire (Instruction de l'Administration n° 2804, § 5).

Règles applicables aux sociétés étrangères qui possèdent des biens en France et dont les titres circulent sur notre marché. — Il est de toute évidence que, pour ces sociétés, deux quotités doivent être fixées : Une de ces quotités sert de base à la perception des droits de timbre et de transmission exigibles par suite de la circulation des titres ; l'autre, qui est la plus forte, sert à liquider la taxe sur le revenu due à raison des mêmes titres, et, en outre, des biens possédés en France.

C'est ainsi que le Ministre des finances a fixé la quotité imposable à $\frac{1}{4}$ ou à $\frac{1}{10}$ pour le paiement des taxes de Timbre et de transmission, et à la totalité pour le paiement de l'impôt sur le revenu, — $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{10}$ seulement des titres de la société étrangère circulant en France, tandis qu'il était reconnu que la société effectuait sur notre territoire la totalité de ses opérations (Décisions ministérielles du 11 août 1885 et 25 juin 1900).

CHAPITRE VIII

RÉGIME FISCAL DES TITRES DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES

Nous avons vu *suprà* que, sous l'empire de la loi du 23 juin 1837, les taxes de timbre et de transmission n'étaient dues que par les sociétés étrangères dont les titres faisaient l'objet de *négociations officielles*, l'admission à la cote étant alors *le seul fait générateur*.

La loi du 30 mars 1872 fut votée dans le but d'atteindre également les titres des sociétés étrangères non abonnées qui circulaient en France, sans acquitter la double taxe. Son article 2 est ainsi conçu . « Nul ne
« peut négocier, exposer en vente ou énoncer dans des
« actes de prêts, de dépôt, de nantissement ou dans
« tout autre acte ou écrit, à l'exception des inventaires,
« des titres étrangers qui n'auraient pas été admis à la
« cote et qui n'auraient pas été dûment timbrés au droit
« de 1 0/0 du capital nominal. »

« Tout acte, soit public, soit sous-seing privé, qui
« énoncera un titre de rente ou un effet public d'un gou-
« vernement étranger, *ou tout autre titre étranger non*
« *coté aux Bourses françaises*, devra indiquer la date et
« le numéro du visa pour Timbre apposé sur ce titre,
« ainsi que le montant du droit payé. »

« Chaque contravention à ces dispositions pourra être
« constatée, dans tous les lieux ouverts au public, par
« les agents qui ont qualité pour verbaliser en matière
« de Timbre ; elle sera punie d'une amende de 5 0/0 de
« la valeur nominale des titres qui seront négociés,
« exposés en vente, énoncés dans des actes, ou dont il
« aura été fait usage. En aucun cas l'amende ne pourra
« être inférieure à 50 francs. »

« Toutes les parties sont solidaires pour le recouvre-
« ment des droits et amendes. »

« Une amende de 50 francs sera encourue personnel-
« lement par tout officier public ou ministériel qui aura
« contrevenu aux dispositions qui précèdent. »

Peu après cette loi, intervint celle du 29 juin 1872, que nous avons étudiée et qui déterminait de nouveaux faits juridiques rendant les taxes d'abonnement exigibles et diminuait en conséquence le nombre des titres étrangers non abonnés : C'était restreindre la portée d'application de l'article précité de la loi du 30 mars 1872.

La loi du 28 décembre 1895 modifia, par son article 5, l'article 2 de la loi du 30 mars 1872, en déclarant passible du droit de timbre au comptant (élevé à 2 0/0 sans décimes) les titres des sociétés étrangères qui ne supporteraient pas les taxes d'abonnement. Aussi, cet article

défend-il de négocier, exposer en vente ou énoncer dans un acte ou écrit, soit public, soit sous-seing privé, autre qu'un inventaire, des titres étrangers qui n'auraient pas acquitté le droit de Timbre au comptant ou qui ne seraient pas soumis à la taxe d'abonnement. L'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 reproduit à peu près les prescriptions du § 2 (1) et édicte les mêmes pénalités édictées par les derniers paragraphes de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872. Le minimum de l'amende de 5 0/0 encourue par les parties est porté à 100 francs en principal et l'amende édictée contre l'officier public ou ministériel contrevenant est élevée à 100 francs en principal.

Enfin, ainsi que nous l'avons vu *suprà*, l'article 7 de la loi du 31 décembre 1907 dispose que « l'énonciation, dans tout inventaire, de l'un des titres visés en l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895, donnera ouverture au droit de timbre de ce titre, s'il n'a déjà été perçu. »

Nous avons indiqué, à la fin de notre historique, les délais de paiement du droit de Timbre, fixés par la loi de 1907, ainsi que les justifications à fournir à l'Administration, au cas où ce droit de timbre aurait déjà été

1. « Tout acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, qui énoncera l'un des titres visés au présent article, devra indiquer le lieu, la date, et le numéro du visa pour Timbre, ainsi que le montant du droit de Timbre payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen, soit du Timbre extraordinaire, soit d'un Timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du Timbre apposé. »

acquitté par le titre étranger mentionné dans l'inventaire.

Remarquons simplement ici « qu'il n'est pas nécessaire que les titres étrangers soient timbrés préalablement à leur énonciation dans l'inventaire. Le seul fait de cette énonciation rend le droit de Timbre exigible, mais ne constitue pas une contravention relativement à ceux de ces titres qui ne seraient pas timbrés au moment de la rédaction de l'acte » (Instruction de l'Administration, du 23 janvier 1908, n° 3237).

Liquidation et paiement du droit de Timbre au comptant. — Le droit de 2 0/0, sans décimes, est perçu sur la *valeur nominale* de chaque titre ou coupure, considéré isolément et, dans tous les cas, *sur un minimum de cent (100) francs* (L. 28 déc. 1895, art. 3, § 1 et 2).

Aux termes de l'article 5, § 3 de la loi de 1895, le paiement du droit de Timbre peut avoir lieu au moyen, soit du visa pour Timbre, soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile.

Titres provisoires et titres définitifs. — Par application de l'article 17 de la loi du 5 juin 1850, le titre définitif délivré par une société française en remplacement du titre provisoire *timbré au comptant*, doit être visé pour timbre ou timbré à l'extraordinaire, *gratis*. Il en est de même des titres nouveaux délivrés par suite de transfert, de conversion ou de renouvellement (1).

1. V. Wahl, *Traité du Droit fiscal*. Tome III, 1906, n° 152, et Primot, *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobi-*

lières françaises et étrangères, 1891, page 31, n° 87. — Il convient de remarquer que les certificats provisoires proprement dits, c'est-à-dire les titres qui seront remis aux souscripteurs pour constater leur premier versement et leur demande d'un certain nombre d'actions ou d'obligations n'emportent pas attribution définitive des actions ou des obligations aux souscripteurs ; l'effet de ces certificats provisoires est subordonné au résultat de l'ensemble de la souscription. De pareils titres sont soumis seulement au timbre de dimension, conformément aux dispositions générales de la loi du 13 brumaire an VII, et, seuls, les titres définitifs délivrés aux souscripteurs sont passibles du droit de timbre proportionnel (V. dans ce sens, Cassation, 11 avril 1876. D. P. 77. 1. 37).

CONCLUSION

CRITIQUE DU RÉGIME ACTUEL

Nous venons d'exposer le régime actuel des valeurs mobilières étrangères et il convient, maintenant, de passer en revue les critiques qui peuvent être formulées contre ce régime.

Toutes ces critiques s'adressent au système de l'*abonnement*, qui a pour base la fixation de la quotité imposable. Avec ce système, auquel la dénomination de *forfait* conviendrait mieux, il est évident qu'il est impossible de réaliser une péréquation rigoureuse des taxes que supportent les sociétés françaises et étrangères : En effet, en admettant même que la quotité imposable pût être déterminée d'une façon absolument exacte, *ab initio*, cette quotité, non révisable avant un délai de trois années (art. 3 du D. du 24 mai 1872) peut se trouver, peu de temps après sa fixation, inférieure ou supérieure à la réalité, suivant que, pour une cause quelconque, le rap-

port existant entre le capital social et la fraction de ce capital circulant en France vient à s'élever ou à s'abaisser. Le système du forfait devient alors, suivant le cas, avantageux ou préjudiciable pour le Trésor. Néanmoins, on est obligé de reconnaître que, pratiquement, il est impossible de procéder chaque année à la révision de la quotité imposable. Nous avons vu, en effet, dans notre chapitre IV *suprà*, quelles formalités nécessitent la fixation ou la révision des quotités.

Une critique également fondée s'adresse aux dispositions du décret du 24 mai 1872, dont l'article 2 fixe un minimum de quotité imposable au-dessous duquel le Ministre des Finances ne peut descendre. Ce minimum est de $\frac{1}{10}$ pour les actions et de $\frac{2}{10}$ pour les obligations, alors même que, des justifications fournies par la société et de l'enquête faite par le service de l'Enregistrement, il résulterait que ces minima sont supérieurs au rapport existant entre le capital social et la fraction de ce capital circulant réellement en France.

Certains auteurs (1) prétendent que ce système de taxation arbitraire, établissant un minimum, éloigne de notre marché un grand nombre de valeurs solides, au grand avantage des marchés étrangers et des valeurs de spéculation d'une solidité douteuse : ces dernières valeurs, en effet, seront soumises, sans hésitation au paiement de l'impôt sur le minimum du $\frac{1}{10}$ ou du $\frac{1}{20}$, suivant le

1. Entr'autres, Simon Zadoks, *De l'urgence des réformes dans le régime fiscal des valeurs mobilières* ; Paris, *Publications scientifiques et économiques*, 1905, page 140.

cas, même si ce minimum est exagéré, car le paiement des taxes permettra leur placement sur notre territoire, débouché dont elles ont besoin. Au contraire, les valeurs solides, qui sont certaines de rencontrer sur tous les marchés un accueil favorable, et à moindres frais, se résoudront difficilement à payer nos lourdes taxes sur le $1/10$ ou le $1/20$ de leur capital, alors que notre marché ne sera susceptible d'absorber, en réalité, que le $1/50$, par exemple, des titres. Et les raisons de s'abstenir seront d'autant plus fortes pour la société étrangère, que son capital social sera plus considérable. M. Simon Zadoks (*op. cit.*), s'exprime ainsi : « Une Compagnie « ayant
« plusieurs milliards de capital, comme l'*Union Pacific*,
« par exemple, ne consentira jamais à payer en France
« l'impôt sur les $2/10$ de ses obligations et sur le $1/10$
« de ses actions, pour le simple plaisir de les voir cotées
« à la Bourse de Paris. »

En outre, les auteurs qui critiquent le minimum légal de taxation voient dans ce minimum et dans les conséquences qu'il semble entraîner, un danger pour la sécurité des placements : Ils prétendent que les capitalistes français se trouvent sollicités par les valeurs douteuses envahissant de plus en plus notre marché.

En résumé, la disposition de l'article 2 du Décret du 24 mai 1872 serait en divergence avec le principe de péréquation de l'impôt et causerait un préjudice à la fois au marché et aux capitalistes français.

La critique que nous venons de résumer est-elle bien fondée ? Nous répondrons, sur le premier point : Certes, le minimum légal est en contradiction avec le principe

d'équivalence. Cependant, on conçoit fort bien qu'il y a, pour une société étrangère donnée, un *minimum d'intérêt* à faire admettre ses titres à la cote officielle ; si ce minimum ne peut être atteint, c'est-à-dire si la société ne peut espérer faire circuler sur notre marché qu'une quantité négligeable de titres, il est clair qu'elle renoncera à le faire. Dès lors, à un minimum d'intérêt doit correspondre un minimum de taxation. Mais, si l'existence de ce minimum, — nécessité d'ailleurs par la pratique, — se justifie assez facilement, en principe, il n'en reste pas moins vrai qu'elle peut constituer une atteinte à la règle d'équivalence. Le remède ici est facile à trouver : Il n'y a qu'à supprimer le minimum, en abrogeant l'article 3 du décret du 24 mai 1872, ou à l'abaisser de telle sorte qu'il ne puisse jamais être exagéré.

Avant d'abandonner cette question du minimum légal, nous devons nous demander s'il est exact qu'il ait éloigné les bonnes valeurs de notre marché et attiré à lui les mauvaises valeurs, au détriment des capitalistes français ? Le simple examen de notre cote suffit à démontrer que les bonnes valeurs n'ont pas déserté le marché français. Les sociétés étrangères, si puissantes soient-elles, tiennent à placer en France une certaine quantité de leurs titres et ce n'est pas une question d'impôts qui pourrait les en détourner. Il y a, du reste, bien d'autres frais et bien des formalités à remplir pour être admis à la cote officielle, ce qui n'empêche le nombre des sociétés étrangères ayant versé un cautionnement ou fait agréer un représentant responsable, de s'accroître chaque jour. La critique semble donc, pour le moins, très exagérée. Au con-

traire, ainsi que le remarque M. Wahl (1) : « Le système
« du forfait est peut-être plus préjudiciable aux valeurs
« véreuses qu'aux valeurs solides ; car les premières
« trouveront difficilement un représentant responsable,
« dont le recours serait aventuré. »

C'est également la réponse que nous ferons à la critique d'après laquelle les capitalistes français, — les petits surtout, qui ne sont pas renseignés, — se trouvent dangereusement sollicités par les mauvaises valeurs. L'institution des garanties exigées des sociétés étrangères semblerait bien plutôt être une mesure protectionniste ; mais il ne faut pas voir dans ces garanties autre chose qu'une arme mise dans les mains du fisc : La loi n'a pas à intervenir dans le choix des placements que font les particuliers ; ceux-ci sont les seuls juges de leur intérêt, et c'est à eux qu'incombe le soin de se renseigner à leurs risques et périls. Tout ce qu'il est permis de souhaiter, c'est qu'il soit donné la plus grande publicité possible aux opérations sociales, afin que le choix du public soit éclairé.

*
* *

M. Wahl (2) adresse au système de l'abonnement une autre critique. Le savant professeur s'exprime en ces termes : « Le principal inconvénient du régime de

1. *Revue politique et parlementaire*, n° 162, du 10 décembre 1907. — Albert Wahl, *Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication*.

2. *Revue politique et parlementaire*, n° 162, du 10 décembre 1907 : « Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication ».

« l'abonnement est dans le pouvoir arbitraire accordé,
« contrairement aux principes de notre droit, au
« Ministre, pour la détermination du nombre de titres
« qui circulent en France. Il serait normal que ce nombre
« fût fixé, à défaut d'accord entre les assujettis et le fisc,
« par les Tribunaux, ou, tout au moins, que les collec-
« tivities eussent le droit en démontrant que l'évalua-
« tion ministérielle est exagérée, d'obtenir des Tribu-
« naux une atténuation. Les Tribunaux ont pour mission
« de trancher les différends ; ce n'est pas à l'une des
« parties qu'il peut équitablement appartenir de les
« résoudre. Le pouvoir accordé au Ministre lui donne
« un moyen trop simple de fermer le marché aux valeurs
« qui lui déplaisent et de favoriser certaines sociétés
« étrangères au détriment des autres, de régler comme
« il l'entend la concurrence entre les sociétés françaises
« et les sociétés étrangères. Mais, ce vice du forfait peut
« être facilement modifié, sans que le forfait lui-même
« soit abandonné. »

Cette critique du pouvoir arbitraire accordé au Ministre des finances est saisissante et juridiquement fondée : Mais, il y a lieu, pour apprécier justement un système organisé par la loi, de se détacher des raisonnements purement théoriques, et de descendre au milieu des réalités de la pratique. Cette observation trouve ici son application : Il suffira, pour s'en rendre compte, de se reporter à notre chapitre IV, où sont énumérées les formalités qui précèdent la fixation de la quotité imposable : L'enquête scrupuleuse à laquelle se livre le service de l'Enregistrement, qui dispose de puissants moyens d'in-

vestigation, contradictoirement avec la société intéressée, nous paraît bien être une garantie, tant des intérêts de la société que de celui du fisc. Ajoutons même que, le plus souvent, dans la pratique, la commission des valeurs mobilières et le Ministre lui-même n'ont qu'à enregistrer l'accord préalable intervenu entre l'Administration et les intéressés.

Dans le cas où cet accord n'interviendrait pas, la Commission des valeurs mobilières s'entoure, avant de fournir son avis au Ministre, de tous les renseignements qu'elle juge convenables ; et, en fait, elle admet toujours les sociétés étrangères à apporter des justifications. Le Ministre se borne, le plus souvent, à adopter l'avis émis par cette commission.

Contrairement à l'opinion de l'éminent professeur, nous ne pensons pas qu'il convienne de confier aux Tribunaux le soin de fixer la quotité imposable, en cas de désaccord entre la société et le fisc : Les membres qui composent la Commission des valeurs mobilières nous paraissent avoir plus de compétence pour connaître de ces sortes de questions que des magistrats, naturellement moins accoutumés aux études financières.

Si l'on redoute le pouvoir extraordinaire actuellement dévolu au ministre, il suffit de faire entrer le ministre, en qualité de président, dans la Commission des valeurs mobilières, et de donner à cette Commission, composée dès lors de six membres, le droit de fixer elle-même la quotité imposable. En cas de partage des voix, on pourrait donner au président voix prépondérante.

*
* *

Le système de l'abonnement présente certains avantages qu'il est juste de signaler avant d'aborder l'étude d'un système nouveau, qui est susceptible de les faire disparaître, au moins en partie.

Avec le régime du forfait et de la quotité imposable fixée pour trois ans, le Trésor connaît d'avance le montant exact des droits qu'il a à encaisser à chaque échéance. La *régularité* et la *certitude* des recettes sont, pour le fisc, un avantage trop considérable pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point.

D'autre part, avec le régime forfaitaire actuel, la taxe ne frappe pas les titres, considérés individuellement, et, ainsi que le remarque M. Wahl, dans l'article précité (1), toute la charge de l'impôt retombe sur les sociétés étrangères, qui, payant les droits sur une fraction de leur capital, et non sur tel ou tel titre déterminé, n'exercent généralement aucun recours contre les porteurs de titres et passent en frais généraux le montant des sommes payées au Trésor français. L'impôt, tel qu'il est organisé actuellement, est donc supporté en grande partie par les étrangers.

C'est, — d'après l'opinion de M. Wahl — (2), un avantage considérable au point de vue national, qui, malheureusement, disparaîtra lors de la mise en vigueur du régime nouveau organisé par le projet Caillaux, dont nous allons maintenant nous occuper.

1. *Revue politique et parlementaire*, n° 162, du 10 décembre 1907, p. 534.

2. Nous aurons plus loin à examiner et à discuter cette opinion.

DEUXIÈME PARTIE

Le projet Caillaux.

INTRODUCTION

Le projet d'impôt sur le revenu, dit *Projet Caillaux* (1), déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 7 février 1907, a été voté (2) par cette Chambre,

1. Exposé des motifs, Annexe 737, *Journal Officiel* du 17 février 1907, page 1. Renvoyé à l'examen de la Commission de législation fiscale, présidée par M. Pelletan, le projet a fait l'objet d'un rapport très documenté, présenté au nom de cette commission, par M. René Renoult, député, le 13 juin 1907 (Annexe 1053, au *Journal Officiel* du 2 juillet 1907, page 513). — M. Renoult a déposé un rapport supplémentaire, le 17 janvier 1908 (Annexe 1445 au *Journal Officiel* du 28 avril 1908, p. 12). — La transmission au Sénat a été faite le 16 mars 1909.

2. Par 388 voix contre 129.

après de très longs débats, le 9 mars 1909 ; il a été laborieusement étudié au sein de la commission de législation fiscale et a fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse et dans le public, où il a excité une vive émotion. Cette émotion semble avoir considérablement diminué à la suite de l'accueil assez froid fait par le Sénat au projet Caillaux. La Commission sénatoriale, chargée d'examiner ce projet, a choisi comme président, le 2 avril 1909, M. Maurice Rouvier, ancien Ministre des finances. Et, en prenant possession de la présidence, M. Rouvier a prononcé la courte allocution suivante, unanimement applaudie par ses collègues :

« Nous ne sommes séparés, pour la plupart, que par
« des nuances peu importantes ; l'unanimité de la com-
« mission reconnaît qu'il faut résoudre la question de
« la réforme fiscale, puisqu'elle est posée, mais elle
« reconnaît aussi qu'il serait nécessaire de faire subir des
« modifications au projet qui nous a été envoyé par la
« Chambre des députés. »

Malgré ces dispositions de la commission du Sénat, et ainsi que le remarque M. Wahl, dans l'article précité, quel que soit le sort réservé à l'ensemble du projet du Gouvernement, les articles relatifs à la réorganisation du régime fiscal des valeurs mobilières étrangères ont une importance spéciale et « méritent d'être
« particulièrement étudiés, comme étant la manifesta-
« tion, peut-être durable, de tendances qui pourront se
« traduire un jour ou l'autre dans les lois de finances ».

En effet, les dispositions que nous allons examiner ne font pas nécessairement partie d'une réforme générale de

notre système fiscal et pourront parfaitement, si le projet d'impôt sur le revenu subit un échec au Sénat, être, soit reproduites dans une loi spéciale, soit incorporées à une loi budgétaire.

Notre étude portera sur les articles 16, 19, 20, 22 à 29 et 81 à 90 du projet *voté par la Chambre*.

Le trait caractéristique de la réforme consiste dans la *suppression du régime de l'abonnement*, et dans une *extension considérable du droit de communication* accordé à l'Administration par les lois existantes.

Nous examinerons si, comme il est dit dans l'exposé des motifs, cette réforme assure l'application du principe d'équivalence, et si, d'autre part, le droit de communication, étendu jusqu'à des limites extrêmes, pourra donner au Trésor des résultats susceptibles de justifier dans une certaine mesure, la perturbation qu'il jettera dans les affaires.

CHAPITRE PREMIER

L'IMPÔT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES (1)

Les revenus des valeurs mobilières étrangères sont classés parmi ceux de la troisième catégorie du projet voté par la Chambre, et, comme tels, assujettis à l'impôt, au taux de 4 0/0 fixé par l'article 6 dudit projet. Aux termes de l'article 16, « l'impôt sur le revenu des capitaux « mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arréa-
« ges, et tous autres produits : 1° des actions, parts de
« fondateur, obligations, parts d'intérêts, commandites,
« et emprunts de toute nature, des sociétés et collectivi-
« tés françaises et étrangères, désignées respectivement
« dans les articles 1 à 4 de la loi du 29 juin 1872, ainsi
« que des rentes, emprunts et autres effets publics des
« colonies françaises ; 2° des rentes, obligations et autres

1. Nous nous servirons, dans le cours de la présente étude, et sauf avis contraire, du numérotage donné aux articles dans le projet voté le 9 mars 1909 par la Chambre des députés.

« effets publics émis par l'Etat français et par les Etats
« étrangers... »

Il résulte de la contexture de cet article que le législateur a entendu soumettre à un régime uniforme les diverses valeurs mobilières. C'est, d'ailleurs, ce qu'exprime l'exposé des motifs : L'article 19 (devenu art. 16)
« met fin au régime disparate grâce auquel les inégalités
« de traitement les plus choquantes se sont maintenues
« jusqu'ici entre valeurs mobilières françaises et valeurs
« étrangères, entre valeurs étrangères abonnées ou non
« abonnées, entre fonds publics émis ou garantis par
« l'Etat, et obligations ou actions de sociétés. Il établit
« l'équivalence au point de vue de l'imposition des revenus, entre tous les capitaux mobiliers, de quelque
« nature qu'ils soient... »

Pour mettre fin au *régime disparate et aux inégalités choquantes de traitement*, le projet organise l'unité d'assiette de l'impôt (en substituant, en ce qui concerne les valeurs étrangères, le système de perception individuelle au système actuel de l'abonnement) ; — il crée un fait générateur identique et un mode de recouvrement unique de l'impôt sur le revenu des valeurs désignées sous les numéros 1 et 2 de l'article 16.

Nous allons étudier les règles régissant l'assiette de l'impôt de 4 0/0 sur les valeurs étrangères, le mode de perception de cet impôt, et les dispositions accessoires destinées à assurer le fonctionnement régulier du système nouveau et à réprimer les fraudes.

SECTION I

Assiette de l'impôt sur le revenu.

Aux termes de l'article 20, § 2, les dispositions relatives aux valeurs mobilières étrangères des lois des 29 juin 1872 et 21 juin 1875, et des lois subséquentes, sont abrogées et remplacées par les articles 22 et suivants du projet; la taxation forfaitaire de l'abonnement se trouve donc supprimée et l'impôt de 4 0/0 devient exigible sur les produits de chaque titre, considéré individuellement.

Cet impôt est assis sur le *montant brut* des intérêts, dividendes, arrérages ou produit des valeurs (art. 19). Il semble qu'en présence de l'expression employée par les auteurs du projet (*montant brut*), il ne doive être opéré, pour la liquidation de la taxe, aucune déduction sur les produits des valeurs étrangères. Cependant, un tempérament était nécessaire et il a été admis sans difficulté au cours de la séance de la Chambre, du 2 juin 1908.

En effet, à cette séance, lors de la discussion de l'article 19 (1), M. Th. Reinach a demandé ce qu'il fallait entendre par ces mots *montant brut* des intérêts... » et si leur sens s'opposait à la déduction, avant le calcul de la taxe sur le revenu de l'impôt déjà payé à l'étranger sur les valeurs étrangères.

1. Ancien art. 21, *Journal Officiel* du 3 juin 1908.

Il résulte des réponses faites par le Président de la Commission et le Ministre des Finances, que le produit brut d'une valeur étrangère doit être envisagé, pour l'assiette de l'impôt de 4 0/0, déduction faite de l'impôt *réel* que cette valeur peut avoir supporté dans son pays d'origine. C'est ainsi, pour reprendre l'exemple fourni par le Ministre des Finances, que, s'il s'agit de consolidés anglais possédés par un Anglais habitant en France, et sur lesquels le fisc anglais perçoit l'income-tax, notre impôt de 4 0/0 ne pourra être liquidé sur le revenu qu'après déduction de l'income-tax.

Il en serait autrement et l'impôt français devrait être liquidé, non sur le revenu brut, diminué du montant des taxes payées à l'étranger, mais sur ce même revenu, sans déduction aucune, au cas où l'impôt étranger aurait le caractère d'impôt *personnel*. C'est ce qui ressort de l'explication donnée à la Chambre par le Ministre des finances, à la séance sus-relatée.

La distinction, au point de vue de la déduction des droits déjà perçus à l'étranger se justifie d'ailleurs facilement : s'agit-il, en effet, d'un impôt réel, frappant le titre lui-même, abstraction faite de la personne qui le possède, il est juste d'en opérer la déduction, pour l'assiette de notre taxe de 4 0/0. Le montant de l'impôt payé à l'étranger est, dans ce cas, assez facile à déterminer, en principe.

Si, au contraire, il s'agissait, par exemple, d'un titre de rente étranger, appartenant à un Français et que le pays émetteur ne connaisse que l'impôt personnel, cet impôt étant dû par le possesseur du titre, à raison des

revenus qu'il en tire, et non plus par le titre lui-même, on conçoit fort bien que l'Etat français veuille méconnaître cet impôt, — qu'il serait pratiquement très difficile et souvent même impossible de déterminer d'une façon exacte, — et en refuse la déduction préalablement au calcul de son impôt de 4 0/0.

La seule déduction qui nous paraisse admissible pour la liquidation de la taxe sur le revenu est donc, en résumé, celle de l'impôt déjà prélevé à l'étranger sur les revenus des valeurs mobilières étrangères, à condition que celui-ci présente les caractères d'un impôt réel.

SECTION II

Mode de recouvrement de l'impôt sur le revenu.

La suppression du régime forfaitaire de l'abonnement a fait naître un problème dont la solution présentait de sérieuses difficultés, car il s'agissait, ainsi que l'exprime le rapport de la Commission, « d'organiser un « système assez fort pour astreindre au paiement de « l'impôt la masse des *valeurs étrangères*, restée jusqu'ici rebelle à l'action du fisc ».

Assurément, le recouvrement des diverses taxes exigibles sur les valeurs mobilières étrangères ne s'effectue pas, sous l'empire de la législation actuelle, avec une régularité parfaite, et, en réalité, la fraude est très fréquente. Ceci tient à la nature de la richesse imposa-

ble plutôt qu'au système de taxation : en effet, les valeurs mobilières étrangères sont, sans aucun doute, la matière imposable la plus fugace ; elles se prêtent, mieux que toute autre richesse, aux combinaisons multiples des contribuables, rendus ingénieux par le désir d'échapper à des taxes qu'ils jugent exagérées. Tout au moins, des pénalités sévères suffisent-elles à *réprimer la fraude*, ou réussissent-elles seulement à *indemniser le Trésor* des pertes qu'il subit, puisqu'on reconnaît le caractère de réparation civile aux amendes fiscales ? Non, nous ne le pensons pas, et nous aurons, plus loin, à justifier notre opinion à cet égard.

Le Gouvernement et, après lui, la Commission de législation fiscale, se sont si bien rendu compte de la difficulté, que, dans le texte qu'ils ont élaboré, ils ont organisé tout un système de surveillance, cherchant à envelopper la masse des coupons fugitifs d'un filet aux mailles très étroites. Nous aurons à chercher, à la fin de notre travail, si le contrôle organisé peut paraître suffisant. Pour le moment, nous avons à exposer simplement le mode de recouvrement de l'impôt édicté par le projet, et préféré par le Gouvernement et la Chambre des députés, au « régime suranné de l'abonnement », comme mettant fin à d'intolérables inégalités et assurant la réalisation du principe d'équivalence.

En présence des difficultés de taxation que nous venons de relater, le Gouvernement et la Commission ont pensé que l'impôt sur le revenu devait être « assis, « sans exception aucune, sur le montant réel des coupons payés », et que, d'autre part, « il ne pouvait

« être régulièrement et facilement perçu qu'au moment
« du paiement du coupon » (*Rapport de la Commission*).
Il est vrai que, ni le Gouvernement, dans l'exposé des
motifs, ni la Commission, dans son Rapport, ne se sont
préoccupés de justifier, par des considérations sérieuses (1)
cette opinion, dont on est obligé de rechercher les rai-
sons, à travers les travaux législatifs, malheureusement

1. Sans doute, on trouve bien, dans l'*Exposé des Motifs*, sous
le titre : « Revenus des valeurs mobilières », les lignes sui-
vantes : « Restent enfin les revenus des capitaux mobiliers
« auxquels, d'une façon générale, nous avons été *naturellement*
« conduits à étendre les règles de constatation, d'assiette et de
« recouvrement actuellement en vigueur pour la taxe de 4 0/0
« sur le revenu des valeurs mobilières françaises. Il n'y a, en
« effet, que deux moyens pour asséoir l'impôt sur les res-
« sources de cet ordre : la déclaration du contribuable et le
« « stoppage », c'est-à-dire le *prélèvement, en quelque sorte auto-*
« *matique, de l'impôt, au moment même du paiement par le débi-*
« *teur, des intérêts, dividendes et autres produits*. Entre ces deux
« modes d'assiette, nous n'avons pas hésité un instant, et
« nous ne pouvions pas ne pas le faire. Ce serait exposer le
« Trésor aux plus grands dangers que de renoncer à un sys-
« tème qui a fait ses preuves depuis la loi du 29 juin 1872,
« qui prévient toute fraude, pour en adopter un autre qui,
« étant donné la multiplicité et la diffusion des titres au por-
« teur, fait vraiment la part trop belle aux contribuables peu
« scrupuleux. » Il ne s'agit pas d'asseoir l'impôt sur la déclara-
tion du contribuable. Ce que l'on désirerait connaître, c'est
la raison pour laquelle le Gouvernement s'est trouvé *naturelle-*
ment conduit à étendre aux valeurs étrangères les règles appli-
cables aux valeurs françaises. Si le système de l'abonnement
était jugé défectueux, il était du moins nécessaire d'établir
d'une façon irréfutable, que le régime fiscal des valeurs fran-
çaises peut convenir aux valeurs étrangères, en un mot, de
justifier l'*assimilation*.

peu documentés en cette matière : on devine ces raisons ; on les trouve dans le désir d'*assimiler* les régimes jusque-là *disparates*, des diverses valeurs mobilières. Ce désir d'assimilation est-il basé sur des raisons solides ? M. Wahl, dans son remarquable article précité (1) s'exprime de la manière suivante : «... En tous cas, de ce
« que le système de perception individuelle a été seul
« reconnu possible jusqu'alors pour les fonds d'Etats,
« il ne résulte pas que ce système, admis à leur égard
« comme un pis-aller, doive, pour d'incompréhensibles
« raisons d'égalité, être étendu aux autres valeurs étrangères. »

Quoi qu'il en soit, l'article 24 du projet du Gouvernement de la Commission (devenu art. 22) a été voté sans modification par la Chambre à la séance du 2 juin 1908, où il aurait pu être l'objet d'une discussion sérieuse. Cet article 22 est ainsi conçu : « Pour les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit, d'ailleurs, leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères et tout autre établissement public étranger, ainsi que pour les titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, *la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur, ou toute autre personne qui effectue en France le paiement des intérêts arrérages ou tous autres produits.* »

L'impôt sera donc recouvré, suivant un mode de per-

1. *Revue politique et parlementaire*, n° 162, du 10 décembre 1907, page 533.

ception unique, pour les revenus de toutes les valeurs mobilières, par voie de *retenue sur les coupons* ; et ce sont tous ceux, qui effectueront en France le paiement des produits de ces valeurs, qui seront chargés de retenir la taxe due à l'Etat (1).

Il convient de noter que les revenus peuvent être payés autrement que par le moyen des coupons. Aussi, l'article 23, § 1^{er} mentionne-t-il, à côté de ceux-ci, les *chèques et tous autres instruments de crédit* « créés pour « le paiement des dividendes, intérêts, arrérages, ou « produits quelconques » des valeurs étrangères, et impose-t-il, par son § 2, à toute personne qui fait profession de payer ces chèques ou instruments de crédit, l'obligation de retenir l'impôt au même titre que sur les coupons (2).

En effet, certaines sociétés étrangères et particulière-

1. Les banquiers, changeurs, et, d'une façon générale, toutes les personnes qui effectueront en France le paiement des intérêts, arrérages et tous autres produits des valeurs étrangères, se trouvent ainsi transformés en collecteurs d'impôts, en fonctionnaires, puisque, disons-le tout de suite, le projet leur alloue, dans son article 26 § 3, des remises, qui ne pourront excéder 1 0/0 du montant total de l'impôt perçu. Nous examinerons plus loin ce qu'il y a lieu de penser, selon nous, de cette allocation d'une indemnité maxima de 1 0/0 et de la création de toute une catégorie d'intermédiaires entre le Trésor public et les contribuables.

2. Art. 23. — « Quiconque fait profession ou commerce « habituel de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, *chèques, ou tous autres instruments de crédit créés pour le* « *payement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelcon-* « *ques des titres ou valeurs désignés dans l'article précédent,* doit

ment les sociétés anglaises (1) ont l'habitude, assez souvent, de se servir, pour payer les revenus à leurs porteurs de titres, de chèques spéciaux qui remplacent les coupons.

Mais, ainsi qu'il est dit au Rapport de la Commission, l'article 23 ne vise que les chèques et instruments de crédit qui ont été créés *en vue du paiement des dividendes, intérêts, arrérages, et « qui portent dans leur contexte « même, l'indication qu'ils ont pour objet le paiement « des revenus ».*

Les chèques, qui ne porteront pas cette indication spéciale, continueront donc à circuler librement, comme sous l'empire de la législation actuelle.

Une question se pose : N'est-il pas à craindre que le

« en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa
« résidence.

« Il est interdit aux banquiers, escompteurs, changeurs,
« agents de change, huissiers, receveurs de rentes, et, d'une
« manière générale, à tous ceux que désigne le premier alinéa
« du présent article, de recueillir, encaisser, payer, acheter
« ou négocier les coupons, chèques ou autres instruments de
« crédit, visés par ledit alinéa, sans opérer immédiatement
« la retenue de l'impôt ou sans en faire l'avance, si, par suite
« de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur
« du titre, à moins qu'il ne leur soit justifié que cette retenue
« ou cette avance a déjà été effectuée par un précédent inter-
« médiaire soumis aux prescriptions du présent article et des
« articles suivants. » Nous aurons à parler (*infra*) de l'avance
à faire, par les banquiers, de l'impôt de 4 0/0, quand il sera
mis à la charge de la collectivité étrangère par des conven-
tions spéciales, — et de la déclaration prévue par le premier
alinéa de cet article (§ III).

1. Rapport de la Commission, page 198.

mode employé déjà par un certain nombre de sociétés étrangères, pour le paiement, à leurs actionnaires et obligataires, des dividendes et intérêts qui leur sont dus, ne se généralise, au grand détriment du fisc français ?

Les chèques, en effet, ne portent pas obligatoirement la mention de la *valeur fournie* ou de la *cause* pour laquelle ils sont souscrits ; il pourra donc suffire que la société étrangère convienne avec ses porteurs de titres en France, qu'à l'avenir elle émettra à leur profit et à des époques déterminées, des chèques représentant la valeur des dividendes ou intérêts exigibles, mais sans qu'il soit besoin de les revêtir d'une indication spéciale à cet égard : Par ce moyen, le paiement de l'impôt de 4 0/0 pourra être évité ; or, c'est à l'Administration qu'incombera la charge de prouver la fraude commise, et la preuve pourra bien rarement être fournie !

Les pénalités encourues, dans quelques cas où l'Administration sera en mesure d'établir la contravention, pourront être considérées comme des primes d'assurances contre le paiement de l'impôt.

Voilà, croyons-nous, une *fissure* assez sérieuse dans le système de perception individuelle organisé par le projet caillaux. Nous trouverons malheureusement encore d'autres fissures au cours de cette étude.

*
* *

Nous venons de voir comment le projet organise le mode de perception individuelle de l'impôt sur le revenu, en prescrivant la retenue de cet impôt sur le montant du

coupon, chèque ou instrument de crédit créé pour le paiement des produits des valeurs étrangères. Il nous reste maintenant à exposer comment l'impôt sera perçu, dans le cas où, par suite de conventions particulières, il aura été mis à la charge de la collectivité étrangère qui aura émis les titres :

L'article 23, § 2 prescrit à ceux qui font profession ou commerce habituel de payer les revenus des valeurs étrangères, de *faire l'avance de l'impôt*, si, par suite de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre. Le rapport de la Commission explique que le banquier fera l'avance de l'impôt « lorsqu'il s'agira de « sociétés étrangères qui, ayant pris vis-à-vis de leurs « porteurs l'engagement de supporter les impôts présents « et futurs, *déclareront vouloir prendre à leur charge le « nouvel impôt sur le revenu. Dans ce cas-là, le coupon « sera, comme par le passé, payé pour son intégralité « aux particuliers* ; le banquier premier payeur fera au « Trésor l'avance de l'impôt et s'en fera rembourser « directement ou indirectement par la société ou son « représentant en France (1). »

1. Il en résulte que *tous les coupons*, même ceux afférents à des titres circulant à l'étranger et présentés à l'encaissement en France pour des raisons diverses (telles que le *change*) devront faire l'objet d'une *avance d'impôt, recouvrable sur les sociétés étrangères*. Il y a là une charge non prévue par elles, lors de l'émission en France et de leur engagement de supporter les taxes. Accepteront-elles cet état de choses sans récrimination ?

*
* *

Nous sommes amené, ici, à examiner une grave critique (1) que l'on a adressée au système de perception individuelle. Voici cette critique, que nous trouvons formulée dans l'article précité de M. Wahl (2) : Avec le système nouveau, c'est au porteur de titres qu'incombera l'impôt, ainsi que le reconnaît le projet, la taxe frappant ces titres mêmes, considérés individuellement. Cela est logique, mais il serait préférable, — à notre point de vue national, — de faire supporter l'impôt aux sociétés étrangères qui ont émis les titres ; or, le système de l'abonnement y réussit fort bien : actuellement les taxes sont assises *sur une quotité du capital social et non sur chaque titre* écoulé sur notre territoire ; elles sont payées par la société ou son représentant responsable ; et, comme la société ignore les numéros des titres circulant en France, elle passe en frais généraux la dépense des taxes, de sorte que la plus grande partie en est à la charge des porteurs étrangers. En conséquence (toujours d'après l'opinion de M. Wahl) les porteurs français ne supportent que dans une faible mesure, — dans la mesure seulement où ils supportent les frais généraux de la société, — les impôts français que le régime proposé leur fera payer intégralement. L'établissement du nouveau mode de perception équivaldra

1. V. *suprà*.

2. *Revue politique et parlementaire*, n° 162, du 10 déc. 1907, page 534.

donc, au point de vue national, à une augmentation considérable des impôts.

La même thèse a été soutenue à la séance de la Chambre du 9 février 1909 (1) par M. Jules Roche : cet orateur, après avoir exposé que le montant des 5 à 6 milliards de valeurs étrangères, autres que les fonds d'Etat, appartenant à des Français, ont supporté, en 1906, 28 millions d'impôts, en chiffres ronds, s'appliquant, pour 11 millions, environ, à la taxe de transmission ; pour 5 millions, environ, à l'impôt du Timbre, et pour 11.423.728 francs à l'impôt sur le revenu, a fait remarquer que cette somme de 28 millions a été payée par les sociétés ou collectivités étrangères, et non par les porteurs de titres français.

D'après M. Jules Roche, la substitution du système de perception individuelle au système de l'abonnement entraînerait les conséquences suivantes : Les taxes jusqu'ici supportées par l'emprunteur tomberaient à la charge des prêteurs français ; en outre, la diminution de la productivité des titres aurait pour effet d'abaisser le cours de ceux-ci (2) ; de sorte que le capitaliste français verrait diminuer son capital en même temps que ses revenus.

1. *Journal officiel* du 10 fév. 1909, pages 322 et suivantes.

2. M. Jules Roche a fait remarquer, en effet, que l'engagement de payer les impôts français, pris par les sociétés au moment de l'émission, s'était traduit par une plus-value du titre calculée en général à raison de 5 0/0 et que, par conséquent, les capitalistes français ont, en quelque sorte, payé d'avance l'exonération des taxes.

- Telle est la critique ; elle repose, selon nous, sur une erreur.

En effet (et c'est le sens de la réponse faite par M. Cailiaux, ministre des Finances, à M. Jules Roche, à la même séance du 9 février 1909) il y a lieu de remarquer que si l'impôt du Timbre est à la charge de la société qui a émis les titres, le droit de transmission et la taxe sur le revenu sont, *en droit*, à la charge des porteurs français : les collectivités étrangères sont bien tenues de verser au Trésor le montant de ces deux derniers impôts, mais ce paiement n'a lieu qu'à titre d'*avance* et *sauf recours* des collectivités étrangères contre les capitalistes français (L. des 23 juin 1857, art. 7 et 29 juin 1872, art. 7, § 2) ; un certain nombre de sociétés étrangères retiennent, sur les porteurs, les impôts français, c'est-à-dire la taxe sur le revenu et le droit de transmission, mais non le droit de Timbre qu'elles supportent sans recours possible.

Mais, *en fait*, la plupart des sociétés étrangères s'engagent, au moment de l'émission de leurs titres en France, à supporter, avec le droit de Timbre, le droit de transmission et la taxe de 4 0/0, sans recours contre les souscripteurs, en sorte que ceux-ci touchent l'intégralité des revenus.

Le passage du régime de l'abonnement au régime de perception individuelle changera-t-il la situation du porteur français ?

Nous venons d'expliquer comment l'impôt sur le revenu devra être *avancé* par le payeur de coupons lorsque, par suite de conventions spéciales, cet impôt aura été mis à la charge de l'émetteur du titre : aucune

retenue ne sera faite au particulier et le banquier se fera rembourser par la société l'avance d'impôt qu'il aurait faite pour elle.

En ce qui concerne le droit de transmission, le ministre des Finances s'exprime ainsi :

« Si la société, abonnée hier, et placée demain sous
« un autre régime, a dit, par son contrat, qu'elle pren-
« drait à sa charge l'impôt de transmission, il appartiен-
« dra demain au porteur de réclamer que le droit sub-
« stitué au droit de transmission soit pris par la société
« à sa charge. »

Et le ministre concluait en disant :

« Vous ne pouvez pas disposer qu'un impôt qui, hier,
« était, en principe et sauf convention contraire, à la
« charge du porteur, soit, demain, à la charge de la
« société, sous prétexte de modifications dans l'assiette
« et la quotité de cet impôt. »

La situation légale des porteurs de valeurs étrangères ne se trouve donc pas changée ; et, en fait, ainsi que l'exprime le ministre, le contrat par lequel la collectivité a pris les taxes à sa charge vaudra, demain, pour les nouveaux impôts, exactement ce qu'il vaut pour ceux d'aujourd'hui (V. toutefois, *dispositions transitoires*, p. 215).

SECTION III

Obligations imposées à ceux qui font profession de payer les coupons. — Allocation de remises à titre d'indemnité. — Formalités à remplir par les particuliers pour toucher les coupons.

Aux termes du § 1^{er} de l'article 23 « quiconque fait
« profession ou commerce habituel de recueillir, encais-
« ser, payer ou acheter des coupons, chèques, ou tous
« autres instruments de crédit créés pour le paiement de
« dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelcon-
« ques des titres ou valeurs désignés dans l'article pré-
« cédent, *doit en faire la déclaration au bureau de l'En-*
« *registrement de sa résidence* ».

Cette déclaration a pour but, ainsi que l'exprime le rapport de la Commission, de permettre la surveillance des professionnels qui font métier de payer les coupons, et pour pouvoir exercer utilement cette surveillance, il est indispensable de connaître toutes les personnes sur lesquelles elle devra porter.

Nous étudierons, dans notre chapitre V, les mesures de contrôle organisées par le projet.

Il convient de préciser la portée des mots « quiconque « fait *profession ou commerce habituel* de payer les coupons. ». Les deux expressions n'ont pas absolument la même signification, et la seconde nous paraît singulièrement compréhensive. Quand y a-t-il *commerce habi-*

tuel ? Suffit-il qu'un négociant accepte, de loin en loin, quelques coupons en paiement de la marchandise qu'il aura livrée, pour qu'il se trouve astreint à faire la déclaration exigée par l'article 23, § 1^{er} ?

Le fait de donner de la marchandise à un particulier, en échange de ses coupons, peut, cela n'est pas douteux, être assimilé au paiement des coupons ; mais où commence à être *habituel* (1) le commerce des coupons ? C'est une question d'appréciation, et, dès lors, il semble que le commerçant agira prudemment, s'il persiste (ce qui est peu probable) à accepter des coupons en paiement, en faisant la déclaration prévue... — En effet, l'article 28 punit les contraventions d'amendes considérables et prescrit même des poursuites correctionnelles ! Cependant, cette déclaration, qui a l'air de n'imposer qu'une simple démarche, entraîne des conséquences (2) telles, une telle gêne, que le désir de se soustraire à ces conséquences sera souvent plus fort que la crainte inspirée par l'article 28... — Il y aura des fraudes ; de temps en temps, des contraventions seront relevées, qui entraîneront, pour des personnes d'une moralité irréprochable et dont les intentions n'étaient pas de frustrer

1. Le rapport de la commission (page 196) dit que « le fait de se livrer, *même accidentellement*, à des opérations de ce genre (le paiement des coupons) sans avoir souscrit la déclaration obligatoire, pourrait entraîner des poursuites correctionnelles ».

2. Nous exposerons plus loin (chap. V) en parlant du *Droit de communication*, les conséquences de la déclaration préalable.

le Trésor, des pénalités et des ennuis hors de proportion avec la contravention commise.

Ceux qui voudront échapper, d'une part aux conséquences de la déclaration, c'est-à-dire aux indiscretions du fisc, et, d'autre part, aux peines redoutables de l'article 28, n'auront que la ressource de s'abstenir de recevoir en paiement le moindre coupon. Voilà une disposition qui va singulièrement gêner le commerce et toutes les transactions en général.

*
* *

L'article 26, § 1^{er}, impose aux personnes qui feront profession ou commerce habituel de payer les revenus des valeurs mobilières étrangères l'*obligation de tenir deux registres* en papier non timbré, cotés et paraphés, « sur lesquels elles devront inscrire jour par jour, sans « blancs ni interlignes, pour chaque déposant, vendeur « ou correspondant, et par nature de valeurs, toute opération de paiement ou de négociation de coupons, chèques ou autres instruments de crédit sujets à la retenue « de l'impôt : Le premier de ces registres ne comprendra « que les opérations ayant donné lieu à une retenue « directe et effective, ou à une avance de l'impôt ; le « second s'appliquera aux négociations ultérieures de « coupons, chèques ou autres instruments de crédit sur « lesquels l'impôt aura été prélevé ou avancé par un précédent intermédiaire ».

L'obligation d'enregistrer sur un journal les coupons ou autres produits payés se justifie par la nécessité

d'exercer un contrôle sur le recouvrement de l'impôt.

Sur le premier de ces registres, le banquier inscrira toutes les opérations de paiement de coupons à des particuliers, au sujet desquels il devra *retenir* ou *avancer* l'impôt, suivant la distinction que nous avons établie, *suprà*, section II. Sur le second, il « enregistrera les coupons remis, non plus par des particuliers, mais par les « banquiers correspondants, coupons sur lesquels l'impôt a été prélevé lors du premier paiement et qui peuvent ultérieurement remonter d'intermédiaire en intermédiaire, libérés de toute taxe, mais non affranchis de « surveillance, jusqu'à leur sortie du territoire où leur « arrivée à la Banque centrale chargée du service financier » (Rapport de la Commission, page 197).

Nous savons, en effet, que les banquiers peuvent recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, sans opérer la retenue de l'impôt, ou sans en faire l'avance, s'il leur est justifié que cette retenue ou cette avance a été antérieurement effectuée par un précédent intermédiaire soumis aux prescriptions des articles 23 à 26.

L'obligation de tenir *deux* registres s'explique par le souci du Gouvernement d'exercer un contrôle très serré sur le paiement des coupons et le recouvrement de l'impôt : On aurait craint, avec un seul registre, qu'un banquier peu scrupuleux ne fût tenté d'enregistrer des coupons, payés en réalité à de simples rentiers et passibles de la taxe, comme reçus d'un correspondant aux guichets duquel ils auraient déjà acquitté l'impôt, et ne s'abstint, par suite, de les y assujettir.

*
* *

Avant d'effectuer le paiement de coupons à un particulier, le banquier français devra exiger, conformément à l'article 24, la remise immédiate par ce particulier, et à l'appui de sa demande de paiement, d'un *bordereau* « daté, mentionnant le nombre, la nature et la valeur des coupons, chèques, ou instruments de crédit à payer ». La rédaction de ce bordereau ne sera pas, ainsi que le fait remarquer la Commission dans son rapport, une innovation pour toutes les banques ou sociétés de crédit, la plupart d'entr'elles faisant actuellement rédiger des bordereaux de ce genre à leurs clients, avant tout paiement de coupons.

En somme, cette formalité sera très simple.

Nous devons noter, en outre, que le projet n'oblige pas le propriétaire ou le porteur des coupons, que le banquier peut ne pas connaître, à inscrire son nom sur le bordereau. Le rapport dit, à ce propos, que l'obligation de rédiger le bordereau « n'est pas une mesure d'inquisition à l'égard des particuliers, les coupons restant « anonymes ».

Le banquier, au moment du paiement, inscrira sur le bordereau, avec le nom de son établissement, s'il ne s'y trouve pas déjà, le montant de l'impôt qu'il aura retenu ou avancé, et le numéro de son registre sous lequel il aura pris en charge cet impôt (art. 24, § 2).

Le § 3 du même article 24 autorise la partie prenante à « exiger la remise d'un récépissé rappelant le nombre, la nature et la valeur des coupons, chèques ou instru-

ments de crédit, la date de leur payement, le montant de l'impôt retenu et le numéro du registre sus-indiqué ». Ce récépissé sera, somme toute, la reproduction du bordereau, après que le payeur l'aura revêtu des indications prescrites et sera, pour la partie prenante, la preuve que les revenus touchés ont été soumis à la taxe.

Ce sont les mentions qui seront inscrites au bordereau, y compris celle de l'impôt pris en charge, que le banquier devra reproduire d'une façon sommaire (1) jour par jour, sans blancs ni interlignes, et par ordre de numéros, sur le premier des deux registres, dont la tenue est prescrite par l'article 26.

*
* *

En ce qui concerne les coupons, chèques, ou autres instruments de crédit sur lesquels l'impôt aura déjà été retenu ou avancé et qui feront l'objet de transmissions ou de négociations successives, l'article 25 (ancien art. 27) prescrit les formalités suivantes : le banquier, ou toute autre personne désignée par l'article 23, qui effectuera la transmission de ces valeurs à son correspondant, devra joindre à son envoi « un bordereau daté, « signé, et mentionnant le nombre, la nature et la « valeur des coupons, chèques ou instruments de crédit

1. Le banquier ne sera pas obligé d'inscrire sur son registre les numéros des coupons. — Tous les coupons d'une même valeur compris sur un même bordereau, pourront être portés sur le registre en une seule ligne, pour leur nombre et leur valeur totale (rapport de la Commission).

« à encaisser ou négociier, ainsi que le montant de
« l'impôt retenu ou avancé, la désignation de la per-
« sonne qui a opéré cette retenue, la date et le numéro
« du registre spécial sur lequel l'impôt a été pris en
« charge ». — De ce que les coupons ayant supporté la
taxe de 4 0/0 se trouvent justement libérés de toute nou-
velle retenue, lors de chaque négociation, il ne s'ensuit
pas qu'ils doivent échapper à toute mesure de surveil-
lance. Il faut, au contraire, que le fisc puisse suivre ces
coupons, pour ainsi dire, de banque en banque, jusqu'à
leur sortie du territoire français ou à leur centralisation
à la banque chargée du service financier.

Le système de contrôle organisé par l'article 25 répond
parfaitement à cette nécessité et son fonctionnement
permettra aux agents de vérification de s'assurer, à un
moment quelconque, de la circulation des coupons, que
ceux-ci, lors du premier paiement, ont supporté la taxe
due au Trésor. Par le moyen des renvois, — déjà
employé en matière d'enregistrement et donnant de
merveilleux résultats, — les agents du fisc appelés à
vérifier une banque et trouvant, au cours de leurs inves-
tigations des bordereaux de transmission créés en exécu-
tion de l'article 25, rédigeront des *bulletins de contrôle*,
pour leurs collègues chargés de la vérification des cor-
respondants, signataires des bordereaux ; il sera bien
facile de s'assurer, par le rapprochement des rensei-
gnement fournis sur lesdits bulletins et de la comptabi-
lité du banquier premier payeur, et en particulier de son
registre journal n° 1, que celui-ci a dûment pris en charge
l'impôt de 4 0/0.

Ajoutons qu'aux termes du § 2 de l'article 26 les registres et bordereaux devront être conservés pendant deux ans et représentés à toutes réquisitions aux agents de l'Enregistrement.

Le dernier alinéa de l'article 26 confie à un règlement d'Administration publique le soin de déterminer les époques de versement de l'impôt (1), les indications que devront contenir les bordereaux et les registres, toutes les mesures nécessaires pour le contrôle, et, enfin, le mode de répartition des *remises* dont nous allons maintenant nous occuper.

*
* *

Le § 3 de l'article 26 (ancien art. 28) dispose que ceux qui font profession d'acheter ou de vendre des coupons pourront obtenir, *sur leur demande*, pour les indemniser des obligations résultant pour eux du régime nouveau, l'allocation de *remises qui ne pourront excéder 1 0/0* du montant total de l'impôt prélevé ou avancé sur le revenu des valeurs mobilières étrangères.

Cette indemnité, — remise proportionnelle, — sera légitimement acquise par l'observation de toutes les prescriptions renfermées dans le projet : Déclaration préalable, tenue de deux registres, fourniture, de deux catégories de bordereaux, les uns destinés aux particuliers (avec duplicata, si ceux-ci l'exigent), les autres

1. L'Exposé des motifs dit que « chaque mois, le registre journal sera représenté au Receveur de l'Enregistrement, qui le visera, le vérifiera, et encaissera l'impôt ».

destinés à accompagner tous envois de coupons, dans les relations de banque à banque, — liquidation, encaissement et versement de l'impôt, — comptabilité spéciale, — assujettissement aux vérifications des agents du Trésor...

Quel accueil est réservé à cette offre de remises proportionnelles ? Nous croyons ne pas trop nous avancer en affirmant que cette rémunération maxima de 1 0/0 n'atteindra bien souvent qu'un chiffre peu élevé, en fin d'année, pour la plupart des payeurs — de coupons, — si l'on excepte les grandes banques de Paris et des centres importants : En effet, lorsque le banquier aura payé une valeur de 100 francs de coupons, il aura dû retenir, ou même *avancer* 4 francs d'impôt, et son indemnité sera, au maximum de 1 0/0, de 0 fr. 04 !

En outre, a-t-on songé à la *responsabilité* du collecteur de l'impôt, chargé non-seulement de son recouvrement, mais encore de son assiette ? Celui qui paiera les intérêts, arrérages et, d'une façon générale, tous les produits des valeurs étrangères, devra, à chaque opération, examiner si la taxe est due légalement, puis, en cas d'affirmative, la liquider (1) : Or, en présence des très grandes difficultés qui se présenteront fréquemment dans la pratique, comme il s'en présente actuellement, pour solutionner la question d'exigibilité et de liquida-

1. Il y aura lieu, par exemple, d'examiner si l'impôt supporté par le titre étranger dans son pays d'origine, a le caractère d'un impôt réel ou d'un impôt personnel, et si, par suite, il peut être déduit du montant du coupon avant le calcul de l'impôt de 4 0/0 sur le revenu, etc...

tion de l'impôt, en présence aussi de décisions de jurisprudence contradictoire le fonctionnaire improvisé regrettera bien des fois le régime de l'abonnement, qui ne le plaçait pas entre le contribuable et le fisc, et qui ne lui imposait pas la lourde responsabilité d'erreurs inévitables ; il devra au Trésor le montant exact de l'impôt ; quant à son recours contre le redevable, porteur de coupons qui pourra être inconnu de lui, il sera souvent impossible à exercer.

Telle sera, croyons-nous, la situation, et le payeur de coupons sera tenu, par surcroît, de subir les investigations du fisc !

On se demande, alors, si un tel régime n'aura pas pour résultat de raréfier extraordinairement les intermédiaires ; en tous cas, ceux-ci se trouveront obligés, pour couvrir leurs frais, et leur responsabilité, d'exiger du rentier français une commission très élevée

Si le rentier français ne peut ou ne veut supporter cette charge supplémentaire, il touchera ses coupons à l'étranger ; les moyens ne lui manqueront pas. Il est vrai que le projet organise un ensemble de mesures destinées à assujettir à l'impôt ces coupons touchés à l'étranger ; nous étudierons ces mesures dans une section suivante, mais, pour le moment, nous devons seulement constater que la tentation de fraude sera grande ; qu'en touchant leurs revenus à l'étranger, les rentiers français pourront échapper à notre impôt de 4 0/0 et à la commission élevée du banquier français ; et, enfin, que ces rentiers recevront journellement la visite des agents de banques étrangères, qui viendront, à domicile, leur pro-

curer un moyen facile de se soustraire aux charges imposées par la loi française.

SECTION IV

Pénalités concernant la perception de l'impôt sur les revenus des valeurs étrangères

L'article 28 édicte les pénalités relatives aux contraventions relevées à la charge des banquiers et autres intermédiaires. Cet article est ainsi conçu : « Les contraventions aux prescriptions contenues dans l'article 23 et au règlement à intervenir en exécution de cet article, pourront être constatées, en toute circonstance, au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes et des douanes.

« Elles donneront lieu à des poursuites correctionnelles engagées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement, et seront punies d'une amende de cent à mille francs (100 à 1.000) indépendamment du quintuple droit sur les coupons, chèques, instruments de crédit, qui auraient été payés sans retenue de l'impôt.

« Le produit des amendes prévues par le présent article sera réparti dans des conditions à déterminer par décret. Les contraventions aux articles 24 à 26 et

« au règlement à intervenir en exécution de ces articles,
« seront constatées et poursuivies comme en matière
« d'impôts sur les opérations de bourse, et punies d'une
« amende de cent à dix mille francs (100 à 10.000).

« En cas de récidive pour la troisième fois, les con-
« trevenants seront passibles d'un emprisonnement de
« huit jours à six mois. »

Ce dernier alinéa ne figurait pas dans l'article 30 du projet (art. 28 actuel) et a été ajouté par la Commission de législation fiscale.

Par contre, le § 1^{er} du même article (rédaction du projet) donnait aux agents des Postes le pouvoir de constater les contraventions à l'article 25 (art. 23) et de verbaliser.

Malgré son désir de donner au plus grand nombre possible de fonctionnaires le droit de relever les irrégularités commises, la Commission a rejeté de l'énumération les agents des Postes « pour bien montrer qu'en
« aucun cas le secret des correspondances ne pourrait
« être violé ».

Le Ministre des finances a fait une déclaration en ce sens, à la séance de la Chambre du 2 juin 1908.

L'énormité des peines se justifie, dans la pensée du législateur, par la nécessité d'enrayer la fraude, si facile quand il s'agit de revenus de valeurs étrangères : A côté des peines pécuniaires, effrayantes par le chiffre qu'elles peuvent atteindre, nous voyons apparaître la peine de l'emprisonnement ! C'est que, dit le Ministre des finances, à cette séance du 2 juin 1908 (*J. Off.*, page 1126), il s'agit de valeurs qui peuvent parfaitement échapper, si l'on n'a pas la main un peu rude.

D'une part donc, le banquier qui aura omis de faire la *déclaration préalable*, ou qui, l'ayant faite, ne retiendra pas, ou n'avancera pas l'impôt, se verra dresser procès-verbal, sera poursuivi correctionnellement et puni d'une amende de 100 à 1.000 francs indépendamment du quintuple du droit exigible sur les coupons payés sans retenus de l'impôt.

D'autre part, l'omission de l'une des formalités prescrites par les articles 24 à 26 (V. section III) le rendra possible d'une amende de 100 à 10.000 francs.

Enfin, dans l'un et l'autre cas, qu'il s'agisse d'une contravention à l'article 23 ou aux articles 24 à 26, la peine de la prison pourra être prononcée, en cas de récidive pour la troisième fois.

Aux termes du § 4 de l'article 28, les contraventions aux articles 24 à 26 et au règlement à intervenir en exécution de ces articles seront constatées et poursuivies comme en matière d'impôt sur les opérations de bourse : ces contraventions seront donc constatées par un procès-verbal dressé par les agents ayant qualité pour verbaliser en matière de Timbre (Loi du 28 avril 1893, art. 32, § 3) (1) et le recouvrement des amendes sera poursuivi

1. Citons, en dehors des agents de l'Enregistrement, les préposés des Douanes, des Contributions Indirectes et des Octrois (Décret du 16 messidor an XIII, art. 1 ; L. du 2 juillet 1862, art. 23 ; L. du 23 août 1871, art. 23 ; L. du 30 mars 1872, art. 2 et 5 et art. 6 § 2). — Les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique (L. 23 août 1871, art. 23, les commissaires de surveillance administrative (L. 30 mars 1872, art. 2, § 5 et art. 6 § 2).

par voie de *contrainte* ; les instances seront instruites et jugées selon les formes prescrites par les lois des 22 frimaires an VII et 27 ventôse an IX, sur l'Enregistrement (Loi 28 avril 1816, art. 76) ; les tribunaux civils jugeront en premier et dernier ressort.

Tel est l'ensemble des pénalités édictées en vue d'assurer l'exacte observation des règles gouvernant la perception de l'impôt sur le revenu, posées dans les articles 23 à 26 du projet.

L'énormité des peines témoigne combien le Gouvernement et la Commission ont eu peu de confiance dans tout le système de perception qu'ils avaient à présenter à la Chambre. — On aurait pu s'attendre à voir discuter, à la séance du 2 juin 1908, au sujet de l'art. 30 (devenu 28) l'efficacité de pénalités aussi élevées. Il n'en fut rien.

Cependant, nous le constaterons à la section suivante, les peines considérables n'empêchent pas la fraude : Comment sauraient-elles l'empêcher, quand il s'agit de revenus mobiliers qui, à la moindre menace, sont prêts à passer la frontière ?

SECTION V

Obligation pour les particuliers de déclarer les revenus des valeurs étrangères touchés à l'étranger. Pénalités édictées pour défaut de déclaration.

Les développements qui précèdent se rapportent uniquement au cas où les revenus des valeurs étrangères

seront touchés en France. Or, ces revenus pourront être touchés à l'étranger, car, ainsi que l'exprime le rapport de la Commission, « il semble que le législateur outre-
« passerait ses droits en interdisant la mise en dépôt
« dans les banques ou chez des correspondants de l'étran-
« ger, de tout ou partie de fortunes privées ». — Vrai-
ment ces scrupules font voir trop de délicatesse et on ne
peut qu'être reconnaissant à la Commission d'avoir pris
la peine de formuler (en termes dubitatifs, sans doute !) ce
cet avis conforme aux principes de liberté justement en
honneur de nos jours.

Nous préférierions que la commission se fût abstenue
de formuler cet avis.

En disant : « du moment que les intérêts du Trésor
« sont sauvegardés, aller plus loin (c'est-à dire prohiber
« les dépôts à l'étranger) serait attenter inutilement à la
« liberté individuelle (1) ». La commission semble mon-
trer son impuissance à enrayer l'exode des capitaux
français et des coupons et elle aurait mieux fait à notre
avis de se montrer, sur cette question, sobre de commen-
taires et de s'abstenir de ce geste aussi beau qu'inutile.

*
* *

Quoi qu'il en soit, la faculté pour les particuliers de
toucher leurs revenus à l'étranger constitue, comme on

1 « Liberté *individuelle* ». — Ce dernier mot est de trop ; il
ne s'agit nullement de « liberté individuelle ». — Cette
expression, dont se sert la Commission, a un sens juridique-
ment très précis qui ne permettait pas de l'employer ici.

l'a dit, une *fissure* dont le Gouvernement et le législateur ne pouvaient pas se désintéresser ; l'article 27 (ancien art. 29), relatif aux obligations incombant aux rentiers qui encaissent leurs revenus dans les banques étrangères, se présente donc comme le complément indispensable de l'ensemble des mesures organisées par le projet. Cet article 27 est ainsi conçu :

« Le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs
« mobilières étrangères, domicilié en France, qui,
« pour quelque cause que ce soit, aura reçu ou encaissé
« à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages
« ou tous autres produits de ces valeurs, devra, dans
« les trois premiers mois de l'année, souscrire au bureau
« de l'enregistrement, la déclaration du montant total
« de ces dividendes, intérêts, arrérages ou produits
« encaissés au cours de l'année précédente et acquitter
« la taxe sur ce total. Cette déclaration sera faite, si le
« contribuable est assujetti à l'impôt complémentaire,
« sur la formule même prévue pour ce dernier impôt à
« l'article 68.

« Lorsque l'Administration aura eu connaissance
« d'une infraction aux prescriptions contenues dans
« l'alinéa précédent, le contrevenant sera puni d'une
« amende égale à la moitié des revenus encaissés
« à l'étranger et non déclarés, indépendamment d'une
« cotisation égale au triple des sommes dont le Trésor a
« été privé pour chacune des années antérieures à celle
« de la découverte de la dissimulation, sans toutefois

« que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de
« dix années. »

Le premier alinéa de cet article prescrit aux propriétaires ou usufruitiers de valeurs étrangères *domiciliés* en France (1) qui, pour une raison quelconque, toucheront ou feront encaisser par un intermédiaire leurs coupons à l'étranger et qui, par suite, échapperont au système de surveillance organisé pour les banquiers français exclusivement, — de souscrire au bureau de l'enregistrement, dans les trois premiers mois de l'année, la déclaration du montant total des revenus touchés à l'étranger au cours de l'année précédente. Bien que cet alinéa 1^{er} prescrive seulement la déclaration du *montant total* des revenus, il est évident qu'il sera nécessaire d'établir le détail *par nature de placement* ainsi que l'indique l'Exposé des motifs ; ce détail sera très utile pour le contribuable consciencieux et lui permettra de justifier qu'il a compris dans sa déclaration telle ou telle catégorie de valeurs dont les revenus auront été perçus à l'étranger,

1. Le projet du Gouvernement (art. 29) disait : « résidant en France ». C'est avec raison, semble-t-il, que la Commission a voulu imposer la déclaration seulement aux personnes domiciliées en France et non à toutes celles qui résident simplement sur notre territoire ; ces dernières se fussent, la plupart du temps, abstenues de faire la déclaration et le fisc n'aurait pas disposé des moyens de les poursuivre à leur domicile à l'étranger. Au surplus, le principe de la territorialité de l'impôt ne permettrait pas, selon nous, de taxer les revenus des valeurs *étrangères* touchés à l'*étranger*, par des personnes domiciliées à l'*étranger* et n'ayant en France qu'une résidence d'une durée plus ou moins courte.

au cas où le fisc viendrait à avoir connaissance du paiement et lui adresserait une réclamation.

Dans le but de simplifier les formalités, la déclaration qui nous occupe sera faite, pour les contribuables assujettis à l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu (c'est-à-dire pour ceux qui ont plus de 5.000 francs de revenu total, article 66) sur la formule même de déclaration destinée à l'assiette de l'impôt complémentaire (V. art. 68) et qui devra être remplie annuellement par les redevables.

Le § 2 de l'article 27 (reproduit *supra*) édicte des pénalités contre ceux qui n'auront pas fait la déclaration prescrite par le § 1^{er} : amende égale à la moitié des revenus encaissés à l'étranger et non déclarés, plus une cotisation égale au triple des sommes dont le Trésor a été privé. Pour 100 francs de revenus, l'amende sera donc :

1 ^o 1/2 de cette somme, ci	50 francs
2 ^o Impôt dû sur 100 francs = 4 fr. $\times$ 3	
= 12 francs, ci	12 »
Total	62 »

Cette pénalité est due pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de la dissimulation, sans toutefois que le droit de répétition s'étende à plus de dix années. Pour reprendre l'exemple que nous avons donné, le montant des pénalités exigibles, pour non-déclaration, pendant dix ans, d'un revenu annuel de 100 francs (soit 1.000 francs pour dix ans) sera de $62 \times 10 = 620$ francs.

*
* *

L'article 29, § 2 du projet du Gouvernement reconnais-

sait à l'Administration le droit de constater, « par un moyen quelconque », la contravention pour défaut de déclaration des revenus encaissés à l'étranger.

Ces mots : « par un moyen quelconque », avaient inspiré une certaine inquiétude et d'aucuns ont cru voir, dans leur insertion au projet, l'intention du Gouvernement de donner à l'Administration des moyens d'investigation trop étendus, pouvant aller jusqu'à la violation du secret des correspondances. Cette inquiétude s'est manifestée, à la séance de la Chambre du 2 juin 1908, par l'intervention de M. Th. Reinach, qui a demandé au Ministre des finances de préciser la portée de l'expression employée. Le Président de la Commission et le Ministre ayant déclaré qu'il ne s'agissait pas de donner à l'Administration le droit de violer le secret des lettres, et que le fisc ne pourrait poursuivre la contravention que par des *moyens avouables et légaux* (qu'il appartiendra d'ailleurs aux tribunaux judiciaires d'apprécier, en cas de difficulté) sur la demande de M. Reinach et du consentement du Ministre, les mots « par un moyen quelconque » ont été rayés de l'article.

L'Administration pourra, par exemple, avoir connaissance des contraventions par l'Enregistrement des actes, authentiques ou sous-seings privés (tels que les liquidations et partages de successions) des jugements révélant l'existence de dépôts de titres dans les banques étrangères, ou de pièces produites en justice, quand elles contiendront la preuve que des coupons ont été touchés à l'étranger....

*
**

M. Lemire, député, avait proposé un amendement à l'article 29 (art. 27) ayant pour objet de réduire de dix à cinq ans le délai de prescription des pénalités encourues par ceux qui, ayant touché des coupons à l'étranger, auraient omis d'en faire la déclaration. Mais, cet amendement fut retiré par son auteur, à la suite des explications fournies à la séance du 2 juin 1908 par le Ministre des Finances : Le délai de prescription de dix ans, qui existe actuellement en matière d'omissions dans les déclarations de succession, se justifie par la facilité de commettre les fraudes et par la difficulté pour l'Administration de les constater ; le délai de cinq années serait trop court, car ce n'est, le plus souvent, que longtemps après la dissimulation qu'une circonstance fortuite permet de la découvrir. Et, ainsi que le disait le Ministre, à la même séance, « il ne s'agit pas d'un délai préjudiciable aux honnêtes gens ; il ne l'est qu'aux fraudeurs. Ce sont les personnes nanties de valeurs étrangères au porteur qui ont le plus de facilités pour frauder ». Il est donc juste d'étendre à dix années le droit de répétition du Trésor.

*
**

Il nous reste maintenant à rechercher quelle peut être l'efficacité des peines considérables, — atteignant 62 0/0 du revenu, — prononcées par l'article 27.

Ces pénalités, critiquées comme excessives, à la Chambre, par M. Aynard, ont été défendues, avec succès, par

le Ministre des Finances, qui a fait remarquer qu'en présence des graves dangers que présentent les facilités de fraude en matière de valeurs mobilières étrangères, il était nécessaire de donner au fisc une arme redoutable, et, qu'au surplus, notre législation de l'Enregistrement prévoit, pour certaines fraudes moins graves que celle qu'il s'agit de réprimer, des pénalités bien plus élevées que celles de l'article 27, par exemple, l'amende édictée pour dissimulation de prix dans les ventes immobilières, qui est du quart de la somme dissimulée (L. du 23 août 1871, art. 12).

Nous pouvons ajouter que la même amende, du quart de la somme dissimulée atteint les insuffisances de prix en matière de mutations de fonds de commerce (Loi 28 février 1872, art. 8).

Sans doute, les insuffisances de prix de vente d'immeubles et de fonds de commerce sont *moins graves* que les dissimulations de revenus des valeurs étrangères, parce que le fisc arrive assez souvent à les établir sans trop de difficultés ; sans doute encore, les pénalités atteignant le quart du capital sont plus fortes que celles que contient l'article 27, qui ne frappent que le revenu ! Et cependant, on sait combien les insuffisances de prix sont fréquentes dans les actes. — En matière de mutations par décès, la loi fiscale frappe d'une amende considérable aussi, — le double droit, — les omissions constatées dans les déclarations de succession ; l'administration a souvent l'occasion d'appliquer ce double droit : Cependant les déclarations de succession absolument sincères sont excessivement rares. On pourrait multiplier les exemples.

Donc l'expérience démontre que l'énormité des peines n'arrête pas les fraudeurs ; elle ne les arrête pas, même quand la fraude est facile à saisir... — Comment peut-on espérer que les contribuables se montreront plus scrupuleux quand, la matière imposable leur permettant de se livrer à d'ingénieuses combinaisons, ils pourront, avec peu de risques, braver la menace de l'article 27. — Qu'ils aillent toucher leurs coupons à Londres ou à Bruxelles, ou bien qu'ils se les fassent payer à domicile, ils ne le feront que pour éviter l'impôt français, et on espère, malgré tout, qu'ils iront verser docilement cet impôt dans la caisse du receveur de l'enregistrement !

Et M. Wahl (1) conclut en disant : « Ce n'est pas non « plus en traitant ces fraudeurs de capitalistes « trem-
« bleurs » ou « apeurés » qu'on les effraiera. Il est vrai
« que, comme l'a déclaré le Ministre des finances à la
« Chambre, ils « pratiqueront le patriotisme d'une façon
« singulière ». — Mais il faut se placer en face des pro-
« babilités, des certitudes même, et se rendre compte
« qu'il n'existe aucun moyen sérieux d'empêcher la
« fraude en cette matière. »

Telle est la *fissure* que présente le système de *perception individuelle* de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères ; et l'article 27 restera inefficace, malgré ses pénalités rigoureuses.

1. *Revue politique et parlementaire*, n° 162 du 10 décembre 1907, page 535.

SECTION VI

Poursuites et instances en matière d'impôt sur le revenu. — Prescription applicable.

« Le recouvrement de l'impôt sur le revenu des
« valeurs mobilières, — dispose l'article 29, — sera
« assuré et les instances seront introduites et jugées
« comme en matière d'enregistrement, sous réserve de
« la procédure à suivre en ce qui concerne les contra-
« ventions visées au premier alinéa de l'article précé-
« dent. »

Donc, à l'exception des contraventions à l'article 23, visées au § 1^{er}, de l'article 28 (1) et qui, après avoir été constatées au moyen de procès-verbaux, seront poursuivies correctionnellement, la procédure applicable, en matière d'impôt sur le revenu, sera celle qui est actuellement suivie en matière d'enregistrement.

Le premier acte de poursuite sera une *contrainte* décernée par le receveur ou préposé de l'Administration de l'enregistrement ; cette contrainte, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi, sera signifiée au débiteur.

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable, et motivée, avec assignation, à jour fixe, devant le Tribu-

1. Voir *suprà*.

nal civil (Loi du 22 frimaire an VII, art. 64) qui sera seul compétent pour connaître des contestations en cette matière. L'instruction se fera par simples mémoires respectivement signifiés.

Les jugements seront rendus dans les trois mois au plus tard, à compter de l'introduction des instances, sur le rapport d'un juge, fait en audience publique et sur les conclusions du Ministère public. Ils seront sans appel et ne pourront être attaqués que par voie de Cassation (même loi, art. 65) (1).

Aux termes du § 2 de l'article 29 : « Les dispositions « de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 seront appli-
« cables aux actions respectives du Trésor et des rede-
« vables, sauf le cas prévu à l'article 27. »

L'action du Trésor en recouvrement de l'impôt, ainsi que celle des redevables en restitution de l'impôt indûment payé, seront donc soumises à la prescription de cinq ans, sauf le cas de non-déclaration des coupons touchés à l'étranger, auquel (ainsi que nous l'avons vu *suprà*), la prescription de dix ans sera seule applicable.

La prescription de cinq ans court, pour l'action du Trésor, de la date d'exigibilité des droits et amendes, — et pour l'action des redevables de la date de l'indue perception.

1. Voir Albert Wahl, *Traité de Droit fiscal*, tome II, 1903, chap. XV (Des instances).

CHAPITRE II

L'IMPÔT DU TIMBRE.

L'article 81 supprime le droit de Timbre par abonnement et le remplace par un *droit au comptant de 2 0/0* (1), — non soumis aux décimes (art. 82) (La loi du 28 décembre 1895, art. 3 ; 1^o avait déjà fixé à 2 0/0 sans décimes le taux du droit de Timbre au comptant sur les valeurs étrangères non abonnées (V. *suprà*).

Mais, les titres qui, à la date du 1^{er} janvier 1910, acquittent le droit de Timbre par abonnement, bénéficieront d'un tarif réduit de 1 fr. 50 0/0, à la condition que ces titres soient soumis à la formalité du timbre dans les neuf mois après la mise en vigueur de la loi

1. Toutefois, ne sont pas soumis au droit de timbre au comptant de 2 0/0 les divers titres qui ont déjà été timbrés, conformément aux lois du 30 mars 1872, art. 1^{er} ; du 25 mai 1872, art. 1^{er} ; du 28 décembre 1895, art. 3 ; du 13 avril 1898, art. 13, et du 30 janvier 1907, art. 8.

d'impôt sur le revenu (art. 81, dernier alinéa). Ce tarif de faveur de 1 fr. 50 0/0 se justifie par cette considération qu'il eût été trop rigoureux d'assujettir au plein tarif de 2 0/0 des valeurs qui ont acquitté déjà, depuis un certain temps, la taxe annuelle de timbre sous le régime de l'abonnement.

Assiette du droit de Timbre au comptant. — L'impôt sera perçu « sur la *valeur nominale* de chaque titre « ou coupure, considéré isolément, mais *sans minimum* (1). Toutefois, la *valeur réelle ou négociable* sera « prise pour base de la perception lorsqu'elle sera supérieure à la valeur nominale, et, dans ce cas, l'impôt « sera calculé d'après le cours d'introduction ou d'émission des titres sur le marché français, ou d'après le « cours moyen pendant l'année précédente, ou, enfin, « lorsqu'il s'agira de valeurs non cotées, d'après la déclaration des parties, sous réserve du contrôle de l'Administration. » (art. 82).

Par contre, « pour les titres cotés à la Bourse officielle « dont le cours moyen pendant l'année précédente est « tombé au-dessous des trois quarts du pair, la perception s'effectue sur la valeur négociable déterminée par « ce cours moyen » (art. 82, § 2). Ce paragraphe a été ajouté à la suite des observations présentées à la Chambre par M. Th. Reinach (séance du 8 février 1909, *J. Off.* du 9 fév. p. 309). Il est juste, en effet, de ne liquider

1. L'art. 3 § 4 de la loi du 28 décembre 1895 établissait, pour l'assiette du droit de timbre au comptant sur les titres étrangers, un minimum de cent francs (100 francs).

l'impôt du timbre sur la valeur du titre, quand cette valeur est descendue au-dessous des trois quarts du pair, puisque le § 1^{er} du même article 82 donne à l'Administration le droit de percevoir l'impôt sur la valeur réelle du titre lorsqu'elle est supérieure à la valeur nominale.

Faits juridiques qui rendent exigible le droit de Timbre au comptant. — Nous nous bornerons, ici, à reproduire les dispositions des articles 83 et 84 du projet, en remarquant qu'elles ne font, en général, que reprendre, en les adoptant au système nouveau, les dispositions des lois actuellement existantes.

Art. 83. — « L'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, le remboursement, la conversion ou la cote des titres désignés dans les deux articles précédents, ne peuvent être annoncés, publiés ou effectués en France sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance, au bureau de l'enregistrement de la résidence, une déclaration, dont la date est mentionnée dans l'avis ou l'annonce. »

« Les titres ou certificats provisoires de titres émis, souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché en France, ne pourront être remis aux souscripteurs, preneurs ou acheteurs, sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre fixés par les deux articles qui précèdent. Si le droit a été payé sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant sera timbré sans frais sur la présentation de ce certificat. »

Cet article 83 vise le fait des collectivités étrangères ou de leurs intermédiaires en France. La déclaration

préalable à l'accomplissement du fait générateur de l'exigibilité du droit de timbre, a pour but de permettre aux agents du Trésor de s'assurer que les titres souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché français, ont été assujettis au timbre avant leur remise aux souscripteurs, preneurs ou acheteurs, conformément au § 2 de l'article 83.

En décidant que, si le droit au comptant a été payé sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant sera timbré sans frais sur la présentation de ce certificat provisoire, l'article 83 ne fait qu'étendre aux valeurs étrangères le bénéfice de la disposition contenue dans l'article 17 de la loi du 5 juin 1850, en faveur des titres français (*V. supra*).

Art. 84. — « La négociation, l'énonciation dans un acte
« ou écrit, soit public, soit sous-seing privé, y compris
« les récépissés de dépôt en vue de la garde des titres,
« le remboursement et le transfert des titres désignés
« dans l'article 81 ci-dessus, ne peuvent être effectués
« en France, lorsque ces titres n'ont pas acquitté le
« droit de timbre au comptant ou ne sont pas main-
« tenus sous le régime de l'abonnement (1) conformé-
« ment à l'article 86 ci-après.

« Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 7 de
« la loi du 31 décembre 1907, relative aux titres énon-
« cés dans les inventaires. »

Nous avons étudié, dans notre première partie, les dispositions des lois des 30 mars 1872, article 2 et

1. Voir ci-après, *Dispositions transitoires*, chapitre IV.

28 décembre 1895, article 5, qui interdisent l'énonciation dans tout acte ou écrit, à l'exception des inventaires, des titres étrangers non timbrés ; nous avons indiqué que la loi du 31 décembre 1907 a fait disparaître, par son article 7, l'exception qui existait, en vertu des textes de 1872 et de 1895, en faveur des inventaires (V. *suprà*).

L'article 84 du projet reproduit la même défense d'énoncer dans un acte écrit, soit public, soit sous-seing privé, les valeurs étrangères qui ne seraient pas régulièrement timbrées. Les expressions acte ou *écrit* public ou sous-seing privé, empruntées aux lois de 1872 et de 1895, sont extrêmement compréhensives, et cela est nécessaire, car, ainsi que le fit remarquer le Ministre des finances à la séance de la Chambre du 8 février 1909 (*Journ. off.*, page 310), la fraude étant dangereuse et difficile à constater, il faut la saisir chaque fois que l'occasion s'en présente.

Récépissés de dépôt de titres. — A cette séance du 8 février 1909, M. Aynard protesta vivement contre l'interdiction, contenue dans l'article 84, d'énoncer, dans les *récepissés de dépôt*, des titres étrangers non régulièrement timbrés, et prétendit que cette interdiction aurait pour conséquence d'amener les capitalistes français à effectuer leurs dépôts de titres dans les banques étrangères, en vue d'échapper au droit de timbre. Cette conséquence regrettable nous paraît devoir se produire et les établissements de crédit étrangers se trouveront favorisés au détriment des établissements français. Quant au fisc, il ne tirera aucun avantage de

cette disposition, puisque la matière imposable fuira devant lui.

Tel sera, pensons-nous, le résultat de l'interdiction d'énoncer dans les récépissés de dépôt, et, par suite, de déposer dans les banques françaises, des valeurs étrangères non timbrées. Cette disposition, critiquée par M. Aynard, n'est malheureusement pas la seule du projet qui incitera les capitaux à s'expatrier.

Le Ministre des finances, revenant sur la question à la séance du 9 février 1909, émit cette idée que permettre aux banques françaises de recevoir en dépôt des titres non timbrés serait accorder à celles-ci une faveur préjudiciable au marché français, sur lequel on ne peut acquérir que des titres timbrés : en effet, si, après l'expiration d'une période transitoire, un capitaliste possède un titre non timbré, c'est qu'il l'aura acquis sur un marché étranger, et « autoriser les sociétés de crédit à conserver de « tels titres en dépôt, ce serait agir directement contre « le marché de Paris ». — Mais n'est-il pas à craindre, à notre avis, que les capitalistes, ayant pris l'habitude de *déposer* leurs valeurs à l'étranger, ne prennent aussi celle de les y *acquérir* ?... Cette seconde habitude ne serait pas non plus favorable au marché français.

D'autre part, l'exode des capitaux, les dépôts de valeurs à l'étranger causeront au Trésor lui-même un grave préjudice : en effet, aux termes de l'article 15 de la loi du 25 février 1901, les banquiers et, en général, tous détenteurs de titres ou valeurs dépendant d'une succession ouverte doivent adresser, au service de l'enregistrement, soit avant la remise aux héritiers, soit dans la quinzaine

qui suit cette opération, la liste des valeurs transmises à ces héritiers. En poussant à l'exode des titres, le projet fait perdre au fisc, en grande partie, le bénéfice de l'art. 15 de la loi de 1901, qui est cependant très efficace pour le contrôle des déclarations de successions.

Dépôts de titres effectués par des étrangers. — Les dispositions de l'article 84, que nous venons d'examiner, ne seront pas applicables, aux termes de l'article 83, lorsque le dépôt sera effectué par une personne n'ayant pas en France de domicile de droit ou de fait. — Dans ce cas, il suffira d'indiquer sur le récépissé de dépôt la nationalité et le domicile du déposant ; à cette condition, les titres pourront être énoncés sans avoir été préalablement timbrés. Cette disposition se justifie facilement, car il eût été trop rigoureux d'astreindre au paiement du droit de timbre des étrangers qui, faisant en France un séjour de quelques mois, désireraient déposer momentanément des titres étrangers dans une banque française (1).

Pénalités. — L'article 87 punit toute contravention aux articles 83, 84 et 85, reproduits ci-dessus, d'une amende de 6 0/0, en principal, de la valeur imposable des titres émis, exposés en vente, mis en souscription, négociés, introduits en France, cotés ou énoncés dans

1. Il est intéressant de remarquer que la législation actuelle ne permet pas au fisc de contrôler le contenu des coffres-forts loués au public par les sociétés de crédit. Le contrat qui intervient entre la société de crédit et les particuliers a le caractère d'un louage et non d'un dépôt. Les particuliers peuvent donc déposer librement des titres non timbrés dans les coffres-forts qu'ils louent dans les banques.

les actes, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs en principal.

« L'amende est due personnellement et sans recours
« par ceux qui ont émis, exposé en vente, mis en sous-
« cription, négocié, introduit, coté ou énoncé dans les
« actes, des titres non timbrés, ou qui ont servi d'inter-
« médiaire pour ces opérations. La même amende sera
« exigée de ceux qui auront publié l'émission, la mise
« en souscription, l'exposition en vente ou l'introduc-
« tion en France sans déclaration préalable. — Le sous-
« cripteur, preneur ou acheteur de titres non timbrés
« est tenu solidairement de l'amende, sauf son recours
« contre celui qui a ouvert la souscription, exposé en
« vente, émis ou introduit des titres. Tous les contre-
« venants seront solidaires pour le recouvrement des
« droits et amendes. Il n'est pas dérogé aux dispositions
« des deux derniers alinéas de l'article 5 de la loi du
« 28 décembre 1895, relatifs à l'énonciation dans les
« actes ou écrits de titres étrangers, sauf application des
« prescriptions de l'article 7 de la loi du 31 décembre
« 1907, au cas où cette énonciation est faite dans un
« inventaire » (art. 87, § 2).

Rappelons qu'aux termes des deux derniers alinéas de l'article 5 et de la loi du 28 décembre 1895, tout acte ou écrit, public ou sous seing-privé, qui énonce des titres étrangers, doit indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre, ainsi que le montant du droit de timbre payé, — ou si la formalité a été donnée au moyen, soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre

apposé ; — toute contravention est punie d'une amende de 3 0/0, en principal, de la valeur des titres négociés, exposés en vente ou énoncés, sans que cette amende puisse être inférieure à cent francs (100) en principal. Les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. En outre, les contraventions commises, en cette matière, par un officier public ou ministériel, a pour effet de le rendre responsable des droits de timbre et passible, en outre, personnellement, d'une amende de 100 francs en principal.

CHAPITRE III

DROIT DE TRANSMISSION

L'article 81 supprime le droit annuel de transmission sur les valeurs étrangères et le remplace par une taxe annuelle de 1 0/0 *sur le revenu* des titres ou valeurs (1).

Cette taxe s'ajoutera à l'impôt de 4 0/0 sur le revenu et sera perçue *sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions* que ce dernier impôt.

C'est donc, en réalité, un droit de 5 0/0 que le banquier devra *retenir*, lors du paiement des coupons, à moins qu'il n'en fasse l'*avance* au Trésor, en exécution de contrats intervenus, au moment de l'émission en France,

1. Cette taxe, bien que perçue, non plus sur une *quotité* fixée d'avance comme sous le régime de l'abonnement, mais sur chaque titre considéré isolément, conserve le *caractère* forfaitaire, — ce qui se justifie par l'impossibilité pour l'Administration de constater et de contrôler *chaque transmission* dont peuvent faire l'objet les titres étrangers.

entre les Sociétés étrangères et leurs souscripteurs français (V. *suprà*, *Mode de recouvrement*, section II, du Chap. I^{er}.

Cet impôt de 5 0/0 frappant le revenu est assez élevé ; à cet égard, le Gouvernement s'exprime ainsi dans « l'Exposé des motifs » : « En demandant au coupon
« 4 0/0 d'impôt sur le revenu, plus 1 0/0 de droit de
« remplacement (droit de transmission) nous considé-
« rons que nous le frappons jusqu'à l'extrême limite au
« delà de laquelle la prime à la fraude deviendrait si
« avantageuse que nous nous exposerions à assister à
« une évasion importante de la matière imposable. »

Nous devons faire observer, toutefois, que cet impôt de remplacement de 1 0/0, considéré en lui-même, n'est pas excessif : en effet le droit de transmission actuel de 0 fr. 25 0/0, sans décimes (V. *suprà*) est assis *sur le capital* des titres évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente.

Or, supposons une valeur dont le cours moyen pendant l'année précédente ait été de 500 francs et qui ait rapporté 5 0/0 de revenus, soit 25 francs. Sous l'empire de la législation actuelle, cette valeur supporte la taxe de transmission de 0 fr. 25 0/0 sur 500 francs et paye un franc vingt-cinq centimes sans décimes. Et, si l'on applique à cette même valeur le nouvel impôt de transmission de 1 0/0, sur le revenu, on voit que la taxe s'élève, calculée sur 25 francs, à 0 fr. 25 seulement.

Ce droit annuel de 1 0/0 est donc assez léger, en tant qu'impôt de transmission ; — mais, ajouté à la taxe sur le revenu qu'il élève à 5 0/0, il constitue une taxation assez

lourde, un maximum de sacrifice qu'il soit permis de demander au rentier français passible, en outre, — il ne faut pas l'oublier, — de l'impôt complémentaire sur l'ensemble de son revenu (art. 62 et suivants du projet).

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'application immédiate et sans atténuation du régime nouveau de perception individuelle eût été, pour certaines sociétés étrangères et pour leurs porteurs français, une mesure trop rigoureuse, lorsque les titres acquittent, depuis un certain temps déjà, les taxes d'abonnement à raison de leur circulation en France.

Nous avons déjà indiqué (*suprà*) que le dernier alinéa de l'article 81 réduit à 1,50 0/0 le droit de timbre au comptant, pour les titres qui acquittent, à la date du 1^{er} janvier 1910, la taxe annuelle de timbre de 0,06 0/0.

C'est également à titre de disposition transitoire que l'article 86 accorde aux sociétés et collectivités étrangères le droit de demander à rester placées sous le régime de l'abonnement. Mais cette demande, pour pouvoir être admise, devra être formulée dans les neuf

mois à compter de la promulgation de la loi d'impôt sur le revenu.

Toutefois, les lois actuelles ne pourront continuer à être appliquées qu'aux sociétés ou collectivités dont les titres supportent la triple taxe depuis *plus de deux ans* et d'après une quotité imposable fixée, en moyenne, aux *six dixièmes au moins* de tous les titres abonnés d'un même type (art. 86, § 1^{er}).

Aux termes du § 2 du même article, le nouveau régime deviendra applicable aux sociétés dont les titres auraient été maintenus sous le régime ancien en vertu de la disposition que nous venons d'analyser, lorsque la quotité imposable moyenne s'abaissera au-dessous des six dixièmes. Dans ce cas, le droit de timbre au comptant, devenu exigible par suite de l'application du système nouveau, ne sera perçu qu'au tarif réduit de 1,50 0/0, établi par l'article 81, dernier alinéa, — à condition, toutefois, qu'il soit *payé dans l'année* qui suivra la notification faite par l'Administration que les titres ne sont pas susceptibles d'être maintenus sous le régime de l'abonnement (art. 86, § 2).

Ce droit de timbre au comptant exigible sur les titres circulant en France est à la charge des sociétés et collectivités étrangères, soit que ces sociétés ou collectivités renoncent à l'abonnement, soit qu'elles ne puissent plus en bénéficier par suite de l'abaissement de la quotité imposable (art. 86, § 3). En disposant que les émetteurs des titres « *devront prendre à leur charge le droit de timbre afférent à ceux de leurs titres circulant en France* » l'article 86 applique purement et simplement le principe

d'après lequel le droit de timbre est une *dette personnelle de la société* : cet impôt, en effet, rentre dans les frais du contrat constitutif de la société en ce qui concerne les actions ; relativement aux titres d'obligations qui constatent un contrat de prêt intervenu entre la collectivité ou société étrangère et le souscripteur français, la charge de l'impôt du timbre incombe normalement à la collectivité emprunteuse (art. 1248 du Code civil ; — L. 22 frimaire an VII, art. 31).

Mais de ce que cette disposition mettant l'impôt du timbre à la charge des collectivités est conforme aux principes, il ne s'ensuit pas forcément que les débiteurs l'acquitteront toujours de bon gré. — Assurément, pour les émissions futures, aucune difficulté ne paraît devoir se produire, et les sociétés feront timbrer leurs titres avant de les remettre aux souscripteurs, conformément au § 2 de l'article 83. Mais la disposition du dernier alinéa de l'article 86 vise la *transition* du système de l'abonnement au système nouveau. Or le droit de timbre au comptant étant très lourd et exigeant un sacrifice énorme, *en une seule fois*, la société débitrice pourra chercher à échapper à cette taxe. Il est facile, sans doute, de disposer que, si la société cesse d'être soumise à l'abonnement, elle *devra* prendre à sa charge le droit de timbre au comptant... Mais qu'advient-il si elle ne consent pas à acquitter cet impôt ? Il semble que le fisc ne dispose d'aucun moyen d'action efficace contre une société étrangère qui ne possède pas, sur notre territoire, de biens sur lesquels pourrait être poursuivie l'exécution forcée des décisions rendues par les tribunaux français.

Ce sont donc les porteurs français qui devront payer, bien souvent, le droit de timbre au comptant. Ce droit leur sera réclamé par le fisc, — en même temps que l'amende de 6 fr. 25, décimes compris, prévue par l'article 87, — lors de toute négociation ou énonciation dans les actes ou écrits, par exemple. Quant au recours que les porteurs pourraient, *en droit*, exercer contre la société étrangère débitrice de l'impôt par eux payé, il sera presque toujours illusoire : sans doute, aux termes de l'article 14 du Code civil, les tribunaux français seront compétents pour connaître de ces questions de recours, mais leurs jugements seront sans utilité, l'exécution forcée ne pouvant être obtenue en France à défaut de biens appartenant, sur notre sol, aux sociétés étrangères condamnées. Pour faire exécuter à l'étranger les jugements français, il sera nécessaire d'obtenir l'*exequatur*. Dans ces conditions, au lieu de s'adresser aux tribunaux français, conformément à l'article 14 du Code civil, il vaudra mieux suivre la règle *actor sequitur forum rei* et s'adresser aux tribunaux étrangers pour obtenir d'eux, — si possible, — des décisions dont l'exécution puisse être poursuivie utilement. On voit par là toutes les difficultés qui naîtront, relativement au droit de timbre, lors de la transition du régime de l'abonnement au régime organisé par le projet.

*
* *

Rappelons qu'en *droit* les impôts de transmission et sur le revenu sont à la charge des porteurs français (*v. supra*), sous l'empire de la législation existante ; nous

savons qu'*en fait*, par des conventions particulières, les sociétés s'engagent souvent à supporter ces impôts en définitive et sans recours contre leurs actionnaires ou obligataires. C'est donc à tort que l'on a reproché au projet de n'avoir pas, par une disposition spéciale, mis ces deux dernières taxes à la charge des sociétés ou collectivités étrangères, comme il l'a fait pour le timbre ; il n'appartient pas, en effet, au législateur de modifier arbitrairement la situation respective des sociétés étrangères et des capitalistes français, situation qui est basée sur une loi existante ou sur des conventions ayant force de loi entre les parties.

CHAPITRE V

LE DROIT DE COMMUNICATION

Nous avons fait plusieurs fois allusion, au cours de notre travail, à l'exode des capitaux que ne manquerait pas de provoquer l'application du régime fiscal des valeurs mobilières étrangères, tel qu'il a été voté par la Chambre des députés. Il convient de noter ici que cette émigration des capitaux français a déjà été, dans une certaine mesure, réalisée : c'est la conséquence de l'état d'esprit et des tendances socialistes qui se manifestent un peu partout, au sein même du Parlement, et se traduisent par des projets ou propositions de lois peu rassurants pour les intérêts capitalistes. Certes, il serait injuste de prétendre que l'envoi des capitaux à l'étranger a pour *seul but* de les soustraire frauduleusement à l'obligation de payer l'impôt français. Emettre une telle opinion serait réduire la question à de bien mesquines proportions ; il faut s'en rendre compte, cette question

d'évasion des fortunes a des causes profondes et est née de l'état d'insécurité dans lequel se trouve la propriété, en général. Le socialisme, qui fait de rapides progrès, prétend redresser, par des moyens divers, les inégalités qui existent entre les hommes, et, par suite, discute la légitimité du droit de propriété ; or s'il est vrai que tout droit ou tout intérêt discuté est mis en péril, pourquoi s'étonner que la propriété cherche à échapper à la *menace* du socialisme grandissant ?

Les divers projets d'impôt sur le revenu, qui se sont succédé, dans ces dernières années, n'ont pas peu contribué à pousser les capitaux à s'expatrier et à aller chercher sur un sol étranger la sécurité qu'ils n'avaient plus en France. Les valeurs mobilières étrangères ayant, comme nous l'avons déjà remarqué, les plus grandes facilités pour s'évader, au grand détriment du Trésor, le Gouvernement et, après lui, la Chambre des députés ont cherché à enrayer leur exode par une série de prescriptions contenues dans les articles 88, 89 et 90. Ces prescriptions se présentent donc comme le complément nécessaire du système : nous allons les exposer, et, ensuite, nous aurons à critiquer d'une part leur *caractère inquisitorial* et à rechercher, d'autre part, si elles auront une grande *efficacité* pour retenir en France les capitaux français.

*
* *

Aux termes de l'article 88, « les sociétés de crédit françaises qui possèdent des établissements à l'étranger et
« les sociétés étrangères établies en France devront

« tenir, au siège principal de la société en France, des
« répertoires où seront mentionnés, dans le premier mois
« de chaque semestre, pour le semestre échu, soit les
« dépôts de titres ou dépôts de sommes à vue effectués au
« nom de personnes domiciliées en France, soit les comp-
« tes courants de chèques ou comptes courants de toute
« nature ouverts au nom de personnes domiciliées en
« France, dans leurs établissements à l'étranger. Ces
« répertoires devront indiquer le nom et le domicile des
« titulaires des dépôts ou comptes et la nature des
« dépôts ou comptes. Les préposés de l'Enregistrement
« sont autorisés à prendre connaissance de ces réperto-
« res, et, sur leur réquisition, les sociétés seront tenues
« de leur fournir, dans un délai d'un mois, une copie
« certifiée conforme desdits comptes de dépôts ou comp-
« tes courants. Tout refus de communication des réper-
« toires et des copies de comptes sera constaté par pro-
« cès-verbal et puni d'une amende de 100 (cent) francs
« par jour de retard à dater du procès-verbal. Toute
« omission d'inscription aux répertoires dûment établie
« sera punie d'une amende de cinq cents à dix mille
« francs (500 à 10.000 francs). »

Cet article a pour but de donner au fisc un moyen de connaître les opérations de dépôts de titres ou de sommes à vue, ainsi que les opérations de comptes courants de toute nature effectuées, au nom de personnes *domiciliées* en France, dans les établissements de crédit situés à l'étranger. C'est par le grand nombre de succursales que les sociétés de crédit fondent en pays étrangers qu'est facilité l'exode des capitaux ; et l'insertion dans le pro-

jet des dispositions de l'article 88, soumettant à une surveillance spéciale les succursales françaises des banques étrangères et les sociétés françaises ayant des succursales à l'étranger ne doit pas nous surprendre, puisque c'est par l'intermédiaire de ces établissements que s'accomplit, en grande partie, l'évasion fiscale.

L'article 89 complète ce système de surveillance ; il est ainsi conçu : « Tous banquiers français et toutes sociétés
« de crédit françaises ainsi que tous banquiers étrangers
« et toutes sociétés de crédit étrangers établis en
« France, devront tenir, dans chacun de leurs établissements,
« un répertoire sur lequel ils enregistreront,
« jour par jour, tous envois de titres ou coupons de
« valeurs mobilières adressés à l'étranger par des personnes
« résidant en France pour y être déposés ou encaissés
« chez un banquier ou dans un établissement de crédit.
« Le répertoire indiquera le nom et le domicile du
« propriétaire des valeurs, la désignation du banquier et
« de l'établissement dépositaire.

« Les préposés de l'enregistrement sont autorisés à
« prendre connaissance de ce répertoire.

« Tout refus de communication du répertoire sera
« constaté par procès-verbal et puni d'une amende de
« cent (100 francs) francs par jour de retard à dater du
« procès-verbal. Toute omission d'inscription au répertoire
« ou toute inexactitude dûment établie sera punie
« d'une amende de 500 à 10.000 francs. »

Ces dispositions visent le fait des banquiers privés et établissements de crédit français ou étrangers établis en France qui s'entremettent pour envoyer à des corres-

pondants de l'étranger les titres ou coupons de leurs clients résidant en France, dans le but de soustraire ces titres ou coupons au paiement de l'impôt. Il est certain que la tenue du répertoire, où seraient mentionnés régulièrement les envois à l'étranger, serait très efficace et permettrait aux agents du Trésor de découvrir de nombreuses fraudes.

Enfin, l'article 90 étend, pour l'exécution de la loi d'impôt sur le revenu, à toutes les personnes désignées dans le second alinéa de l'article 23, les dispositions des articles 22 de la loi du 23 août 1871, 7 de la loi du 21 juin 1875 et 5 de la loi du 17 avril 1906, relatives à l'exercice du droit de communication ; il accorde, en outre, aux fonctionnaires du service de l'*inspection générale des finances* le droit de communication dans la mesure où ce droit est donné au service de l'enregistrement pour le contrôle de la loi d'impôt sur le revenu.

Examinons quelle sera l'étendue de ce droit de communication : l'article 22 de la loi du 23 août 1871 oblige (sous peine d'une amende de 100 à 1.000 francs en cas de refus) les sociétés, compagnies, assureurs, entrepreneurs de transports et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'Administration de l'enregistrement, à représenter aux dits agents leurs *livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité*, afin qu'ils s'assurent de l'exécution des lois sur le timbre. On sait quel parti l'Administration a su tirer de cette disposition : le contrôle est exercé sur tous les documents ayant avec la comptabilité des rapports si faibles soient-ils, et se rapportant simplement à des opérations de

recettes et de dépenses. Les dispositions qui obligent les assujettis à communiquer les documents énumérés ci-dessus étant générales et absolues, il a été décidé par la jurisprudence qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les pièces essentielles de comptabilité et les *écritures accessoires qui seraient considérées comme d'ordre et d'Administration intérieure* (Cass. Req., 7 janvier 1878. *Recueil périodique Dalloz*, 78. 1. 203. 204). Le registre des délibérations du Conseil d'administration doit même être communiqué lorsque les pouvoirs conférés à ce Conseil par les statuts de la société s'étendent aux recettes, aux dépenses et aux comptes (Cass. civ., 28 février 1898. *Rec. pér. Dalloz*, 98. 1. 239. — Cass. Req., 14 janvier 1902. *Rec. pér. Dalloz*, 1902. 1. 145).

L'article 7 de la loi du 21 juin 1875 décide que les sociétés, compagnies d'assurances, assureurs contre l'incendie ou sur la vie et tous autres assujettis à l'exercice du droit de communication sont tenus de soumettre au contrôle des agents de l'enregistrement, *tant au siège social que dans les succursales et agences*, les polices et autres documents énumérés dans l'article 22 de la loi du 23 août 1871, *pour la vérification de l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement*. — Le refus de communication, établi par un procès-verbal, est puni d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Par application de cet article, les succursales et agences françaises des sociétés étrangères se sont trouvées assujetties à la communication.

L'article 5 de la loi du 17 avril 1906 porte de 1.000 à 10.000 francs l'amende encourue pour refus des com-

munications prévues par les articles 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1873 ; en outre, il dispose qu'indépendamment de cette amende, les sociétés et compagnies françaises ou étrangères et tous autres assujettis devront, en cas d'instance, être condamnés à représenter les pièces ou documents non communiqués, sous une astreinte de 100 francs au minimum par chaque jour de retard. Cette astreinte n'est pas soumise aux décimes et commence à courir de la date de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui sera dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié. L'astreinte cesse du jour où le jugement est exécuté par la communication prescrite, ce qui est constaté au moyen d'une mention écrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement.

Telles sont les dispositions que l'article 90 du projet rend applicables, pour le contrôle de l'exécution de la loi d'impôt sur le revenu, « à toutes les personnes désignées dans le second alinéa de l'article 23 », c'est-à-dire aux banquiers, escompteurs, changeurs, agents de change (1),

1. Les *notaires* figuraient dans cette énumération (art. 23 du projet du Gouvernement). Ils ont été rayés de la liste, du consentement de la Commission. Ainsi que l'a expliqué le rapporteur, cette suppression n'implique pas pour les notaires le droit de se livrer au commerce des coupons, mais il était superflu de les mentionner dans l'énumération, puisque la législation en vigueur (Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 12-1^o) interdit aux notaires de faire les opérations qui motiveraient, d'après le 2^e alinéa de l'article 23, la surveillance de l'Administration.

huissiers, receveurs de rentes, et d'une manière générale, à tous ceux qui font profession ou commerce habituel de payer les coupons, chèques ou tous instruments de crédit créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des titres ou valeurs étrangers. Nous avons étudié (*suprà*), le sens des mots « commerce habituel » et nous avons remarqué que, cette expression étant très compréhensive, se trouveront astreints à la déclaration préalable et, par suite, à la communication, tous ceux qui se livrent « *même accidentellement* » aux opérations visées par l'article 23 (V. *Rapport de la Commission*, page 196).

*
* *

Caractère inquisitorial du droit de Communication.

— La disposition de l'article 90 nous paraît exorbitante, sans doute, elle rentre bien dans l'ensemble du projet et est nécessaire, *en principe*, pour permettre aux agents du Trésor de surveiller la perception de l'impôt. Mais, contrairement à l'avis du Gouvernement et de la Commission de législation fiscale, nous ne pensons pas que l'article 90 soit une extension pure et simple du droit de communication tel qu'il existe à l'heure actuelle, et nous estimons, au contraire, qu'il contient une innovation très grave, susceptible d'inspirer de sérieuses inquiétudes, en raison des tendances qu'il traduit.

Voici comment le Gouvernement et la Commission

(V. Chambre, *Journal Officiel*, page 1125, Séance du 2 juin 1908).

justifie cette disposition de l'article 90 : « L'article 83
« (art. 90), dit l'*exposé des motifs*, étend à toutes les
« maisons de banque, de change, d'escompte et aux
« officiers ministériels l'obligation de communiquer
« leurs registres, titres, pièces de recettes, de dépenses,
« de comptabilité, etc... qui n'était imposée jusqu'ici
« qu'aux sociétés de crédit ou à certains professionnels
« limitativement énumérés ; il met fin ainsi à un régime
« de privilège dont certaines maisons de banque ont
« peut-être abusé. »

Et le *rapport de la Commission* exprime la même idée :
« L'article 83 (art. 90) qui a soulevé tant de protesta-
« tions, ne fait que consacrer la législation existante, et
« étendre à tous les banquiers, changeurs, etc., un état
« de choses qui existe depuis longtemps auprès des
« sociétés de crédit, compagnies, assureurs, entrepre-
« neurs de transports, etc... le droit d'investigation des
« agents de l'Enregistrement. Il y a bel âge qu'on a
« reconnu à ces agents le droit d'examiner les livres,
« registres, titres, pièces de recettes et de dépenses et
« de comptabilité des établissements de crédit, et nous
« croyons savoir que ces mesures n'ont pas nui au déve-
« loppement de nos grands établissements de crédit... »

Ainsi que l'indiquent les textes que nous venons de
citer, sont soumis au droit de communication les sociétés
de crédit, compagnies et « certains professionnels *limi-
tativement énumérés* » tels qu'assureurs ou entrepre-
neurs de transports...

Aux termes de l'article 54 de la loi du 22 frimaire
an VII, les notaires, huissiers, greffiers et secrétaires des

administrations centrales et municipales ont été assujettis à la communication *pour les actes dont ils sont dépositaires*. Cette mesure n'avait rien d'excessif, attendu que la presque totalité de ces actes sont soumis à la formalité de l'enregistrement et ont un caractère officiel. Puis, nous voyons se développer le droit de communication à mesure que se complique et s'étend notre législation fiscale. La loi du 5 juin 1850 frappe d'un droit de timbre les actions et obligations émises par les sociétés ; elle décide alors que les registres à souche d'où les titres seront tirés devront être représentés aux agents du fisc. Cette même loi du 5 juin 1850 (art. 33) soumet à un droit de timbre les polices d'assurances, et, par ses articles 35, 44, 45 et 47, ordonne la communication de ces polices.

Le décret du 17 juillet 1857, rendu en exécution de la loi du 23 juin 1857, qui avait établi le droit de transmission sur les actions et obligations des sociétés, dispose que les registres à souche et les registres des transferts et conversions de titres devront être communiqués.

La loi du 28 mai 1858, article 13-4^o, oblige les dépositaires des registres des Magasins généraux à communiquer ces registres aux agents de l'Enregistrement. Des dispositions analogues sont contenues dans l'article 10 de la loi du 13 mai 1863, relativement aux récépissés de chemins de fer.

Nous avons analysé *suprà* les articles 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875. Nous avons vu que la jurisprudence donne une portée générale et

absolue à ces textes et que les assujettis sont obligés à communiquer une foule de documents à l'Administration. Mais il convient de remarquer que ce droit d'investigation du fisc, — si étendu qu'il soit, — peut être exercé sans inconvénient pour le secret des affaires des particuliers chez ceux qui y sont soumis ; il n'a rien d'exorbitant étant donné le caractère et la nature des relations des particuliers avec les assujettis : ces derniers, du reste, sont des sociétés de capitaux et non des sociétés de personnes, n'ayant avec leurs clients que des rapports pour ainsi dire publics ; les sociétés, les assureurs, les établissements de crédit n'ont pas et ne peuvent pas avoir avec leur clientèle des relations devant rester secrètes, parce que le particulier qui s'adresse à eux est obligé de passer par l'intermédiaire d'un personnel plus ou moins nombreux. Les assujettis sont encore les entrepreneurs de transports, — mais, ici encore, on comprend aisément qu'il s'agit d'affaires tellement spéciales qu'il n'y a pas le moindre inconvénient à les faire connaître aux agents du fisc pour la sauvegarde des droits du Trésor (1). Quant à la loi du 28 avril 1893 (art. 30), elle astreint bien à la communication « quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse », et ce contrôle est nécessaire pour assurer la perception de la taxe sur les opérations de bourse. Mais, ici encore, *le secret des affaires* est respecté, car la communication doit être limitée aux docu-

1. V. dans le même sens, Wahl, *Revue politique et parlementaire*, n° 162 du 10 décembre 1907, page 542.

ments relatifs aux opérations de bourse et ne saurait, sans abus, être étendue au-delà.

Le droit de communication, tel qu'il est organisé actuellement, ne présente, malgré ses accroissements successifs, aucun caractère inquisitorial, qu'il soit exercé dans les sociétés de capitaux, — impropres par leur nature et leur organisation à abriter les secrets des particuliers, — ou bien chez des personnes *limitativement énumérées* où il ne s'applique qu'à des objets excessivement restreints.

Le projet voté par la Chambre étend le droit de communication à toutes les personnes désignées à l'article 23, aux banquiers privés, escompteurs, changeurs, agents de change, huissiers, receveurs de rentes et à tous ceux qui payent, — ne serait-ce qu'accidentellement, — les coupons et revenus. Cette disposition est très grave, car, cette fois, le secret des affaires va être violé, incontestablement. Les banquiers privés (1) sont, bien souvent, les conseillers des familles, les dépositaires de leurs secrets ; ils ont avec elles des rapports constants entretenus par un sentiment de confiance, presque d'amitié. Et ce sont ces banquiers, auxquels une clientèle, demeurée fidèle, confie le soin de conserver des secrets de famille que le fisc a cru jusqu'ici devoir respecter, que l'on veut soumettre aux investigations des

1. Le Ministre des Finances lui-même a reconnu à la Chambre et dans une lettre par lui adressée à la Commission que la situation des banquiers privés et des établissements de crédit n'est pas la même.

agents de l'enregistrement et de l'inspection des finances. Ces agents du Trésor se feront représenter les livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité, — nous savons ce qu'il faut entendre par là ! — et vérifieront ces documents au point de vue de l'application des lois sur le timbre, l'enregistrement et l'impôt sur le revenu ! Ces vérifications feront connaître, sans doute, des fraudes commises par les particuliers, — des omissions dans les déclarations de successions, des dissimulations de prix, etc., — et, à cet égard, le résultat ne saurait être critiqué. Mais il faut convenir que la recherche de la fraude, — si utile qu'elle soit, — ne doit pas conduire à des mesures inquisitoriales et vexatoires ; il faut que le fisc s'arrête devant le secret de famille, et son intrusion dans les affaires privées constituerait un abus de pouvoir aussi critiquable que la violation du domicile des particuliers.

Malheureusement, — nous l'avons vu *suprà* — les particuliers astreints à la communication, en vertu des articles 23 et 90 du projet, seront nombreux, — si nombreux, même, qu'au bout de quelques années d'application de la loi d'impôt sur le revenu, — si elle était votée par le Sénat, — on se demanderait pourquoi de simples particuliers peuvent encore rester affranchis de l'obligation de communiquer leurs livres et documents ; le projet, s'il fonctionne jamais, pourra servir de transition et conduire, peu à peu et sans grand effort, à l'exercice universel des particuliers pour le contrôle de l'impôt sur le revenu.

Tel est le caractère inquisitorial des mesures de surveillance organisées par le projet. Nous allons examiner maintenant quelle peut être l'efficacité de ces mesures.

*
* *

Inefficacité du droit de communication. — Dans notre chapitre I^{er}, section IV (*suprà*), nous avons indiqué les pénalités énormes édictées par le projet contre ceux qui auront contrevenu à l'article 23, c'est-à-dire contre les banquiers qui, au moment du paiement des coupons, n'auront pas opéré la retenue de l'impôt ; dans la section suivante nous avons conclu à l'inefficacité du système de répression rigoureuse au moyen duquel le législateur prétend arrêter la fraude si facile en matière de valeurs mobilières étrangères.

Notre conclusion sera la même ici. Toutes les précautions du Gouvernement, de la Commission et de la Chambre pour boucher la *fissure*, cet ensemble de mesures inquisitoriales et vexatoires, loin de produire l'effet qu'on en attend, exciteront et précipiteront, au contraire, l'exode des capitaux, des titres et des coupons.

C'est en vain que le fisc installerait en permanence, dans les banques et établissements de Crédit en France, des agents chargés de vérifier la perception de l'impôt. Une armée de fonctionnaires ne suffirait pas pour assurer le *stoppage*, les propriétaires de valeurs étrangères disposant des moyens les plus divers pour se soustraire aux exigences du fisc.

En votant l'article 88 que nous avons reproduit (*suprà*)

on a cru permettre aux agents du Trésor de prendre connaissance des opérations de dépôts de titres ou de sommes à vue et des opérations de comptes-courants de toute nature effectuées, au nom de personnes *domiciliées* en France, dans les sociétés de crédit situées à l'étranger. Ces opérations sont réalisées grâce au réseau de succursales que les établissements de crédit français et étrangers étendent aujourd'hui dans tous les pays. Mais les établissements visés par l'article 88 pourront, il faut le reconnaître, se soustraire facilement aux investigations du fisc en transformant leurs succursales en *sociétés filiales* (dont elles détiendront toutes les actions). Par l'intermédiaire de ces filiales, — sociétés distinctes de la maison mère française ou étrangère, — les opérations prévues par l'article 88 pourront être continuées, sans que le fisc ait le droit d'exercer son contrôle sur ces opérations.

L'article 89 (v. *suprà*), vient, il est vrai, compléter la disposition de l'article 88 : grâce au répertoire qu'il prescrit, il sera permis, croit-on, de connaître les envois de titres ou coupons de valeurs mobilières effectués, par toute banque établie en France, pour le compte de personnes résidant sur notre territoire, à un *correspondant* étranger.

Les peines considérables, allant jusqu'à 10.000 francs, pour toute omission d'inscription au répertoire ou pour toute inexactitude dûment établie, ne nous paraissent pas garantir, d'une façon certaine, que ce répertoire sera régulièrement tenu ; nous avons déjà eu l'occasion de

remarquer que les pénalités, si fortes soient-elles, n'empêchent pas la fraude.

Au surplus, les particuliers peuvent aller eux-mêmes dans les banques étrangères pour faire les opérations dont il s'agit ; ils peuvent se réunir pour envoyer à Bruxelles ou à Londres, par exemple, un mandataire qui agira en leur nom. Le législateur n'a aucun moyen d'empêcher cela. Il est même certain que les particuliers qui voudront se soustraire au paiement de l'impôt n'auront pas besoin de s'imposer le moindre dérangement : ils recevront périodiquement la visite des agents des banques étrangères qui leur fourniront un moyen commode et sûr de tourner la loi française.

*
* *

Telle nous paraît être l'inefficacité du droit de communication organisé par le projet. Le Gouvernement s'est si bien rendu compte de la faiblesse du système de perception individuelle et des facilités de fraude données aux propriétaires de valeurs étrangères, qu'il a songé à réaliser une *entente internationale* pour enrayer l'évasion fiscale. Si une entente internationale de ce genre pouvait être conclue, il est certain que le fisc serait puissamment armé contre la fraude. Mais, ainsi que l'exprime M. Wahl, dans son article précité (1), « il suffirait
« qu'un ou deux pays y restassent étrangers (à l'entente)
« pour que la fissure se produisît. Or, non seulement il

1. *Revue politique et parlementaire*, n° 162 du 10 décembre 1907, p. 535.

« est impossible d'espérer que les Gouvernements de
« tous les pays civilisés s'accorderont avec la France,
« mais il est probable qu'aucun d'eux ne consentira à
« une entente. Les débats qui se sont engagés à la Cham-
« bre belge, le 26 juillet 1907, les déclarations qui y ont
« été faites par le Ministre des finances, l'interview que
« le *Matin* a publié dans son numéro du même jour,
« sont singulièrement édifiants. Le fisc belge, qui a res-
« pecté le secret des affaires jusqu'au point de ne se faire
« accorder aucun droit de communication, de ne pas
« prendre connaissance des dépôts effectués en banque,
« n'obtiendra et ne demandera jamais l'autorisation de
« les rechercher dans l'intérêt exclusif du fisc français ;
« et le Ministre belge a d'ailleurs déclaré que l'article 128
« de la Constitution, qui assure aux étrangers le même
« traitement qu'aux nationaux, s'y oppose. Le Gouver-
« nement belge a montré, — ce dont personne ne dou-
« tait, — que la fameuse convention franco-belge de
« 1843, qui organise un système de renvois entre les
« administrations de l'enregistrement, n'a qu'un carac-
« tère administratif. Dans tous les pays où l'inquisition
« est sévèrement proscrite, on se heurtera à la même
« impossibilité. Ceux-mêmes où elle est admise ne prè-
« teront pas la main à des mesures qui favoriseront la
« rentrée des impôts français, — dont les pays étran-
« gers naturellement, se soucient peu, — et qui en outre
« diminueront la prospérité des banques indigènes.
« *L'intérêt des nations étrangères est de profiter de la*
« *substitution de la perception individuelle au forfait,*
« *et non pas de fournir au fisc français les moyens*
« *d'améliorer le rendement des imptôts.* »

CONCLUSION

Nous croyons avoir démontré, au cours de cette étude, quelles imperfections et quels avantages présentent respectivement les deux régimes fiscaux en présence : l'abonnement et la perception individuelle.

L'abonnement, avec sa quotité imposable fixée pour trois ans, ne peut assurément réaliser d'une façon rigoureuse le *principe d'équivalence* ; sans doute, le minimum de quotité fixé par le décret du 24 mai 1872 est arbitraire, dans une certaine mesure ; — le pouvoir accordé au Ministre des finances pour la fixation de la quotité peut aussi paraître exorbitant. Nous avons développé et examiné ces critiques adressées au régime actuel, dans la *Conclusion* de notre première partie ; nous avons fait observer que, pour la plupart, les vices du système sont susceptibles d'être considérablement atténués : le pouvoir du ministre, relatif à la fixation de la quotité imposable pourrait être dévolu à la Commission des valeurs mobilières ; le minimum de taxation peut être abaissé sans inconvénient et la révision de la quotité devrait être possible tous les ans.

D'autre part, avec le régime du *forfait*, le Trésor tire un avantage considérable de la *régularité* et de la *certitude* des recettes ; la présentation d'un *représentant responsable* français ou le versement d'un *cautionnement* sont de sérieuses garanties pour le fisc.

*
* *

Le régime de perception individuelle organisé par le projet Caillaux présente, à notre avis, de très graves inconvénients. L'exposé des motifs de ce projet porte : « Nous nous sommes efforcés... par un ensemble de « mesures, de maintenir un *équilibre rigoureux* entre « les valeurs françaises et les valeurs étrangères, de « quelque nature qu'elles soient. » Or, nous nous croyons en mesure d'affirmer que le principe d'équivalence n'est pas réalisé par le texte sorti des discussions de la Chambre des députés ; l'équivalence ne sera que théorique, car le système présente une fissure, largement ouverte, que les efforts faits ont été impuissants à boucher ; l'exode des valeurs étrangères leur permettra de se soustraire à l'impôt, alors que les valeurs françaises y seront assujetties par le seul fait de leur existence.

A coté de cet inconvénient capital du système, que voyons-nous ? des mesures vexatoires, inquisitoriales, prescrites dans le but d'enrayer la fraude et ayant justement pour effet de la provoquer.

Les conséquences de l'évasion fiscale seront préjudiciables au Trésor, d'une part, et au commerce et à l'industrie, d'autre part.

Le Trésor perdra, non seulement une grande partie des taxes de timbre, de transmission et sur le revenu, dues par les valeurs étrangères (1), mais aussi une grande partie des droits exigibles en raison des mutations par décès de ces valeurs (v. *suprà*).

Au point de vue économique, il est regrettable de voir fuir l'argent français à l'étranger. Notre commerce de banque sera gravement atteint par l'exode ; quant au commerce et à l'industrie, en général, qui ont besoin de crédit, ils s'en trouveront certainement privés ; le taux de l'escompte, par suite de la rareté de fonds disponibles, montera, au détriment surtout des moyens et des petits commerçants ou industriels.

Par contre, l'exode ira favoriser le commerce et l'industrie à l'étranger, les fera bénéficier d'un abaissement du taux de l'escompte et d'un grand développement du crédit.

Toutes ces critiques adressées au projet Caillaux peuvent se résumer par ces mots : *inquisition, inquiétude, exode, mauvais rendement des impôts, perturbation économique*. Aussi n'hésitons-nous pas à nous prononcer pour le maintien du régime de l'abonnement, modifié et

1. Nous avons vu, *suprà*, que les sociétés étrangères dont les titres ne circulent pas en France, mais qui y possèdent des *biens* meubles ou immeubles, doivent la taxe sur le revenu d'après une *quotité* du capital social. La suppression de l'abonnement aurait pour effet de priver le Trésor de l'impôt payé par les sociétés possédant seulement des biens en France. Le Ministre a promis à la Chambre de régler cette question dans un texte ultérieur.

assoupli dans le sens que nous avons indiqué. Ce système du forfait, seul, tient compte de la nature si fugace des valeurs mobilières étrangères et peut être appliqué sans le secours des mesures inquisitoriales et vexatoires et pourtant inefficaces que nous rencontrons dans le projet Caillaux.

Nous espérons que le Sénat ne suivra pas la Chambre des députés dans la voie où elle s'est engagée.

VU :

Le Président de la thèse,
FERNAND FAURE.

VU :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- BESSON (Emm.). — L'impôt sur le revenu.
- FAURE (Fernand). — Note sur les charges fiscales des valeurs mobilières (Rapport présenté au Congrès international de 1900).
- GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique, éd. 1906.
- JOBIT (Maurice). — Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères.
- PRIMOT. — Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères, 1891.
- MAGUÉRO (Ed.). — Traité alphabétique des droits d'enregistrement (V. Valeurs mobilières étrangères).
- WAHL (Albert). — Traité de droit fiscal. Tome II (1903) et tome III (1906).
- ZADOKS (Simon). — De l'urgence des réformes dans le régime fiscal des valeurs mobilières, avec Préface de M. Levasseur (Publications scientifiques et économiques. Paris, 1905).
- REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE. — Un article de M. Albert Wahl : « Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication », n° 162, du 10 décembre 1907.
- DOCUMENTS PARLEMENTAIRES. — *Exposé des motifs* (Annexe au Journ. Off. du 17 février 1907, n° 737.) — *Rapport* présenté au nom de la Commission de législation fiscale, par M. René Renoult, le 13 juin 1907 (Ann. au Journ. Off., n° 1053.)
- JOURNAL OFFICIEL. — Comptes rendus des séances de la Chambre des députés.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Régime actuel.

CHAPITRE PREMIER. — Historique sommaire de la législation fiscale des valeurs mobilières étrangères	9
CHAPITRE II. — Nationalité des Sociétés et des Titres.	27
CHAPITRE III. — Faits juridiques qui rendent les taxes exigibles	30
<i>Section I.</i> — Inscription à la cote officielle	33
<i>Section II.</i> — Emission en France	36
<i>Section III.</i> — Mise en souscription et exposition en vente	38
<i>Section IV.</i> — Introduction sur le marché	39
<i>Section V.</i> — Dispositions légales visant le fait des intermédiaires	39
CHAPITRE IV. — De la quotité imposable	42
CHAPITRE V. — Liquidation et paiement des taxes	48
<i>Section I.</i> — Droit de Timbre	50

	Pages
Point de départ de l'exigibilité de la taxe . .	51
Durée de l'abonnement.	51
Irrévocabilité et invariabilité de l'abonnement.	52
Réduction du capital social	53
Amortissement d'actions remplacées par des actions de jouissance.	54
Emission d'actions nouvelles survenant après réduction du capital social	54
Droit de Timbre, perçu par double emploi .	54
Titres d'actions délivrés par suite de trans- fert ou de renouvellement	55
Obligations remboursées	55
Exonération de la taxe d'abonnement. — Li- quidation et improductivité	56
Point de départ et durée de l'exonération . .	58
Justifications à fournir par les Sociétés étran- gères.	58
Epoques de paiement et liquidation de la taxe d'abonnement	59
Prescription des droits et amendes de Timbre	60
<i>Section II. — Droit de transmission</i>	<i>61</i>
Taxe annuelle obligatoire	61
Point de départ d'exigibilité de la taxe. . .	62
Liquidation de la taxe	65
Epoques de paiement	66
Société en liquidation ou en faillite	67
Prescription applicable.	67
<i>Section III. — Impôt sur le revenu</i>	<i>68</i>
Quotité de la taxe	69
§ 1 ^{er} . — Exigibilité de l'impôt sur le revenu.	
Nécessité de l'existence de bénéfices . .	70
Nécessité d'une distribution de bénéfices.	71
§ 2. — Epoques de paiement	75
Des débiteurs de la taxe sur le revenu et de ceux qui doivent la supporter en définitive	76

	Pages
§ 3. — Liquidation de la taxe sur le revenu.	77
Assiette de la taxe	77
Liquidation	77
Liquidation provisoire et liquidation définitive.	78
Païement du complément de taxe après liquidation définitive. Délai. Amende.	79
Société en avance et cessant de donner des revenus ou arrivée à son terme.	
Restitution de l'excédent versé . . .	81
Nature de l'impôt sur le revenu . . .	81
Prescription.	82
CHAPITRE VI. — Garanties du Trésor. — Du représentant responsable et du cautionnement	84
Section I. — Du représentant responsable . . .	85
Présentation et engagement du représentant responsable. — Justification à fournir . .	86
Etendue et durée de l'engagement du représentant responsable	87
Faillite de la Société étrangère. — Son effet sur l'engagement du représentant responsable	88
Effets de l'agrément du représentant responsable.	90
Section II. — Du cautionnement	90
CHAPITRE VII. — Règles spéciales aux Sociétés étrangères ayant des biens en France	94
Exigibilité de la taxe	95
Quotité imposable	96
Règles applicables aux Sociétés étrangères qui possèdent des biens en France et dont les titres circulent sur notre marché.	97
CHAPITRE VIII. — Régime fiscal des titres des Sociétés étrangères non abonnées	99

	Pages
Liquidation et paiement du droit de Timbre au comptant	102
Titres provisoires et titres définitifs.	102
CONCLUSION (1 ^{re} partie). — Critique du régime actuel.	104 .

DEUXIÈME PARTIE

Le Projet Caillaux.

INTRODUCTION	113
CHAPITRE PREMIER. — L'impôt sur le revenu des va- leurs étrangères	116
<i>Section I.</i> — Assiette de l'impôt sur le revenu. . .	118
<i>Section II.</i> — Mode de recouvrement de l'impôt . .	120
<i>Section III.</i> — Obligations imposées à ceux qui font profession de payer les coupons. — Alloca- tion de remises à titre d'indemnité. — Formalités à remplir par les particuliers pour toucher les coupons	132
<i>Section IV.</i> — Pénalités concernant la perception de l'impôt sur les revenus des valeurs étrangères .	142
<i>Section V.</i> — Obligation pour les particuliers de déclarer les revenus des valeurs étrangères tou- chées à l'étranger. — Pénalités édictées pour défaut de déclaration	145
<i>Section VI.</i> — Poursuites et instances en matière d'impôt sur le revenu. — Prescription applicable .	154
CHAPITRE II. — L'Impôt du Timbre	156
Assiette du droit de timbre au comptant.	157
Faits juridiques qui rendent exigible le droit de timbre au comptant	158
Interdiction d'énoncer, dans des <i>récépissés de dépôts</i> , des titres étrangers non timbrés.	160
Pénalités.	162

	Pages
CHAPITRE III. — Le Droit de Transmission	165
CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires	168
CHAPITRE V. — Le Droit de communication	173
Caractère inquisitorial du droit de communication.	180
Inefficacité du droit de communication	186
CONCLUSION	191
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	195

ERRATA

Page 5, ligne 6, *lire* « exportation » *au lieu de* « expropriation ».

Page 13, ligne 23, *lire* « dûment » ou « indûment » *au lieu de* « due-ment » ou « induement ».

Page 18, ligne 4, *lire* « page 12, note » *au lieu de* « page 4, note ».

Page 19, ligne 20, *lire* « dûment » ou « indûment » *au lieu de* « due-ment » ou « induement ».

Page 43, ligne 19, *lire* « C'était substituer à l'arbitraire ministériel, l'arbitraire légal » au § 5.

Page 57, ligne 17, *lire* « *suprà*, page 52 », *au lieu de* « *suprà*, page 53 ».

Page 83, ligne 27, *lire* « dûment » ou « indûment » *au lieu de* « due-ment » ou « induement ».

Page 102, *in fine*, *ajouter* : « La loi du 28 décembre 1895, art. 4, ayant « étendu aux valeurs étrangères les dispositions des art. 2 et 3 de la « loi du 25 mai 1872, si le droit au comptant a été payé sur les cer-
« tificats provisoires, les titres *définitifs* correspondants sont timbrés
« *gratis* ».

Page 106, ligne 12, *après* « Simon Zadocks, *op. cit.* » *ajouter* « page 140 ».

Page 131, *in fine*, *lire* « page 171 » *au lieu de* « page 215 ».

Page 146 (3^e alinéa), *lire* « En disant : « du moment que les intérêts du
« Trésor sont sauvegardés, aller plus loin (c'est-à-dire prohiber les
« dépôts à l'étranger) serait attenter inutilement à la liberté indivi-
« duelle », la Commission semble vouloir masquer son impuissance
« à enrayer l'exode des capitaux français et des coupons ; elle aurait
« mieux fait, à notre avis, de se montrer, sur cette question, sobre de
« commentaires et de s'abstenir de ce geste aussi beau qu'inutile ».

Page 158, ligne 10, *lire* « en les adaptant au système nouveau » *au lieu de* « adoptant ».

Page 191, *in fine*, *ajouter* : « malgré les difficultés pratiques ».

